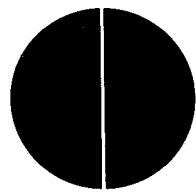


Points Histoire



Les causes de la Première Guerre mondiale.
« L'Allemagne — inclinée au mal dès sa prime jeunesse ? » C'est par cette question angoissée que le *Spiegel* accueillait, en 1961, le livre de F. Fisher, *Griff nach der Weltmacht*, qui ébranlait la bonne conscience de ses compatriotes au sujet des responsabilités allemandes dans les causes de la Première Guerre mondiale. Cet ouvrage fait rebondir la vieille controverse sur les origines de la guerre. Qu'en est-il aujourd'hui ? Jacques Droz s'est appliqué à faire le point sur une énorme littérature internationale qui, de Lénine aux adversaires de Fischer, tente d'élucider le processus par lequel des millions d'hommes ont été jetés dans l'un des plus grands carnages de l'histoire humaine.

Jacques Droz.
Né en 1909. Professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne (Paris I). Spécialiste de l'Allemagne.

Arts
Civilisations
Classes
Cultures
Économie
Historiographie
Idées
Institutions
Mentalités
Nationalités
Politique
Populations
Relations internationales
Religions
Révolutions
Sociétés

Jacques Droz Les causes de la Première Guerre mondiale

Notes d'Historiographie



Histoire

Les causes de la Première Guerre mondiale

Ouvrages de
Jacques Droz

- Le Libéralisme rhénan 1815-1847
Sorlot, 1940.
- La Pensée politique et morale des Cisrhénans
Sorlot, 1940.
- L'Allemagne et la Révolution française
PUF, 1949.
- Les Révolutions allemandes de 1848
PUF, 1957.
- Histoire diplomatique de 1648 à 1919
Dalloz, 1959, 3^e éd. 1972.
- L'Europe centrale. Évolution de l'idée de *Mitteleuropa*
Payot, 1960.
- Le Romantisme politique en Allemagne
Colin, 1963.
- Le Romantisme allemand et l'État. Résistance et collaboration
dans l'Allemagne napoléonienne
Payot, 1966.
- Le Socialisme démocratique 1864-1960
Colin, 1966.
- La Formation de l'unité allemande,
Histoire de l'Allemagne I
Hatier, 1970.
- Histoire générale du socialisme.
I. Des origines à 1875 (ouvrage collectif)
PUF, 1972.

Jacques Droz

Les causes de la Première Guerre mondiale

Essai d'historiographie



Éditions du Seuil

Introduction

Lorsqu'en 1955 l'historien Walter Hubatsch fit paraître son *Handbuch der deutsche Geschichte (Manuel d'histoire allemande)*, il ouvrit son exposé sur l'époque de la Première Guerre mondiale par la déclaration suivante : « L'histoire de la guerre de 1914-1918 a été étudiée comme aucune autre période. L'historien s'y meut sur un terrain sûr. » Il n'ignorait cependant pas que la plupart des dépôts d'archives étaient encore fermés aux chercheurs et que les publications de documents n'étaient qu'à leur début. D'une façon générale, à cette date, l'opinion allemande demeurait sous l'emprise des nombreux écrits parus entre les deux guerres, et qui dans un but politique avaient cherché à démontrer le mensonge de la culpabilité de l'Allemagne sur lequel, selon eux, avait été édifié le traité de Versailles. Il était admis que l'Allemagne avait mené contre un monde qui conspirait à sa perte une guerre défensive, et dont elle n'était en rien responsable. Sans doute, au cours de la guerre, étaient apparues des velléités annexionnistes; mais le gouvernement présidé par le chancelier Bethmann-Hollweg avait constamment essayé de traiter avec l'ennemi; et, s'il avait échoué, c'était devant les prétentions d'un adversaire qui avait poursuivi avec opiniâtré l'anéantissement de l'Allemagne.

© Éditions du Seuil, 1973.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

La volonté de paix du chancelier en tout cas ne pouvait faire aucun doute. Tirant des « diagonales » entre les partis bonzeois qui voulaient l'obliger à adopter un programme annexionniste et les sociaux-démocrates, qu'il voulait maintenir dans l' « Union sacrée », il avait pu commettre des erreurs tactiques; mais il avait luté jusqu'au bout et n'avait cédé la place que sur un ultimatum de Ludendorff et Hindenburg.

Aussi est-il difficile de s'imaginer l'effet de surprise produit par la publication en 1961 par le Pr Fritz Fischer, de l'université de Hambourg, d'un livre, *Griff nach der Weltmacht (les Buts de guerre de l'Allemagne impériale)*, dont les thèmes n'avaient été annoncés que par un simple article de la *Historische Zeitschrift*: livre qui devait rapidement avoir trois éditions en Allemagne, qui fut traduit en anglais, en italien, en français et en japonais, suscitant aussitôt une vaste polémique, au point que l'on a pu parler sans exagération d'une « cause célèbre », d'une « affaire Dreyfus allemande ». De fait, en soutenant que l'impérialisme allemand avait été responsable de la Première Guerre mondiale et de l'orientation donnée à la politique des buts de guerre de 1914 à 1918, Fritz Fischer avait touché de façon provocatrice la conscience politique des Allemands. Si l'on admettait facilement qu'il y ait eu de la part de l'Allemagne volonté de domination du monde en 1940, pouvait-on dire la même chose pour 1914? Devait-on faire de Bethmann-Hollweg une sorte de précurseur de Hitler? Lors du Congrès des historiens allemands à Berlin en 1964, lors du Congrès des sciences historiques à Vienne en 1965, les idées de Fischer avaient donné lieu à des débats passionnés, au cours desquels l'on put s'apercevoir qu'il s'agissait maintes fois d'un débat de générations. Il apparut assez vite que, malgré les objections qui lui

étaient opposées, les thèses de Fischer réussirent à s'imposer à une fraction notable des historiens allemands; et nombreux furent ceux qui finirent par introduire dans leurs ouvrages un certain nombre de ses conclusions. Mais, au moment même où il pouvait se vanter de ce succès, Fritz Fischer, qui maintenant pouvait s'appuyer sur les travaux de nombreux élèves, franchissait un nouveau pas et en publiant son nouveau livre, *Krieg der Illusionen (la Guerre des illusions)* (1969), fournissait les raisons qui avaient amené, selon lui, le gouvernement allemand à une volonté délibérée d'agression.

Et cependant à quoi bon toutes ces polémiques? Le meilleur connaisseur de cette époque, Pierre Renouvin, dans un compte rendu d'un ouvrage de Fischer, reconnaissait que celui-ci n'apportait guère de conclusions nouvelles, mais seulement une éclatante confirmation, sur de nombreux points, aux thèses défendues trente ou quarante ans plus tôt par un certain nombre d'historiens français ou américains. Si l'on voulait rendre compte de l'émotion du public allemand, qui dépassait d'ailleurs largement le cadre des spécialistes, il fallait donc souligner l'état d'ignorance et de bonne conscience dans lequel il s'était installé et dont les secousses de la Seconde Guerre mondiale ne semblaient pas devoir le faire sortir. Il fallait également montrer que Fischer mettait en cause les conceptions traditionnelles de l'historiographie allemande, son attachement à l'« historisme », sa croyance dans le « primat de la politique extérieure », ce dont la « corporation » des historiens allemands (*Zunft*), comme disaient les partisans irrespectueux de Fischer, ne pouvait être qu'ulcérée.

Cet essai d'historiographie devait en conséquence retracer, dans un chapitre préliminaire, les polémiques

mentation, entre les deux guerres mondiales, par la question des responsabilités allemandes, en soulignant en quoi cette question est liée aux problèmes politiques pénitiaux de cette époque. Sans doute cette introduction n'est-elle indispensable pour faire ressortir le courage lucide d'un historien qui, bousculant les tabous reçus, a suscité chez son peuple un ample examen de conscience et une révision totale de l'image qu'il se faisait de son récent passé.

Le problème des responsabilités allemandes entre les deux guerres

L'établissement de la thèse allemande de la « Kriegsschuldlüge¹ »

L'idée de publier les documents relatifs à la préhistoire de la guerre a été suggérée, dès le 31 août 1914, par le secrétaire d'État Jagow dans une conversation qu'il eut avec Zimmermann au Grand Quartier général. Il s'agissait de faire la démonstration qu'au cours des années qui avaient précédé la guerre « le cercle de la politique de l'Entente s'était constamment refermé sur nous »; après avoir donné les preuves de l'affaiblissement des empires centraux à la suite de la crise balkanique et de la tension austro-italienne, le « leitmotiv » de la publication devait être « que nous avions le devoir d'écartier de notre allié le péril qui le menaçait par le Sud-Est, par conséquent de le soutenir dans son action contre la Serbie, que nous n'avons pas voulu la guerre,

1. L'exposé de l'élaboration de la thèse allemande sur les responsabilités de la guerre se trouve retracée dans l'introduction de I. Geiss, *Julikrise und Kriegsausbruch 1914 I*, (Hanovre, 1963), et dans *Deutschland im ersten Weltkrieg I* (Berlin-Est, 1970), dont le premier chapitre est consacré par F. Klein à « l'historiographie sur les origines de la Première Guerre mondiale ».

tout en nous la représentant comme possible, et que l'état de nos arguments faisait la preuve de la justesse de nos prévisions ». Il est possible que le conseiller de l'égation Bülow, de la section politique du ministère des Affaires étrangères, ait accompli un premier tri de documents. Rien ne fut cependant publié pendant la guerre elle-même, si l'on excepte cependant la réédition en mai 1915 du Livre blanc allemand que le gouvernement avait mis sur pied le 3 août 1914 et présenté au Reichstag, pour justifier la déclaration de guerre.

Celle-ci terminée, la publication officielle des documents fut confiée à Karl Kautsky, alors membre de l'USPD (parti social-démocrate indépendant), qui, assisté d'historiens comme Gustav Meyer et Richard Wolff, se mit au travail dès le 13 novembre 1918. De même que Roderich Gooss, qui fut chargé de la même entreprise en Autriche, Kautsky était absolument convaincu de la culpabilité des empêtres centraux. Son intention était de dire au peuple allemand « l'entièvre vérité sur les gouvernements passés, afin de faire la démonstration vis-à-vis de l'étranger de la rupture complète du nouveau régime avec l'ancien ». Il avait été précédé dans cette voie par le socialiste indépendant Kurt Eisner qui, placé à la tête du gouvernement bavarois, désireux d'entrer en rapport avec l'Entente et d'obtenir les conditions de paix les plus favorables possibles en démontrant la culpabilité de l'Allemagne impériale, décida la publication de documents dont il ressortait que l'Allemagne avait non seulement soutenu, mais encore encouragé l'Autriche dans sa politique contre la Serbie. Mais très rapidement l'évolution de l'opinion en Allemagne rendit aléatoire la poursuite de ces publications. L'idée de constituer une commission internationale pour examiner la question de la *Schuldfrage*

(la question des responsabilités de la guerre) fut refusée par les Anglais et bientôt la connaissance des conditions de paix imposées à l'Allemagne, et en particulier l'article 231 du traité de Versailles, avait provoqué une intense émotion.

Le comte Brockdorff-Rantzau avait déclaré à la conférence de Paris : « On veut que nous nous reconnaissons comme les seuls responsables de la guerre. Un tel aveu serait dans ma bouche un mensonge. Nous sommes loin de rejeter toute responsabilité dans les événements qui ont conduit à la Guerre mondiale et dans le cours suivi par cette même guerre. Le comportement du précédent gouvernement allemand aux conférences de paix de La Haye, sa manière d'agir, ses négligences pendant les douze journées tragiques de juillet, tout cela a peut-être contribué à ce que l'Allemagne, dont le peuple était convaincu du caractère défensif de la guerre, en supporte seule le poids... La mobilisation russe a privé les hommes d'État de la possibilité de sauver la situation et a laissé la décision à l'élément guerrier. »

La délégation allemande publia un mémorandum qui s'appuyait sur une note rédigée par les Pr^{es} Hans von Delbrück, Max Weber, Mendelssohn-Bartholdy et le général en retraite Max, comte de Montgelas — connue sous le nom de *Professorendenkchrift* —, qui réfutait la thèse de la culpabilité unique de l'Allemagne; un nouveau Livre blanc fut alors publié. Les alliés y répondirent par la « note d'envoi », qui présentait à son tour les événements sous une forme scientifiquement inadmissible. Ce qui en résulta, ce fut que le ministère des Affaires étrangères se refusa à publier sous leur première forme les documents triés par Kautsky, avec des motifs d'ordre technique, mais aussi politiques :

La publication devait en effet faire la preuve que « l'Allemagne n'avait pas voulu une guerre européenne, bien qu'elle ne fut pas disposée à éviter la guerre à n'importe quel prix, et que la guerre aurait été en fin de compte évitée, si la mobilisation russe n'avait pas aggravé la crise »; il importait, tout en marquant le plus grand souci d'objectivité historique et en ne dissimulant rien, de ne pas donner l'impression que l'on était disposé, sous couleurs d'opposition au régime défunt, à « faire le jeu de l'ennemi ». Sans écarter Kautsky, l'on mit sur pied une nouvelle commission. Le gouvernement n'était d'ailleurs pas mécontent de cette perte de temps, car il pensait que la publication de Gooss, prête plus tôt, mettrait l'accent sur la responsabilité de l'Autriche-Hongrie. Finalement la rédaction fut confiée à trois spécialistes, Max Montgelas, Walther Schücking et Hans von Delbrück, assistés d'un fonctionnaire de l'*Auswärtiges Amt* (Affaires étrangères). Dans la crainte que les gouvernements alliés n'exigent la remise de tous les documents concernant les origines de la guerre, ces commissaires firent une recension assez complète des documents de la *Wilhelmstrasse*, mais laissèrent de côté les documents d'origine militaire et présentèrent le tout de façon tendancieuse. Les cinq volumes des « Documents allemands » parurent fin 1919¹. Quant à Kautsky, il fit connaître sa propre position dans son livre, *Comment s'est déclenchée la guerre?*² qui parut en 1919, dans lequel il se montra très sévère pour le gouvernement impérial, en particulier pour cette politique qui avait conduit au prétendu « isolement » de l'Alle-

1. *Die deutschen Dokumente zum Kriegsausbruch 1914*, 5 vol., Berlin, 1919.

2. K. Kautsky, *Wie der Krieg entstand?* Berlin, 1919.

magne, mais il ne parvint plus à convaincre l'opinion allemande.

Le second élément d'information fut constitué par la Commission d'enquête sur la responsabilité de la guerre, créée en novembre 1919 par l'Assemblée nationale et qui devait travailler jusqu'en août 1932, date où elle fut dissoute par Hermann Göring, alors président du Reichstag¹. La sous-commission qui était chargée plus précisément de la recherche de la responsabilité allemande, et qui fut constamment présidée par un social-démocrate, comprenait des hommes de bonne volonté, comme l'indépendant Dittmann, le socialiste Breitscheid, le pacifiste Pr Wehberg, ainsi que le secrétaire général de la Commission, le Dr Eugen Fischer-Baling, mais ils ne purent s'imposer à la majorité. Aussi les résultats des travaux de cette sous-commission furent-ils modestes. En dehors de deux études relatives aux conférences de La Haye de 1899 et de 1907 et d'un rapport sur la question sud-slave, fut publié un mémoire du Pr Hermann Lutz sur « la politique européenne dans la crise de 1914 ». Si ce travail faisait ressortir un certain nombre de documents accablants pour les militants allemands, la thèse générale de Lutz établissait un partage à peu près égal des responsabilités : du fait de sa mobilisation précipitée, la Russie portait la part la plus lourde, puis venait l'Autriche-Hongrie, enfin les trois grandes puissances.

Cependant une sous-section du ministère des Affaires étrangères, le *Kriegsschulreferat*, avait mis sur pied deux organisations de propagande, le Bureau central pour la recherche de la responsabilité de la guerre et

1. *Das Werk des Untersuchungsausschuss der Verfassungsgebenden Nationalversammlung und des Deutschen Reichstages 1919-1930*, Berlin, 1930.

la Commission de travail des Associations allemandes contre le mensonge de la responsabilité allemande, qui ont travaillé dans le sens d'un révisionnisme chauvin, la première avec une orientation apparemment scientifique, la seconde en contact avec les milieux politiques. Parmi les auteurs qui ont le plus contribué à développer la thèse de l'innocence de l'Allemagne, il faut citer d'abord Alfred von Wegerer, un ancien officier qui devint conseiller ministériel, donc à la solde du gouvernement, et qui, sans être lui-même historien, déploya une activité gigantesque en faveur de ses idées. Son révisionnisme réactionnaire devait lui valoir plus tard le titre de docteur « honoris causa » de l'université de Giessen. Rédacteur depuis 1923 de la revue *Kriegsschuldfrage* — dont le premier numéro est contemporain de l'occupation de la Ruhr —, qui devint en 1929 les *Berliner Monatshefte*, Wegerer, qui avait dès 1926 publié une étude qui voulait être une « réfutation de la thèse versaillaise des responsabilités de la guerre », donna la synthèse de ses travaux, en collaboration avec Günther Sass, dans son livre *l'Explosion de la Guerre mondiale* (1939), qui marque de la part de son auteur un vaste effort d'information, mais dont le moins qu'on puisse dire est que, négligeant systématiquement les documents défavorables à sa thèse, il manque d'objectivité. Renversant d'ailleurs le mot célèbre de Clausewitz, à savoir que la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens, Wegerer annonçait dès 1921 : « Ce que le glaive, abandonné à la dernière minute, ne nous a pas permis d'arracher, nous devons maintenant le faire nôtre par notre plume. » C'est ainsi qu'aucune allusion n'est faite aux documents des chargés d'affaires et des attachés militaires saxons à Berlin, qui montrent à

quel point le gouvernement prussien a été, au début de juillet, soumis à la pression des militaires. L'affirmation tardive de Jagow et de Bethmann-Hollweg qu'ils n'ont pas connu l'ultimatum avant le 22 dans l'après-midi n'est pas même discutée. En fait, l'ouvrage de Wegerer n'est guère qu'une énumération de documents, sans grand effort d'interprétation ou de discussion, et se limitant à des jugements sans nuance et tout d'une pièce¹. Selon cet auteur, l'Allemagne n'avait ni idées de conquête ni plans de guerre. Il est stupéfiant qu'un tel ouvrage ait pu, jusqu'en 1960, être considéré comme une autorité dans les manuels allemands.

L'effort accompli par Wegerer fut couronné de succès. Le *Kriegsschuldreferat* a réussi à étouffer un certain nombre de livres qui n'étaient pas d'accord avec la thèse officielle, comme celui de Walther Fabian² (1925), ou même à empêcher la publication du rapport de Hermann Kantorowitz³ pour la Commission d'enquête, qui ne sera édité que trente ans plus tard, grâce aux soins d'un élève de Fritz Fischer, Immanuel Geiss, et dont les remarquables conclusions étaient très en avance sur son temps, quant à l'innocence du gouvernement serbe dans l'affaire de Sarajevo, et l'exposé des motifs qui ont amené l'Autriche par désespoir, l'Allemagne pour « prévenir » ses adversaires, à prendre les armes.

Par contre, de nombreux historiens étrangers, comme Boghitchevitch, qui vivait en Suisse, reçurent des subsides pour collaborer aux revues allemandes. Wegerer se rallia nombre de personnalités qui, pendant ou

1. Cf. F. Klein, « Über die Verfälschung der historischen Wahrheit in der Aktenpublikation *Die Grosse politik der Europäischen Kabinette* », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 1959, cahier 2.

2. W. Fabian, *Die Kriegsschuldfrage*, Leipzig, 1925.

3. H. Kantorowitz, *Gutachten zur Kriegsschuldfrage*, Francfort, 1967.

uprès la guerre, avaient pourtant dénoncé les ambitions annexionnistes de certains Allemands, comme l'historien Hans von Delbrück, qui, dans son livre *la Paix de Versailles*¹ (1930), ne se contente plus de combattre la thèse de la seule culpabilité du Reich, mais défend maintenant son « innocence complète » et met en cause la France qui veut reconquérir l'Alsace, la Russie qui veut s'établir à Constantinople. Dans le même esprit, entre 1922 et 1927, a été conduite la publication des quarante volumes de la *Grosse Politik der Europäischen Kabinette 1871-1914* (la grande politique des cabinets européens 1871-1914), à laquelle l'historien F. Thimme a pris une part considérable, dont nombreux de documents publiés sont tronqués, arbitrairement rassemblés et présentés de façon tendancieuse². A ces entreprises, des historiens chevronnés, et qui ont une influence considérable dans les universités allemandes, comme Erich Brandenburg et Hermann Oncken, ont fait écho, accompagné chez ce dernier d'un exposé critique des ambitions persistantes de la diplomatie française sur la rive gauche du Rhin³. Il n'est pas douteux que la

propagande faite autour de ces problèmes n'a pas peu contribué au réveil du nationalisme allemand à l'époque de la république de Weimar et finalement à l'avènement de l'hitlérisme; l'article 231 du traité de Versailles, dans sa formulation malhabile, devint un argument de poids pour ceux qui voulaient la « revanche » et dressaient l'Allemagne contre son voisin de l'Ouest. L'usage qu'ont fait de la *Schuldlüge* des hommes comme le comte Reventlow et Hitler lui-même sont à cet égard probants. En revanche, la thèse d'un écrivain pacifiste comme Eugen Fischer, qui écrivait en 1929 : « La leçon capitale à tirer (de la discussion sur les responsabilités de la guerre) est que la légitime défense est un mythe, qui sert à dissimuler le véritable caractère de la politique d'armements..., donc le meilleur appui que puisse trouver la cause de l'Entente internationale », perdra rapidement toute espèce d'audience.

Sans être aussi passionnelle, l'historiographie allemande sur les buts de guerre a suivi la même orientation que celle sur les origines de la guerre. Aucun compte, bien entendu, ne fut tenu du livre de Salomon Grumbach, *l'Allemagne annexioniste* (1917), ni des études pacifistes de Richard Grelling, *J'accuse* (1915), qui avaient montré la persistance d'une politique annexioniste avant et après la guerre. Dans ce domaine l'effort a été entrepris de bonne heure pour dissocier la position du gouvernement des ambitions des pangermanistes, que l'on rendit responsables d'ambitions démentielles, mais qu'on assurait ne constituer qu'une infime minorité, sans influence sur les décisions politiques. C'est dans ce sens que s'exprimèrent dès 1919 deux personnalités qui touchaient de près Bethmann-Hollweg, Martin Hobohm et Paul Rohrbach¹ dans leur livre

1. *Chauvinismus und Weltkrieg*, 2 vol., Berlin, 1919.

1. H. von Delbrück, *Der Friede von Versailles*, Berlin, 1930.

2. *Die Grosse Politik der Europäischen Kabinette*, 40 vol., 1922-1927. Il existe une traduction française sous le titre *la Politique extérieure de l'Allemagne 1871-1914*, menée jusqu'au tome XXXII, Paris, 1930-1939. Sur cette publication, cf. F. T. Epstein, « *Die Erschließung von Quellen zur Geschichte des deutschen Politik* », *Welt als Geschichte*, 1966.

3. E. Brandenburg, *Von Bismarck zum Weltreich*, Berlin, 1924; H. Oncken, *Das deutsche Reich und die Vorgeschichte des Weltkrieges*, 2 vol., Leipzig, 1932. Il est remarquable qu'un historien aussi averti que Hans Rosenberg, rapporteur à la Commission du Reichstag sur les origines de la Première Guerre mondiale, ait écrit dans son livre *Entstehung der deutschen Republik* (1928) que « si Guillaume II avait vraiment voulu la guerre, il l'aurait déclarée au moment de la guerre russo-japonaise ou de la première révolution russe... L'attitude pacifique gardée par le gouvernement allemand en 1905 est une réponse suffisante à l'accusation d'une présumée culpabilité allemande ».

Chauvinisme et Guerre mondiale. Les travaux essentiels ont été ceux qui furent préparés pour la 4^e sous-commission de la Commission d'enquête du Reichstag. Leur point de départ était que l'Allemagne s'était engagée dans la guerre avec des fins purement défensives et que ce n'était qu'au cours des hostilités qu'étaient apparues les revendications territoriales. En 1926 les rapports de Hans von Delbrück et de Victor Bredt soutinrent que les tentatives de paix du gouvernement et du Reichstag avaient échoué du fait de la 3^e OHL (Haut Commandement de l'armée), qui a transformé la guerre défensive en guerre de conquête, et qu'il fallait distinguer entre les vues annexionnistes à l'Ouest, en Lorraine et en Belgique, qui avaient conduit à la défaite, et celles qui raisonnablement pouvaient être envisagées à l'Est, établissant ainsi entre les diverses formes d'impérialisme une distinction qui devait être couramment reprise dans la suite². Quant au rapport présenté par Erich Otto Volkmann, l'un des spécialistes de l'histoire de la Première Guerre mondiale, il ne mettait pas en doute que l'Allemagne avait poursuivi pendant les hostilités un ample programme d'expansion; mais il montrait que Bethmann-Hollweg, s'il avait cédé lui aussi au vertige annexionniste, ne lui avait jamais sacrifié la possibilité de faire une paix sur la base du *statu quo ante*, qu'il s'était heurté à la volonté formelle de l'Entente de pousser la guerre jusqu'au bout, que l'on pourrait seulement reprocher au gouvernement allemand de n'avoir pas suffisamment précisé quelles étaient les fins qu'il poursuivait; que l'expansionnisme allemand pouvait d'ailleurs se défendre, étant donné

1. Cf. la publication ci-dessus citée, *Das Werk der Untersuchungsausschuss...*, série IV, 8.

2. *Id.*, série IV, 12.

le « manque d'espace » (*Raumnot*) dont souffrait la nation¹.

C'est ce dernier argument qui a été le plus souvent repris par les historiens nationalistes. L'un des plus remarquables, l'Autrichien Heinrich von Srbik², dans une vaste étude sur l'idée de *Mitteleuropa* qui faisait suite à son grand ouvrage sur l'unité allemande, montrait comment le Reich issu des mains de Bismarck était insuffisamment armé contre les vastes empires qui s'étaient constitués dans le monde, combien l'Autriche et ses anciennes dépendances manquaient à l'Allemagne; et il faisait un devoir à ses compatriotes de reconstituer cette Allemagne totale (*Gesamtdeutschland*) qui réunirait l'ensemble des populations allemandes et leur ouvrirait en Europe centrale et orientale cette possibilité d'hégémonie à laquelle les préparait leur histoire. La nation allemande ne pouvait, selon lui, conserver le sentiment populaire de sa germanicité que dans un Reich qui l'engloberait tout entière et qui pourrait, comme jadis, assurer sa défense à l'Est comme à l'Ouest³.

1. Sur l'ensemble des thèses relatives aux buts de guerre, cf. *Deutschland im ersten Weltkrieg* II, dont le premier chapitre est consacré par W. Gutsche à l'analyse de cette question.

2. Cf. H. von Srbik, *Mitteleuropa, Das Problem und die Versuche seiner Lösung in der deutschen Geschichte*, Weimar, 1937.

3. La thèse, selon laquelle le Reich bismarckien était une construction anachronique, inadaptée au monde actuel, longtemps défendue par l'historien munichois F. Schnabel, a été reprise récemment par K. Büchheim, *Das deutsche Kaiserreich 1871-1918. Vorgeschichte, Aufstieg, Niedergang*, Munich, 1969.

L'établissement de la thèse française sur les responsabilités allemandes

Au moment où la plupart des publications portaient encore un caractère polémique, un travail considérable d'éclaircissement avait été entrepris par la Société d'histoire de la guerre, et en particulier par Pierre Renouvin, nommé conservateur de la bibliothèque musée de la Guerre à Vincennes et chargé d'un cours sur l'histoire de la guerre à la Sorbonne. Ainsi se trouvèrent jetées les bases d'une recherche impartiale se situant en dehors des passions partisanes suscitées par le problème des responsabilités.

Reposant apparemment sur un petit nombre de documents de dépôts d'archives officielles, des documents allemands relatifs à l'origine de la guerre à la publication desquels avait collaboré Kautsky, de la correspondance Isvolsky-Sazonoff publiée par les soins des bolcheviks, des pièces diplomatiques éditées par la république d'Autriche, ainsi que de quelques mémoires de diplomates ou d'hommes d'État — sources qui étaient loin en général de donner toutes les garanties souhaitées —, Pierre Renouvin fit paraître en 1925 son livre sur *les Origines immédiates de la guerre*, remaniement d'un cours professé en Sorbonne en 1922-1923. Il est remarquable que dès cette date P. Renouvin soit parvenu à un certain nombre de conclusions dont depuis lors il ne s'est pas départi et qui sont maintenant unanimement acceptées par les historiens. Les principaux points de sa démonstration sont les suivants :

1. Certes, les puissances centrales auraient accepté la « localisation » du conflit et il n'y a pas lieu de penser

qu'elles aient souhaité de prime abord une guerre générale. Elles se seraient sans doute contentées d'un succès limité, qui aurait suffi à affirmer leur situation et à restaurer leur prestige. Mais, que l'intervention russe aux côtés de la Serbie fût probable ou seulement possible — point sur lequel l'opinion était divisée —, elle fut prise en ligne de compte dans les calculs allemands : les puissances coururent donc délibérément le risque d'une guerre européenne, à un moment qu'elles jugaient militairement plus favorable que quelques années plus tard. Il n'est pas douteux qu'en laissant l'Autriche déclarer la guerre à la Serbie, le gouvernement allemand a accepté de plein gré l'éventualité de la guerre européenne, à un moment où il croyait encore à l'abstention de l'Angleterre.

2. C'est un fait que l'Allemagne a conseillé à Vienne le 28 juillet une simple prise de gage et que suivirent des conseils de prudence. Mais ces conseils sont déterminés par la crainte, qui devient réelle à partir de cette date, de voir l'Angleterre participer au conflit. Et d'autre part ce n'est pas tant la guerre que redoute le chancelier allemand, mais que cette guerre n'intervienne dans des conditions défavorables : il faut en effet à tout prix que la Russie porte la responsabilité du déclenchement des hostilités, qu'elle se mette elle-même dans son tort. D'ailleurs, le 30, Bethmann-Hollweg capitule devant l'état-major : il annulera ses instructions à l'Autriche. La décision du gouvernement russe de mobilisation générale est donc survenue à un moment où les puissances centrales avaient déjà renoncé à négocier.

3. C'est en définitive le plan de campagne des militaires qui a déterminé les dernières décisions et qui a conduit inévitablement à la guerre. L'état-major a

tracé un plan auquel il ne peut plus rien changer il est obligé, s'il veut l'exécuter dans les meilleures conditions possibles, d'attaquer la France et d'envahir la Belgique. Or, de cette obligation les civils étaient conscients : ils avaient pris la responsabilité d'un plan qui les contraignait à prendre l'initiative de l'attaque, comment n'y ont-ils pas songé, en provoquant la crise de juillet 1914 ?

L'organe principal dans lequel fut poursuivi ce vaste travail d'éclaircissement historique fut la *Revue d'histoire de la Guerre mondiale*, qui parut de 1923 à 1939. Articles de fond et publications de documents portant sur l'histoire des pays en guerre ou sur les événements militaires alternaient avec d'importants comptes rendus sur les grandes publications d'archives en Allemagne, en Angleterre et en France, en particulier sur les *Documents diplomatiques français 1871-1914*, dont le tome I parut en 1929, mais dont la collection complète ne devait s'achever qu'en 1958. Un effort remarquable fut accompli pour tenir le lecteur au courant des thèses qui en Allemagne et aux États-Unis cherchaient à réfuter la thèse de la culpabilité allemande, et bien souvent c'est au cours des comptes rendus de ces ouvrages, comme celui du comte von Montgelas, *Leitfaden zur Kriegsgeschichte* (fils conducteurs de l'histoire de la guerre, 1923), que P. Renouvin fut amené à préciser ou à nuancer sa pensée. D'importantes études, comme celle de Charles Appuhn sur la *Politique allemande pendant la guerre* (1926) ou celle de Camille Bloch sur les *Causes de la Guerre mondiale* (1933), furent publiées dans le cadre des collections de la revue. Et c'est ainsi que les matériaux furent accumulés, qui permirent en 1929 de mettre sur pied cette vaste *Histoire diplomatique de l'Europe*, publiée sous

la direction de Henri Hauser, à laquelle collaborèrent Jacques Ancel, Léon Cahen, Raymond Guyot, André Lajussum, Pierre Renouvin et Henry Salomon. L'histoire des origines de la guerre se trouvait dorénavant encadrée dans une vaste fresque dont il ne convient pas de l'isoler : ce n'est qu'entre le 5 juillet et le 2 août qu'il faut placer le drame, mais dans l'état de tension accrue depuis 1905 par les crises successives dont l'Allemagne porte la plus lourde responsabilité. « Au militarisme dominateur de Bismarck suit une longue période d'agitation européenne, à qui les velléités de Guillaume II, sa foi naïve en une mission divine de l'Allemagne confèrent un caractère d'autant plus inquiétant que rien ne contrôle le pouvoir de l'état-major et qu'un esprit de concurrence agressive se développe chez les industriels : ce sont ces deux éléments qui poussent depuis le début du siècle à une politique qui doit assurer à l'Allemagne la domination de la planète. »

Les problèmes psychologiques ne sont pas éludés. Camille Bloch et Pierre Renouvin savent parfaitement que, selon les Allemands, l'article 231 du traité de Versailles, en proclamant la responsabilité de l'Allemagne, a fondé sur celle-ci le principe même des réparations ; d'où leur opiniâtreté à vouloir innocenter leur pays. Dans un article qui paraît dans la *Revue d'histoire de la Guerre mondiale* de janvier 1932, ces deux historiens français font la preuve que l'article 231 n'a pas affirmé la responsabilité morale de l'Allemagne, mais seulement le fait de l'agression, donc de l'attaque et de l'invasion, par lesquelles ont été causés des pertes et des dommages, dont elle est tenue, en vertu d'une doctrine juridiquement admise, d'assurer la réparation. Il est certain, écrivent-ils, que les auteurs du traité, Wilson, comme Lloyd George et Clemenceau, croyaient

fermement à la culpabilité de l'ancien gouvernement impérial. Mais ils n'avaient pas eu l'ambition, en rédigeant le traité, d'exiger de l'Allemagne l'aveu d'une responsabilité générale. Ils n'avaient eu d'autre objectif que de faire reconnaître par le Reich la matérialité d'un fait constituant une faute, celui de l'agression commise en juillet-août 1914, génératrice de dommages à compenser en vertu de la législation civile universelle. C'est la délégation allemande à la Conférence qui tenu à l'interpréter comme une condamnation de toute la politique du Reich avant 1914. Donc le seul aveu auquel le gouvernement allemand ait été contraint en 1919, de la part des vainqueurs, est l'aveu limité qu'enregistraient les termes de l'article 231, expression d'une incontestable vérité de fait. A ceux qui soutiennent que l'Entente a imposé à l'Allemagne la signature d'un acte consacrant ce que la propagande appelle son déshonneur, il suffit d'opposer le traité de Versailles lui-même pour conclure que, à l'Allemagne, on n'a pas demandé cela et qu'un tel acte n'existe pas.

Les débats en France sur la responsabilité allemande

Les premiers doutes sur la responsabilité unilatérale de l'Allemagne ont été manifestés en 1916 au sein de la Société d'études documentaires et critiques de la guerre, dont le but dépassait d'ailleurs ses préoccupations « scientifiques » et dont l'objectif était de regrouper les forces internationalistes et pacifistes.

jusqu'alors très dispersées, en un front commun et de déparer ainsi le terrain à une paix négociée. A cette société participaient des personnalités très variées, Mathias Morhardt¹, qui venait de la Ligue des Droits de l'homme, l'économiste Charles Gide, Victor Basch, les syndicalistes Merheim et Rosmer, le sénateur Accambray, le rollandiste Jacques Mesnil, peut-être même l'historien Charles Seignobos, qui n'y fait d'ailleurs qu'une brève apparition; le secrétariat était tenu par le philosophe Alexandre. Devenu l'animateur de la Société d'études documentaires et critiques, Morhardt devait faire paraître plus tard, en 1921, une lettre à la Ligue des Droits de l'homme sur « Les origines de la guerre », où des critiques étaient dirigées contre Poincaré, qui était, depuis 1917 au moins, l'objet de très vives attaques d'une fraction de l'opinion, en particulier des anarchistes (Lecoin) ou des pacifistes (Brizon) et dont on avait fait le responsable de la guerre; dans la presse et au cours des mutineries de 1917, de multiples allusions avaient été faites à « Poincaré-la-guerre ».

Selon Morhardt, Poincaré avait dès le 29 juillet 1914 complètement abandonné le destin de la France entre les mains du gouvernement russe, « le régime le plus corrompu du monde »; et dès 1912, il avait, en transformant la pratique de l'alliance, engagé le tsar dans la voie de la guerre. En fait, l'argumentation présentée par Morhardt était singulièrement fragmentaire : elle reposait, pour ce qui était des origines de la guerre, sur la visite que le comte Szecsen, ambassadeur d'Autriche à Paris, avait faite au Quai d'Orsay le 31 juillet,

1. Je dois à l'obligeance de M. Pierre Renouvin les renseignements sur l'action de la Société d'études documentaires et critiques de la guerre.

où il avait été reçu non par Viviani, mais par Berthelot qui s'était contenté de lui dire : « Il est trop tard. » En même temps que la Société d'études cherchait à mobiliser l'opinion, le Comité pour la reprise de relations internationales (section socialiste) laissait distribuer un court factum où l'on pouvait lire : « Qui a entraîné la France dans la guerre ? Si lourde qu'ait été sa responsabilité, ce n'est pas l'Allemagne qui a entraîné la France dans la guerre, mais la pratique de l'alliance russe, et ce n'est pas une agression de l'Allemagne qui a entraîné la Russie à la guerre » ; et l'opinion de Jauré est utilisée pour démontrer que le gouvernement français avait capitulé devant les intérêts de l'empire des tsars. Du côté anarchiste, une offensive était lancée par Gouttenoire de Toury, qui croyait, dans une brochure publiée en 1920 par la revue *Clarté*, pouvoir démontrer que Poincaré a été l'homme du comte Isvolsky contre Georges Louis, interprète des véritables intérêts de la France.

C'est Poincaré, à qui l'on reproche sa politique antiallemande, qui continue à être pendant plusieurs années le point de mire de ceux qui mettent en question la responsabilité de l'Allemagne et préconisent une révision du traité de Versailles. Dans un livre qu'il avait intitulé *les Preuves* (1924), écrit à l'époque de l'occupation de la Ruhr, Morhardt cherche à démontrer que la politique de Poincaré à l'égard de l'Allemagne suit une ligne continue : « C'est, écrit-il, une politique étroite, pleine de violence et de haine. Mais c'est une politique de réparation. Pour la satisfaire, il consent aux pires sacrifices, et on l'a vu mettre la France, le sang de deux millions de ses enfants et sa fortune entière, au service des ambitions de l'autocratie russe les moins justifiables, les moins compatibles

avec le génie et les aspirations démocratiques de notre pays. Bien plus, poursuivant l'œuvre qu'il juge incomplète, il fouille d'une main implacable jusque dans les ruines universelles le cœur encore vivant de l'adversaire avec la résolution têtue de l'étouffer, dût le monde en périr. » Dans *la Victoire* (1924), Alfred Jarry-Luce démontre que la paix « précaire et troublée », en particulier par l'occupation de la Ruhr, est « en grande partie comme la suite de la légende des origines de la guerre, ou plutôt comme la rançon ». A ses yeux, la Triple Entente s'est formée automatiquement : « C'est une coalition d'intérêts entre des puissances dont la force et l'autorité croissent chaque jour. » A partir de 1912, l'on songe à Paris et à Pétersbourg à « abattre l'ennemi dès sa première faute » ; à la veille de la guerre, la Triple Entente n'est plus qu'un « syndicat de conquérants » ; et dans la crise de juillet Paris a donné à la Russie un appui « sans réserve ». A qui la faute, si ce n'est à Poincaré, qui a écarté Caillaux et pour qui la guerre contre l'Allemagne est, en tant que lorrain, le plus secret désir ? Certes, en 1914, l'Allemagne s'est donné l'apparence de la guerre, elle a pris l'initiative de la « provocation diplomatique » ; elle a fait, et l'Autriche a fait avec elle, « les gestes qui rendaient la guerre possible » ; mais au fond, elle n'avait pas la volonté d'aller jusqu'au bout ; l'Entente aurait dû le comprendre et saisir les chances de paix : c'est elle qui, par la « provocation militaire » de la Russie, a rendu la guerre certaine ».

Peu de temps après, le romancier Victor Margueritte, qui a organisé un appel, paru dans l'*Ère nouvelle* et signé de cent trois personnalités déclarant que l'aveu de sa responsabilité avait été arraché à l'Allemagne par la force, écrit *les Criminels*, où il présente Guillaume II

le mutumore, Nicolas II, idiot mystique, François Joseph agonisant et Charles Ier mort-né, l'énigmatique George V, « qui ne sont que des figures, comme Raymond Poincaré n'est que le nom de notre nationalisme fruit desséché d'un concept désuet ». L'utilisation de travaux allemands et américains contre la thèse officielle française est menée avec la même véhément partialité par Georges Demartial qui, dans *l'Évangile du Quai d'Orsay* (1926), cherche à démontrer la collusion entre le gouvernement français responsable de la guerre et les historiens officiels du régime : « Croit-on que les Français se seraient fait tuer pendant quatre ans si leur avait dit seulement qu'il fallait empêcher le gouvernement autrichien de participer en Serbie à la recherche des complices de l'assassinat de l'archiduc ? Mais Viviani leur a dit, le 4 août, que sans l'Allemagne tout se serait arrangé, que ni l'Autriche, ni la Russie ne voulaient la guerre, qu'alors l'Allemagne, qui avait tout flairé et voyait lui échapper l'occasion d'asservir l'Europe et surtout d'anéantir la France, déclare la guerre sans l'ombre de la raison à la Russie et à la France. Et pour n'être pas démenti par les documents diplomatiques, il les a falsifiés. Si vous taisez et voilez cela, comment pouvez-vous vous flatter d'écrire l'histoire diplomatique ? »

La polémique contre Poincaré ne désarma pas le prit un tour aigu quand René Gérin adressa à Poincaré quatorze questions qui entraînèrent de la part de l'homme d'État des réponses précises. Gérin lui-même devait donner dans son livre *Comment fut provoquée la guerre de 1914 ?* une étude relativement nuancée des événements de juillet, se contentant d'écrire que l'Allemagne l'avait rendue « possible », alors que la Russie l'avait rendue « certaine », mais déniant à la première toute « pré-

disposition » : « L'Allemagne, constatait-il, avait laissé l'empereur sans vouloir en profiter, maintes occasions favorables pour elle, en 1899 lors du conflit franco-anglais de Fachoda, en 1900 lors de la guerre anglo-boer, en 1905 lors de la guerre russo-japonaise, en 1908 enfin lors de la crise européenne qui suivit l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Comme aujourd'hui les vainqueurs de Versailles, elle ne voulait que sa sécurité (c'est-à-dire le maintien de ses conquêtes). » Beaucoup plus radical, Félicien Challaye écrivait : « Ainsi, par la volonté de Poincaré, la guerre ne fut pas une guerre de défense ayant pour unique objet le maintien de la frontière existant au moment du conflit. Ce fut une guerre de revanche ayant pour objet la reprise de l'Alsace et de la Lorraine. Dans l'esprit de plusieurs dirigeants français et russes, ce fut même une guerre de conquête, ayant pour objet de mettre la main sur la Sarre, sur la rive gauche du Rhin, sur Constantinople et les détroits. »

L'opinion de gauche, favorable à un rapprochement franco-allemand et menée par un pacifisme internationaliste, n'est pas seule concernée par cette littérature révisionniste; Henri Pozzi, qui publie en 1935 un livre qu'il intitule *les Coupables*, prétend que la France a été précipitée dans la guerre par les « bellicistes russes et leurs alliés slaves », et déduit de ce danger d'une orientation slavophile de la politique française la nécessité de rompre avec la politique de la Petite-Entente, en marquant ses sympathies pour le révisionnisme magyar et les Croates du Dr. Trumbich...

Dans cette vaste littérature, la part de l'érudition est infime, et il y est rarement fait usage des documents

1. F. Challaye, *Les Origines de la Guerre mondiale. Les responsabilités russes et françaises*, Paris, 1933.

dont la *Revue d'histoire de la Guerre mondiale* permet de connaître progressivement la substance. Gustave Dupin, qui a consacré plusieurs brochures au thème des responsabilités de Poincaré, se plaint en 1931 du peu d'intérêt que professent P. Renouvin et ses collaborateurs pour les écrits « révisionnistes », mais se contente de noter que « nulle discussion publique n'est possible entre les officiels et les indépendants que nous sommes, parce que, réciproquement, nous nous tenons sur des terrains de principe absolument différents¹ ». En fait, les livres révisionnistes qui se sont donné un appareil scientifique, comme ceux de Georges Michon sur *l'Alliance franco-russe* (1927) et *la Loi de trois ans* (1935), si insuffisants fussent-ils, ont été l'objet de comptes rendus. A vrai dire, c'est à l'étranger que parurent les premiers ouvrages qui mirent en question les positions conquises par la science française.

La littérature américaine sur les origines de la guerre

La littérature « révisionniste » devait recevoir l'appui de deux historiens américains qui, en comparaison de la médiocrité des ouvrages qui paraissaient sur la question en Allemagne, devaient faire figure d'érudits. Le livre de H. E. Barnes, *The Genesis of the World War* (1926), était en fait dirigé essentiellement contre la politique de Wilson, fauteur de l'intervention américaine pendant

1. G. Dupin, *M. Poincaré et la Guerre de 1914. (Étude sur les responsabilités)*, Paris, 1931.

la guerre, et ne s'appuyait sur aucune documentation d'archives. C'est ainsi que Barnes adopte sur la question de l'ultimatum autrichien à la Serbie comme source unique une lettre personnelle que lui a adressée Jagow, sans en faire la critique : il prétend savoir par des « sources personnelles sûres » que le roi de Serbie et son fils étaient au courant du projet d'attentat, dans lequel étaient également impliqués l'ambassadeur de Russie et l'attaché militaire à Belgrade, mais sans dire quelles sont ces sources ; quant à la lettre impérative de Moltke à Vienne du 30 juillet, il fait à son sujet état d'une missive « personnelle » de Berchtold, qui prétend qu'il a été sans influence sur ses décisions. L'ouvrage de S. B. Fay, *The Origins of the World War* (1928), donne l'impression de plus de sérieux, et il ne se contentait pas, comme Barnes, d'accabler l'Entente, se référant à des méthodes de polémiques qui avaient déjà été celles de Lutz et qui tendaient à démontrer que, selon le mot célèbre de Lloyd George : « *Hineinschlitgern in den Krieg* », l'on s'était enfoncé imperceptiblement et progressivement dans la guerre. Mais les conditions générales dans lesquelles se développaient les réalités des puissances n'étaient pas étudiées, et tout se ramenait à des considérations personnelles sur les hommes d'État. Son argumentation visait à dénoncer principalement l'Autriche-Hongrie, dont les Allemands auraient été les innocentes victimes — il admet donc sans la discuter la version selon laquelle Jagow aurait protesté contre la dureté de l'ultimatum à la Serbie —, et la Russie, dont la mobilisation, à un moment où Berlin tentait d'imposer sa « médiation » à Vienne, a rendu la guerre inévitable.

A ces œuvres orientées, s'oppose l'étude très approfondie de Bernadotte E. Schmitt, *The Coming of the War* (1930), qui, traduite en français sous le titre *Com-*

ment vint la guerre et publiée par la Société de l'histoire de la guerre, a paru longtemps comme l'ouvrage classique sur le problème des origines. Sur deux points en particulier il venait consolider les thèses françaises. D'abord en montrant que l'Allemagne s'était étroitement associée à la politique de règlement de compte vis-à-vis de la Serbie, en poussant l'Autriche à lui déclarer la guerre : « L'Autriche, à qui appartient l'initiative de la démarche, est immédiatement responsable des conséquences de cette politique, mais il est clair qu'elle n'a pu la poursuivre qu'avec l'encouragement et l'approbation de son alliée. » Ensuite en faisant la preuve que la décision de la mobilisation russe n'avait pas eu sur le cours des événements une influence décisive : « La conclusion en cette matière, écrit Schmitt, est la suivante : lorsque les puissances centrales choisirent de résoudre la question uniquement à leur avantage, sans se préoccuper des intérêts de la Russie, elles allaient au-devant d'une protestation russe, ainsi qu'elles l'ont elles-mêmes reconnu. Mais elles ne s'attendaient pas à ce que cette protestation se fit sous la forme d'une intervention armée, et en cela leurs calculs se sont trouvés faux. Et il s'ensuit, en dernière analyse, que la responsabilité de la mobilisation russe retombe autant sur elles à cause de leur refus de faire aucune concession véritable, que sur l'astuce de M. Sazonoff. Elle était la seule réplique à la politique de surprise par laquelle l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne cherchaient à intimider et même à terroriser l'Europe. Et quant à la Russie, on peut dire qu'elle avait dès le début déclaré qu'elle ne tolérerait pas que la Serbie fût envahie; et quand elle vit que l'on ne tenait aucun compte de son avertissement, elle fut fidèle à sa parole. » L'ouvrage cependant, par l'absence de distinction claire entre ce

qu'il apportait de neuf et ce qu'il devait à ses devanciers, et aussi par l'absence de conclusion générale, ne pouvait être considéré comme entièrement satisfaisant.

Les thèses de Jules Isaac

En opposition avec ceux qui, pour des mobiles de politique intérieure, se prononcent sans nuance contre la politique poincariste, mais aussi en désaccord sur certains points avec les historiens français, Jules Isaac¹ a essayé de repenser de façon originale le problème des origines de la guerre, et cela avec d'autant plus de scrupules que, inspecteur général de l'Instruction publique et auteur de manuels de l'enseignement secondaire, il se sentait un devoir vis-à-vis de la jeunesse de lui dire la vérité. Or il devait constater, non sans angoisse, que les manuels allemands, qu'il a livrés à une sévère critique, apportaient une vision entièrement inexacte, chargée du plus étroit nationalisme, de la guerre de 1914-1918. Il lui apparaissait d'autant plus nécessaire de faire du côté français un effort pour que toute intention apolégitique se trouve exclue. « Je connais, disait-il, l'entêtement obtus de notre nationalisme bourgeois. Je n'ignore pas la violence sauvage du courant nationaliste qui se propage là-bas, au-delà du Rhin. Est-il possible de remonter ce courant? Qui peut le dire? Mais le fait certain est que si on ne travaille pas de toutes ses forces à le remonter, on s'achemine à bref délai à un

1. Sur Jules Isaac, cf. L. Landau, « Jules Isaac, un historien engagé », *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 1971, I.

avenir catastrophique. » Partisan d'un « Locarno moral » il devint la cheville ouvrière, dans un cadre qu'il aurait souhaité international, de rencontres entre les Sociétés allemandes et françaises de professeurs d'histoire, qu'il réussit à maintenir à l'époque où le régime nazi s'était installé en Allemagne et au cours desquelles, malgré la résurgence des antagonismes, purent être discutées les conceptions opposées des deux peuples sur la question de l'Alsace-Lorraine. A cette poursuite d'une compréhension mutuelle, Jules Isaac devait mettre ce même souci de vérité et de justice dont il a fait preuve, au cours de sa longue vie d'apôtre, pour concilier les points de vue des communautés juive et chrétienne.

L'œuvre de Jules Isaac répond, comme l'a constaté P. Renouvin, à une « obligation de conscience » : il espère effacer ce qu'il appelle des « défaillances antérieures » par un « violent effort d'objectivité ». Aussi réagit-il vivement contre le traitement infligé à M. Demartial, traduit devant une Commission d'enquête de la Légion d'honneur pour avoir dénoncé dans une revue américaine les responsabilités de la France. Entre les différentes thèses exposées par les historiens des États-Unis, il veut adopter une position d'« arbitrage ».

Selon Isaac, il est inadéquat de parler de la part de l'Allemagne de « responsabilité unilatérale » ; il y a eu en fait responsabilité inégalement partagée. Sans entièrement adhérer à la formule, ci-dessus citée de Fabre-Luce qui, selon lui, ne tient pas un compte suffisant de la volonté de paix de l'Angleterre, il ne peut pas non plus adhérer à la conception de P. Renouvin, qui croit pouvoir répondre « oui » à la question de savoir « si les puissances centrales ont, avant 1914, imposé la guerre à l'Europe ». Il pense, lui, que « la stricte équité oblige à reconnaître que l'Europe [entendez l'Entente] n'a

pas semblé bien récalcitrante... Elle a délibérément accepté la guerre avec une promptitude dont l'adversaire même fut surpris ». L'on ne peut pas parler dans l' « autre camp » de volonté de paix, mais seulement de « quelques gestes ébauchés, sans foi et sans espoir, d'avance les cœurs gagnés à la guerre », reconnue comme « inévitable ». Selon Isaac, c'est « le déséquilibre » de la vieille Europe à son paroxysme qu'exprime le déchaînement de la Grande Guerre : l'Europe est victime d'un « lourd passé, qui a forgé et durci, avec les frontières des États, leurs égoïsmes nationaux. Chaque gouvernement a continué à suivre sa voie traditionnelle, à appliquer fidèlement les règles du jeu, qui remontent à Richelieu ou à Bismarck ». Les hommes politiques sentent le péril, mais sont incapables de le prévenir, d' « adapter l'archaïsme de leur politique », prétendue réaliste, à une réalité neuve. Aussi, dans les conférences qu'il fait devant l'Union pour la vérité, Isaac réclame-t-il une reprise en main complète de la question des responsabilités par un Institut de coopération historique de caractère international.

L'argumentation essentielle de Jules Isaac porte sur les quatre points suivants :

1. Il conteste partiellement l'interprétation donnée par C. Bloch et P. Renouvin à l'article 231 du traité de Versailles. Il constate que, « si la délégation allemande a donné à cet article l'interprétation que l'on sait, les Alliés n'ont rien fait pour la détruire, tout au contraire ». Il estime que, si les historiens français ont raison de dire que les auteurs du traité n'ont pas voulu émettre une « sentence sur les origines de la guerre », les historiens allemands ont raison quand ils disent que cette sentence s'y trouve pourtant sous une forme détournée, car nulle part l'article 231 ne marque d'une façon

claire que les termes employés s'appliquent exclusivement à l'initiative des opérations militaires.

2. Pour ce qui est de la préparation à la guerre, Isaac marque son désaccord avec la position de P. Renouvin au sujet de la loi des trois ans. Selon lui, P. Renouvin laisserait entendre que la loi des trois ans, imposée au pays malgré les partis de gauche, l'a sauvé d'un péril « mortel », aggravé par l'incurie parlementaire. Pour Isaac, c'est plutôt le contraire qui est vrai : cette loi, accompagnée d'un certain nombre de dispositions techniques sur le plan de la stratégie et du service de campagne, « a engendré la défaite des frontières et mis la France dans un péril mortel ».

3. Il met en cause, plus fortement que ne le fait P. Renouvin, l'absence de mise en garde sérieuse de la part de la France à l'égard de la Russie pendant la crise de juillet 1914. Mettant en cause directement Paléologue, ambassadeur de France à Pétersbourg, « ce pseudo-trompeur et ce pseudo-trompé », il écrit : « Certes, du jour où la guerre éclatait, il ne pouvait être question pour la France d'abandonner son alliée ; mais, jusqu'à ce moment, le devoir était de se tenir en garde contre les initiatives risquées, les gestes impulsifs du gouvernement russe. Ce devoir de prudence, la diplomatie française l'a-t-elle rempli ? Ou l'aurait-elle sacrifié à ce qui (peut-être) lui apparut un devoir impératif : prendre à revers l'agresseur supposé, soupçonné, désigné par avance — l'Allemagne ? » Cette critique était liée à une autre, à savoir de n'avoir pas suffisamment analysé le rôle d'Isvolsky pendant son ambassade à Paris, où, « par un travail souterrain, en liaison avec le ministère Poincaré, il s'était efforcé d'attirer l'opinion française dans un sens favorable à la politique russe, de l'habituer doucement à l'idée de la guerre (européenne), surgissant

des Balkans ». Le gouvernement français aurait donc accepté de subir le jeu automatique d'un système d'alliances, jeu dont G. Louis, qui avait été lui aussi également ambassadeur à Pétersbourg, lui avait montré naguère les lourdes conséquences. Dans la conviction ancrée d'un conflit inévitable, les préoccupations militaires avaient pris à Paris, comme ailleurs, le pas sur le souci de se préserver de la guerre : il fallait à tout prix recueillir le bénéfice d'une alliance, dont l'utilité résidait dans une arrivée aussi rapide que possible des troupes russes aux frontières orientales de l'Allemagne.

4. Isaac donne une interprétation de la mobilisation générale russe beaucoup plus angoissée que celle de P. Renouvin. « Aurait-on évité la guerre, écrit-il, si l'ordre de mobilisation générale n'avait pas été lancé le 30 juillet ? *Très probablement non.* La mobilisation générale russe rendait-elle la guerre inévitable ? *Certainement oui...* La mobilisation générale russe signifiait la guerre, du seul fait qu'elle entraînait la mobilisation allemande et que la mobilisation allemande — Sazonoff ne pouvait en douter — signifiait la guerre immédiate. »

Les réponses de P. Renouvin aux diverses critiques dont il a été l'objet ont été condensées dans le volume de la collection « Clio » sur « la paix armée et la Grande Guerre » paru en 1938, dans le tome VI de son *Histoire des relations internationales* (1955), ainsi que dans les nombreux cours qu'il a professés à la Sorbonne.

Sur un point, la question des rapports franco-russes à la veille de la guerre, P. Renouvin a été amené à préciser ses positions antérieures, et en particulier sur la façon dont l'ambassadeur Paléologue a servi le gouvernement français. D'une part, Paléologue a donné des instructions qu'il avait reçues de Poincaré et de Viviani, alors en mer, une interprétation trop libre, en faisant

croire à Sazonoff que la France était prête à « remplir ses obligations d'alliance »; d'autre part, il a fort mal renseigné Paris sur les conditions dans lesquelles ont été décidées à Pétersbourg la mobilisation partielle, puis la mobilisation générale, allant jusqu'à dissimuler la proclamation de cette dernière, qui ne fut connue par le ministère des Affaires étrangères que par une communication de l'ambassadeur d'Allemagne. Cependant ces négligences ne mettent pas en cause les conclusions antérieures de P. Renouvin, à savoir que le gouvernement français, si désireux fût-il de ne pas se trouver en présence d'une attaque brusquée de l'Allemagne, n'a eu aucune part à la décision russe de mobilisation générale, et que, si le gouvernement français avait profité de cette action unilatérale de la Russie pour se refuser à toute action armée, il se serait trouvé à bref délai devant une Russie écrasée et par conséquent devant l'hégémonie allemande sur le continent : c'est donc uniquement pour la défense de l'équilibre européen, et non en vertu des engagements de l'alliance franco-russe que la France est entrée en guerre. La France a donc subi un conflit qu'elle ne pouvait éviter, à moins d'abandonner l'alliance russe, ce qui eût signifié son isolement total devant l'Allemagne.

Pour ce qui est de celle-ci, P. Renouvin a été amené à réaffirmer avec plus de force ses conclusions antérieures. Selon lui, l'Allemagne avait de bonnes raisons de penser, en juillet 1914, que l'Entente céderait devant la pression des empires centraux : la Russie avait abandonné la partie en 1908-1909; quant à la France et à l'Angleterre, pour des raisons différentes, elles semblaient vouloir rester en dehors du conflit balkanique. Il n'y a donc pas de preuve qu'au début de la crise l'Allemagne ait voulu provoquer une guerre générale.

Si les puissances centrales avaient été libres d'écraser la Serbie, elles auraient été satisfaites de ce résultat. Mais de la guerre générale elles acceptaient malgré tout l'éventualité, si la « localisation » n'était pas possible. Et lorsqu'il est apparu avec certitude que la Russie participerait à la guerre, elle a préféré maintenir son plan de guerre. Quels ont été dans cette affaire les mobiles des Allemands ? Il est certain que les Allemands ont été surtout préoccupés de « renflouer » l'Autriche-Hongrie, leur seule alliée ; il y avait en effet lieu de penser que si Berlin n'apportait pas au gouvernement austro-hongrois un appui total, celui-ci trouverait ailleurs ses alliés ; c'était un devoir pour l'Allemagne de lui éviter une « reculade » qui ruinerait le prestige de l'Allemagne en Europe. D'autre part les militaires estimaient que la guerre se déroulerait dans des conditions plus favorables en 1914 qu'en 1917 ou 1918, quand les armements russes, qui s'étaisaient sur un plan de cinq ans, seraient achevés ; il est donc certain que, dans une fraction importante de l'opinion civile et surtout militaire, l'idée d'une guerre « préventive » a été envisagée. Ce sont donc des facteurs politiques, et non des facteurs économiques, qui ont amené l'Allemagne à agir : P. Renouvin estime qu'aucun document ne permet de conclure que c'est par crainte d'une « crise » ou pour échapper aux difficultés économiques, comme le prétend le germaniste Edmond Vermeil¹, que la guerre a été envisagée ; et l'état d'esprit des milieux d'affaires allemands était, comme celui de leurs collègues anglais, en général pacifique.

1. De cet auteur, cf. une série d'articles sur « Les origines de la guerre et de la politique extérieure de l'Allemagne au début du xx^e siècle », dans *Europe nouvelle*, 7 juin 1926, 31 décembre 1927 et 14 avril 1928.

L'analyse de P. Renouvin sur les mobiles allemands s'intègre dans une interprétation plus large de l'histoire des relations internationales, qui, désireuse d'atteindre les « causes profondes » qui déterminent la politique des États, met l'accent sur les facteurs de puissance, de prestige et de sécurité. Il apparaît impossible à P. Renouvin de donner une place essentielle, dans l'étude des causes de la Première Guerre mondiale, ni aux facteurs psychologiques, ni aux mouvements de l'esprit public — peu préparé à l'idée de guerre générale — ni aux appétits économiques, qui ont pourtant contribué à attiser les antagonismes. C'est en fin de compte dans « l'orientation des politiques nationales », dans l'« action des gouvernements » qu'il faut rechercher l'explication de la conflagration mondiale.

L'interprétation marxiste des origines de la guerre

Les historiens dont on a jusqu'à présent défini l'interprétation se sont placés sur le terrain de l'histoire nationale. Mais une autre explication ne peut-elle être trouvée dans la pratique même du capitalisme international, qui portait en lui-même le germe d'un conflit entre les grandes puissances désireuses de conserver ou d'accroître leur place au soleil ?

Les bases de l'interprétation marxiste des causes de la Première Guerre mondiale ont été fournies par Lénine lui-même qui, dès le début des hostilités, fidèle à ses analyses antérieures, déduisait cet événement, à ses

yeux, inévitable, du développement des politiques impérialistes, de la lutte pour les marchés et de l'inégal développement des économies. En novembre 1914, dans son essai sur « la guerre et la social-démocratie russe », il constatait que chaque nation belligérante avançait des justifications de nature morale ou politique; pour l'Allemagne il s'agissait de détruire le tsarisme réactionnaire, pour la France le militarisme allemand; en réalité il s'agissait « de s'emparer de territoires, d'asservir des nations étrangères, de ruiner les nations concurrentes, de piller les richesses, de détourner l'attention des masses laborieuses des crises politiques intérieures, en Russie, en Allemagne, en Angleterre, dans les autres pays : tel était le contenu réel, telle était la portée, la signification de la guerre présente ». Fin 1915, Lénine¹ écrivait qu'« il ne saurait être question de porter une appréciation historique concrète sur la guerre actuelle, si l'on ne faisait pas reposer cette appréciation sur la mise en lumière complète de la nature de l'impérialisme dans ses aspects à la fois économiques et politiques ». Ce fut précisément cette étude que Lénine devait poursuivre en 1916 dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

Dans cet ouvrage, où l'impérialisme était présenté comme une « phase particulière du développement du capitalisme, celle où la libre concurrence a fait place au monopole, où la fusion opérée entre l'industrie et la banque donne naissance à la toute-puissance du capital financier, où l'exportation des marchandises fait place à l'exportation des capitaux, où la construction de puissants cartels assure une solution de force dans le partage du monde, Lénine montre que la lutte pour un nouveau

1. Sur l'ensemble des thèses de Lénine et des léninistes, cf. *Deutschland im ersten Weltkrieg* I, chap. I.

partage vient de s'ouvrir, qui n'est selon l'expression de Clausewitz, qu' « une continuation de l'action politique, la poursuite de ses buts par d'autres moyens ». Lénine en effet se refuse à croire, comme Kautsky, à une sorte d'ultra-impérialisme, susceptible d'établir l'équilibre entre les grandes puissances; il peut certes, dit-il, y avoir des alliances entre de grands empires, mais ce ne sont que des trêves entre les guerres. Dans cette lutte, il faut faire intervenir la loi de l' « inégal développement des économies » : ceux des pays capitalistes qui se développent le plus rapidement (l'Allemagne d'aujourd'hui par rapport à l'Angleterre et aux autres États occidentaux) cherchent un « replâtrage », qui ne peut être obtenu que par la guerre. Lénine est donc amené à affirmer l' « agressivité » plus grande des impérialistes allemands. « Contre le groupe franco-anglais, écrit-il en 1917, s'est dressé un autre groupe capitaliste, le groupe allemand, encore plus rapace, encore plus doué pour le brigandage, qui est venu s'asseoir au banquet du festin capitaliste alors que toutes les places étaient déjà prises, apportant avec lui de nouveaux procédés de développement de la production capitaliste, une meilleure technique et une organisation incomparable dans les affaires... Ce groupe a apporté le principe de l'étatisation de la production capitaliste, de la fusion de ces forces gigantesques en un mécanisme unique où des dizaines de millions d'êtres rentrent dans le cadre d'une même organisation, celle du capitalisme d'État. La voilà, l'histoire économique; la voilà l'histoire diplomatique de ces dernières dizaines d'années, que nul ne peut méconnaître. Elle seule vous indique la solution du problème de la guerre et vous amène à conclure que la présente guerre est, elle aussi, le produit de la politique de classes qui sont aux prises,

de la politique de deux colosses qui, bien avant les hostilités, avaient étendu sur le monde entier les tentacules de leur exploitation financière et s'étaient partagé économiquement le monde. Ils devaient se heurter, car, du point de vue capitaliste, un nouveau partage de cette domination était devenu inévitable. »

L'explication fournie par Lénine à la guerre, dont il répétera sans cesse qu'elle n'est pas due à la « méchanteté » (*Böswilligkeit*) de tel ou tel homme d'État, mais à l'évolution générale depuis plusieurs décennies du système capitaliste, a été reprise en Allemagne par le groupe spartakiste. Dans une brochure parue en 1915, *Guerre et Impérialisme*, Karl Liebknecht dira également que « l'essence de l'impérialisme, dont le principal soutien est l'Allemagne, est de développer un besoin d'expansion économique et politique qui crée une tension de plus en plus forte ». Dans une brochure spartakiste également publiée en 1915, Max Duncker dénonce « la folie annexioniste », la tartufferie de la politique des « garanties » poursuivie par Bethmann-Hollweg et montre que le prolétariat allemand ne tirera aucun parti des victoires allemandes. De façon plus systématique, Rosa Luxemburg, dans une lettre à Junius, fera une analyse poussée des mobiles qui ont déterminé l'Allemagne à recourir à la guerre, qu'elle trouve d'une part dans la concentration poussée des entreprises industrielles et financières, qui ne laissent aux hommes d'État aucune liberté de manœuvres, d'autre part dans le système de gouvernement qui réduit à néant l'opposition parlementaire et dresse les partis bourgeois contre la classe ouvrière. Pour ces divers analystes, comme pour Lénine, l'Allemagne demeure assurément le facteur le plus sérieux de trouble en Europe, et c'est à ses dirigeants qu'il faut attribuer

la plus grande responsabilité; mais entre l'Allemagne et les autres puissances il n'y a qu'une différence de degré, c'est dans le système capitaliste lui-même, tel qu'il s'est développé en Europe, qu'il faut chercher la cause profonde de la guerre. La littérature marxiste entre les deux guerres est demeurée fidèle aux conceptions de Lénine, comme le montre, entre autres, le livre de l'historien soviétique N. P. Poletika, *les Origines de la Guerre mondiale* (1935). Plus près de nous encore, A. S. Jerussalimski voit dans le caractère inextricable des expansions impérialistes l'origine profonde de la Première Guerre mondiale. Après avoir analysé les mensonges des « livres de propagande » publiés par les grandes puissances et destinés à démontrer dans chaque État le caractère défensif de la guerre provoquée par les actes menaçants de l'adversaire — car, comme l'écrit l'Américain Harold Lasswell, « les gouvernements d'Europe occidentale ne peuvent jamais être parfaitement sûrs qu'un prolétariat conscient de ses intérêts de classe ne réponde à l'appel du clairon » —, Jerussalimski conclut que « l'histoire a montré la profondeur, la lucidité surprenante de Lénine qui n'a pas seulement révélé la fausseté des arguments historiques destinés à masquer le caractère impérialiste de la guerre, mais a aussi frayé les voies d'une lutte réaliste contre elle¹ ».

Cette conception a soulevé pourtant de vives objections, dont beaucoup sont fondées. Jacques Freymond a montré² que l'inégalité du développement économique des diverses régions du monde ne les avait pas toujours

1. A. Jerussalimski, *La Politique étrangère et la Diplomatie de l'impérialisme allemand*, en russe, Moscou, 1951, repris dans *l'Impérialisme allemand. Passé et présent*, Moscou, 1970.

2. J. Freymond, *Lénine et l'Impérialisme*, Lausanne, 1951.

dressées les unes contre les autres : ainsi, l'Angleterre et les États-Unis étaient parvenus avant 1914, sinon à concilier tous leurs intérêts, du moins à éviter un conflit qui aurait été, dans la perspective du système leniniste, inévitable. Il n'est pas prévisible non plus que l'Allemagne n'eût d'autre exutoire que la guerre au développement de sa « force productive » et à l'accumulation de ses capitaux. La complexité du problème est soulignée davantage encore par Raymond Aron, dans son livre *Paix et Guerre entre les nations*¹ (1962). Selon lui, le développement économique de l'Allemagne se poursuivait harmonieusement : « L'analyse théorique aussi bien que l'étude empirique conduisent à une conclusion traditionnelle; peut-être le partage pacifique a-t-il été impossible, mais ce n'est pas le capitalisme moderne, c'est l'avarice millénaire qui poussait à la guerre. Si les hommes d'État et les peuples avaient agi selon la rationalité économique, la guerre de 1914 n'aurait pas eu lieu. Ni les monopoles, ni la dialectique n'avaient rendu *inévitable* ce qui était irrationnel. » Il est facile de démontrer, selon R. Aron, que « ce n'est pas à propos des conflits coloniaux que la guerre a éclaté, mais à propos des conflits de nationalités dans les Balkans ». « En vérité, conclut-il, la guerre de 1914, comme l'impérialisme européen en Afrique, est essentiellement un *phénomène traditionnel*. Elle fut à l'origine, une guerre générale, de caractère typique : tous les États membres du système international furent impliqués dans la lutte parce que celle-ci mettait en question la structure du système. Les hommes d'État découvrirent trop tard que l'industrie

1. R. Aron, *Paix et Guerre entre les nations*, Paris, 1962. Sur l'ensemble de la discussion, cf. J.-B. Duroselle, *l'Europe de 1815 à nos jours*, « Nouvelle Clio », Paris, 1964.

transformait la nature des guerres plus que les occasions de conflits. »

Peut-on, cependant, s'abstraire de la conception marxiste des origines de la guerre? A beaucoup d'historiens il apparaît que les liens entre les milieux d'affaires et les hommes d'État étaient trop puissants pour que l'on puisse négliger la part des facteurs économiques et financiers dans la décision politique. Nuançant et précisant certaines positions de Lénine, mais s'élevant contre l'interprétation trop limitative des spécialistes de l'histoire diplomatique, George Hallgarten, auteur d'un ouvrage sur *l'Impérialisme avant 1914*¹, a défini dans un article sur « le choc des impérialismes » (*Europe du XIX^e et du XX^e siècles* II, 1962) ce qu'il considère être l'influence de l'impérialisme moderne sur la politique extérieure des grands États. « Grâce à l'intervention des ligues militaires et navales, des associations d'industriels, de commerçants et d'étudiants, et des organismes politiques du genre de la Ligue pangermaniste, et grâce aux pressions constantes de la presse impérialiste et des grands monopoles qui la contrôlaient, tous les problèmes politiques de cette époque furent empoisonnés, de telle sorte que l'explosion d'une guerre générale pouvait être attendue d'un jour à l'autre. La situation était telle que la préservation de la paix dépendait de plus en plus de la détermination résolue chez les dirigeants de sacrifier leur réputation de patriotes sur l'autel de l'humanité... Toute politique internationale doit être interprétée comme étant la fonction de la volonté des individus et des groupements

1. G. W. F. Hallgarten, *Imperialismus vor 1914. Soziologische Darstellung der deutschen Aussenpolitik bis zum ersten Weltkrieg*, 2 vol., Munich, 1951.

qui lui accordent leur appui, et des changements perpétuels dans la composition de ces groupements sociaux.» D'après Hallgarten, la thèse selon laquelle la plupart des financiers et des commerçants étaient pacifiques est peut-être acceptable pour les pays anglo-saxons : elle ne l'était pas en 1914 pour les hommes d'affaires continentaux, « tous représentants d'un monde convaincu de la nécessité d'une expansion impérialiste et de l'augmentation perpétuelle des armements ». L'auteur montre en particulier les liens personnels qui se sont établis entre les hommes d'État et les fournisseurs d'armements; et il multiplie les exemples qui illustrent « l'intérêt matériel que prenaient les classes dirigeantes des différents pays au concours international d'armements et à la quête de positions privilégiées dans les territoires coloniaux et moins industrialisés ». Hallgarten ne dissimule pas les « détentes » qui ont été l'œuvre d'un certain nombre de banquiers et de financiers, juifs pour la plupart, et attachés au maintien de la paix entre les puissances européennes, comme Ballin ou Rathenau; et il met à leur compte la coopération en Chine, la conclusion de l'accord anglo-allemand sur les colonies portugaises, les accords internationaux autour du chemin de fer de Bagdad; mais elles n'ont pas la même portée que les conflits issus des enjeux économiques et financiers dont les Balkans étaient devenus le théâtre depuis 1912.

A vrai dire, la thèse de Hallgarten s'insère dans une problématique plus large et qui est fort loin encore d'être résolue : à savoir le rôle du capitalisme financier comme facteur de guerre avant 1914. Peut-on parler d'un capitalisme agressif? demande Raymond Poitevin au terme d'une étude qui fournit sur le thème « finances et relations internationales » une documentation qui

recouvre les trois décennies avant la Première Guerre mondiale¹. Il a été maintes fois soutenu, en particulier par les socialistes révisionnistes allemands et par Jaurès à la tribune de la Chambre en 1911, que le renforcement et l'interpénétration des relations financières étaient de nature à créer des liens si étroits qu'une rupture devait être impossible, parce qu'elle risquait de compromettre des intérêts communs. Certains historiens, comme Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle², ont laissé entendre, sans vouloir toutefois donner à leur démonstration un caractère absolu, que le cosmopolitisme financier, ou, si l'on veut, l'internationalisation des capitaux, pouvait favoriser l'établissement de la paix internationale. L'exemple de la Cité de Londres, résolument pacifique en 1914, a pu être invoqué à l'appui de cette thèse. Pour d'autres au contraire, le développement de l'impérialisme multiple en fait les rencontres concurrentielles et les heurts d'intérêts que ne peuvent dissimuler que de passagers compromis. C'est ainsi que Jean Bouvier a pu écrire dans *le Mouvement des prix en France au XIX^e siècle*³ :

« La guerre qui vient est aussi [...], en 'gros plans', mais non encore suffisamment analysés par les historiens, une affaire d'industriels et de financiers. Peut-on concevoir que la 'politique d'affaires' des grandes firmes n'interfère pas avec le choix des États, tels que ces États contemporains sont bâtis, dirigés et influencés? [...] Les grands hommes d'affaires [...] ont été à la fois

1. R. Poitevin, *Finances et Relations internationales 1887-1914*, Paris, 1970.

2. P. Renouvin et J.-B. Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Paris, 1964.

3. J. Bouvier, F. Furet et M. Grillet, *Le Mouvement des prix en France au XIX^e siècle*, Paris, 1965.

spectateurs et acteurs dans la préparation du premier conflit mondial. Ils avaient appris à connaître leurs concurrents les plus sérieux. Et finalement, ces concurrents se trouvaient être, du moins, pour la majorité d'entre eux, dans le camp ennemi. Ce n'était pas tout à fait le produit du hasard. »

Les études historiques au cours des années cinquante

Les épreuves et les résultats de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas sensiblement modifié les interprétations des historiens allemands, du moins en Allemagne occidentale. Le problème qui leur paraît essentiel est d'établir une nette distinction entre les deux guerres qui ont ravagé l'Europe : il n'y a pas de point commun entre la volonté de domination et de destruction de Hitler, qui doit être considéré dans l'histoire allemande comme un fait aberrant et qu'il faut rattacher à la vague fasciste qui a déferlé sur l'Europe, d'une part, et les hommes d'État responsables qui ont présidé en 1914 aux destinées de l'Europe, d'autre part. Comme l'a écrit l'un d'entre eux, Walter Goetz, il s'agit de « préserver autant que possible le passé de l'Allemagne, afin de remplir notre peuple d'une nouvelle espérance ». Pour des hommes comme Friedrich Meinecke et Gerhard Ritter, qui ont cru devoir faire connaître les résultats de l'« examen de conscience » qu'avait provoqué chez eux la « catastrophe allemande », le nazisme apparaît comme un phénomène qui n'est pas allemand, mais européen, dont les origines doivent être recherchées dans le « matérialisme » généralisé de l'époque, de la prépondérance des points de vue utilitaires et matériels dans une civilisation de masses; tout au contraire, le nazisme

s'oppose fondamentalement aux traditions de la politique allemande; et si finalement il a pu s'imposer, c'est au prix d'un hasard de circonstances entièrement imprévisibles à un esprit raisonnable. De son côté, Hans Rothfels écrira que le « national-socialisme doit être interprété comme le résultat final et l'extrême conséquence du mouvement de sécularisation de la pensée du XIX^e siècle », que « la civilisation moderne de masses constitue un réservoir de puissances mauvaises » et que « ce qui triompha après 1933, ce furent les forces ténébreuses qui forment le sédiment de toute société moderne ». D'où s'ensuit l'importance attachée par ces historiens à l'histoire de la « résistance » allemande, dans la mesure cependant où elle a été l'expression des forces conservatrices et religieuses dans le pays. D'où aussi leur souci d'introduire le plus rapidement possible l'Allemagne dans la fédération ouest-européenne, pour la faire participer à nouveau aux valeurs « spirituelles » qui animent le monde occidental et qui lui permettront de s'opposer au communisme soviétique. En tout cas, quand Walter Hubatsch, dans son *Manuel d'histoire allemande* (1955), écrit qu'il faut se garder de « considérer les deux guerres mondiales comme une suite d'événements en liaison les uns avec les autres » et d' « établir un parallélisme étroit entre des faits dont les causes et le déroulement ont un caractère essentiellement différent », il exprime sans doute la pensée profonde de la majorité de ses collègues.

Sur les origines de la guerre, les manuels continuent à estimer que les divers peuples ont été entraînés malgré eux dans la catastrophe, en vertu d'un destin inexorable, qu'en tout cas aucun peuple, ni aucun gouvernement n'est chargé d'une responsabilité particulière; les circonstances atténuantes sont plaidées pour l'Allemagne;

et jamais la volonté de paix du chancelier ou de l'empereur n'est mise en cause. A l'occasion de rencontres franco-allemandes de professeurs d'histoire, destinées à éliminer des manuels d'enseignement l'argumentation nationaliste, deux délégations, l'une française, l'autre allemande, dirigées par Pierre Renouvin et Gerhard Ritter, se rencontrent à Mayence en octobre 1951 afin de mettre au point des « recommandations » au sujet du problème de la Première Guerre mondiale. Or il apparaît très vite que chacun reste sur ses positions d'avant-guerre, et les seules concessions obtenues des Allemands portent sur la reconnaissance d'un état social qui prédispose l'opinion, en Allemagne plus qu'en France, à l'idée de guerre. Le texte soussigné par les deux délégations était le suivant : « Les documents ne permettent pas d'attribuer en 1914 une volonté prémeditée de guerre européenne à aucun gouvernement ou à aucun peuple. La méfiance était au plus haut point et, dans les milieux dirigeants, régnait l'idée que la guerre était inévitable; chacun attribuait à l'autre des pensées d'agression; chacun acceptait le risque d'une guerre et ne voyait la sauvegarde et la sécurité que dans les systèmes d'alliance et le développement des armements. Certains milieux de l'état-major estimaient les chances de succès de l'Allemagne plus grandes en 1914 qu'elles ne le seraient les années suivantes; mais on ne peut en déduire que la politique du gouvernement allemand a été déterminée par ces considérations. Les peuples allemand et français dans leur grande majorité ne voulaient pas la guerre; mais en Allemagne, surtout dans les cercles militaires, on était plus disposé qu'en France à accepter l'éventualité d'un conflit. Cette disposition tenait à la place qu'occupait l'armée dans la société allemande; en outre, l'Alle-

magne s'est toujours sentie, du fait de sa situation géographique au centre de l'Europe, particulièrement menacée par les alliances entre ses adversaires possibles. L'opinion ancienne selon laquelle Poincaré aurait mené une politique conduisant à la guerre, n'est plus admise, même par les historiens allemands. Cependant les systèmes d'alliances créaient en Europe une situation telle que la coopération franco-russe fut ressentie du côté allemand comme un danger direct¹. » Il est évident, à travers ce texte balancé et prudent, que l'étude des origines de la guerre, au moment où il a été écrit, était parvenue dans une impasse².

1. Cf. *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire*, 1952.

2. L'ignorance des thèses adverses pouvait paraître en Allemagne d'autant plus scandaleuse que pendant la guerre étaient parus en Italie, entre 1942 et 1943, les trois tomes du livre de L. Albertini, *Le Origini della guerra del 1914*, traduits en langue anglaise de 1952 à 1957. En fait, Albertini, qui avait été pendant la guerre directeur du *Corriere della Sera* et qui avait joué un grand rôle dans l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente, n'était pas un historien de profession. Son œuvre, écrite sous le régime fasciste, constituait une attaque à peine voilée contre la politique d'alliance mussolinienne avec l'Allemagne. Cependant il avait réussi à obtenir, grâce à ses relations personnelles avec les hommes d'Etat, des documents de premier ordre. A vrai dire, son œuvre était écrite dans le style de l'histoire diplomatique traditionnelle, sans aucune référence aux causes profondes, aux causes économiques ou morales de la guerre. Ceci dit, peu de travaux historiques pouvaient se vanter d'un semblable souci de la précision et d'un tel sens de l'objectivité. Albertini se montrait très sévère pour l'ensemble des hommes d'Etat qui avaient alors présidé aux destinées de l'Europe. Poincaré, à ses yeux, n'avait pas su parler le langage de la « fermeté » qui seul aurait pu faire réfléchir Sazonoff, et il demeurait suspect, en tant que Lorrain, d'avoir souhaité la revanche; quant à Lord Grey, il a par son attitude hésitante favorisé l'agression, et l'argument selon lequel le cabinet britannique était divisé n'a aucune valeur. Il n'en restait pas moins que, selon Albertini, la responsabilité majeure demeurait celle de l'Allemagne : c'était sous sa pression qu'avait été rédigé l'ultimatum à la Serbie; c'était elle qui avait poussé sans cesse à une action rapide; et l'avertissement rédigé plus tard par Bethmann-Hollweg n'avait ni sincérité ni efficacité. Berchtold ne désirait pas la guerre contre la Serbie; sans les excitations allemandes, il ne s'y serait pas

Encore est-il rare dans les travaux allemands des années cinquante, de trouver un écho des préoccupations manifestées lors de la rencontre de Mayence. Pour Werner Conze, qui apporte sa contribution à l'histoire du règne de Guillaume II dans *l'Histoire de l'Allemagne*, de P. Rassow (1953), la déclaration de guerre, qui doit être attribuée à l'appui sans réserve fourni par la Russie à la Serbie, est survenue malgré les efforts de conciliation de Bethmann et l'amitié de Guillaume II pour le tsar Nicolas¹. Pour Martin Goehring, qui consacre un ouvrage, souvent perspicace, aux *Héritiers de Bismarck* (1959), et qui, se refusant à établir un « enchaînement nécessaire » de Bismarck à Hitler, voit dans ce dernier une « apparition isolée et diabolique », la bonne foi de Bethmann-Hollweg ne peut également être mise en doute². Dans son *Manuel d'histoire allemande* (édition de 1959), qui jouit d'une grande autorité auprès des étudiants allemands, Karl Dietrich Erdmann estime que « le meilleur moyen d'aborder la question des responsabilités de la guerre est celle qui a été définie par l'historien anglais Gooch, quand il rappelle le mot de Hegel, selon lequel un conflit a un caractère tragique quand le droit s'oppose, non pas à l'injustice, mais au droit lui-même ». Il estime, mettant sur le même plan la volonté de la Serbie de se constituer en État et le

décidé; et, connaissant la pensée profonde des Allemands, il n'a pas cru que le mot d'ordre « Halte à Belgrade » était sincère chez eux. Il n'en reste pas moins que la signification de ce livre n'avait pas été aperçue des historiens allemands ou que ses conclusions avaient été déformées, si ce n'est cependant par Hans Herzfeld, qui a plusieurs fois averti ses collègues que le problème de la *Kriegsschuldfrage* n'était pas aussi définitivement réglé que certains le pensaient.

1. P. Rassow, *Deutsche Geschichte*, 1953.

2. Goehring, *Bismarcks Erben. Deutschlands Weg von Wilhelm I bis Hitler*, Wiesbaden, 2^e éd., 1959.

sentiment de *self-conservation* qui anime les hommes d'État autrichiens : « Pas plus que la Serbie ne pouvait se sacrifier, pas plus l'Autriche ne pouvait renoncer à éliminer la Serbie. » Il déclare que chaque puissance aurait pu sauver la paix par des concessions, mais qu'aucune n'a voulu y mettre le prix; et en fin de compte il attribue le déclenchement des hostilités à la médiocrité des hommes au pouvoir, dont aucun n'a, sinon souhaité la paix, du moins ne l'a véritablement « voulu », dont aucun n'atteignait le format de l'homme d'État¹. Plus critique était la position de Hans Herzfeld dans sa *Moderne Welt* (le monde moderne) (1957). Dans une page où pas un terme n'est laissé au hasard, l'historien berlinois se montrait soucieux d'établir les responsabilités des hommes au pouvoir en Allemagne quand ils ont laissé le 5 juillet les mains libres à l'Autriche et le manque de clairvoyance dont ils ont fait preuve en laissant à d'autres le « fil conducteur » de la négociation et en comptant sur la possibilité d'une « localisation du conflit »; mais lui aussi estime que Bethmann-Hollweg n'a agi que dans le souci légitime de « renflouer » son allié, et il ne met pas en doute qu'il n'ait pendant toute la durée de la crise souhaité une solution pacifique. En Bethmann-Hollweg, Herzfeld voit une personnalité moralement intègre et lui reconnaît de hautes qualités d'intelligence, mais aussi un « tempérament à la Hamlet », qui devait être brisé par des politiciens plus roués que lui².

Les thèses sur les buts de guerre n'avaient également que peu évolué. Soucieux de faire ressortir ce qui dis-

1. K. D. Erdmann, *Handbuch der deutschen Geschichte* III, Gebhardt, Stuttgart, 1959.

2. H. Herzfeld, *Die Moderne Welt 1789-1945* I, « Westermanns Studienhefte », Brunswick, s. d.

tingue la Première Guerre mondiale de la Seconde, les historiens occidentaux reprennent l'argumentation de Delbrück et de Bredt, qui établit une distinction absolue entre les mouvements pangermanistes qui, avec Class et Ludendorff, ont défini des programmes démentiels, et ceux des « modérés », qui se sont contentés, autour de l'idée de *Mitteleuropa*, d'envisager une expansion vers l'Est : ambitions qui pouvaient paraître d'autant plus justifiables dans les années cinquante, que les événements récents montraient quel danger l'Union soviétique pouvait faire courir à la civilisation occidentale et qui caderaient avec l'idéal antibolchevik très vivant en RFA à l'époque de la guerre froide. L'intérêt porté par de nombreux historiens pour les conceptions de ces impérialistes « modérés », prêts à conclure une paix à l'Ouest et soucieux de garanties à l'Est, était conforme à l'orientation « occidentale » ou « européenne » de la pensée politique en Allemagne fédérale et qui était, bien entendu, dénoncée à l'Est comme une trahison à l'égard de l'idée nationale.

Il n'est pas étonnant que les seuls ouvrages historiques des années cinquante qui aient apporté des éléments nouveaux aient porté précisément sur l'organisation de l'Europe centrale.

Sans pouvoir recourir aux sources d'archives, encore inaccessibles, mais grâce à une connaissance très complète de la littérature imprimée et des livres de mémoires, Hans Gatzke¹ avait apporté sur les buts de

1. H. W. Gatzke, *Germany's Drive to the West. A Study of German Western War Aims during the First World War*, Baltimore, 1950.

guerre allemands un ouvrage nuancé, où les mentalités des diverses couches sociales avaient été traitées avec beaucoup de finesse. L'auteur remarquait d'abord l'existence de deux groupes annexionnistes, les « *Easterns* » et les « *Westerns* », les premiers orientés vers la destruction de la Russie, se recrutant surtout parmi les conservateurs, les seconds adversaires de la Grande-Bretagne et choisis parmi les nationaux-libéraux, les uns et les autres favorables à une idéologie politique qui aurait dû normalement les rapprocher du pays dont ils poursuivaient la défaite, mais ayant établi entre eux une sorte de « mariage de convenance » et unis par la crainte panique que suscitait chez les uns comme chez les autres une évolution possible des institutions de l'Allemagne wilhelmienne dans le sens de la démocratie, souhaitée par les partis de gauche. En présence de cette orientation de l'opinion, ce fut, selon Gatzke, la faute majeure de Bethmann-Hollweg, qui sans être pour lui-même insensible à l'éventualité de certaines annexions, ne désirait pas leur sacrifier la possibilité d'une paix négociée, de ne pas chercher à instruire l'opinion publique sur ce grave sujet et, sous prétexte de ménager le *Burgfrieden* (Union sacrée), d'interdire même que la question des buts de guerre soit officiellement soulevée, créant ainsi une atmosphère empoisonnée favorable à la cogitation des programmes les plus insensés. Selon Gatzke, les vues privées de Bethmann-Hollweg étaient en continuelle opposition avec ses déclarations publiques. Dans ce désarroi général qu'il a contribué à créer, une minorité influente, composée de hauts fonctionnaires civils et militaires, de grands propriétaires terriens et d'industriels, soutenus par la Ligue pangermaniste, a pu imposer sa propre conception des buts de guerre : la *Kriegszielbewegung* (le Mouvement pour les buts

de guerre), disposant de moyens puissants et que l'auteur étudie dans leurs moindres détails, a mené contre le chancelier une violente campagne et a fini par l'emporter quand elle a fait alliance avec le Grand Quartier général. L'auteur met en évidence la très faible audience dont disposaient ceux qui se refusaient à entrer dans ce jeu : dans la *Freie Vaterländische Vereinigung* (Union patriotique libre) (1915), puis dans le *Volksbund für Freiheit und Vaterland* (Union populaire pour la liberté et la patrie) (1917), autour du Pr Hans von Delbrück, ne se rencontraient que quelques intellectuels et quelques industriels, comme Rathenau, qui pensaient que l'avenir économique de l'Allemagne ne pouvait se réaliser que dans une compétition pacifique avec l'Angleterre et qui considéraient que toute politique d'annexion devait conduire à la catastrophe. Quant aux classes populaires, qui n'avaient pas été insensibles à la sirène annexioniste jusqu'en 1915, elles ont été vite ardemment désireuses d'une paix de compromis, parce qu'elles souffraient atrocement des conséquences matérielles de la guerre mais, en présence d'un parti social-démocrate désuni, cet état de l'opinion ne s'est exprimé que tardivement au Reichstag, dont l'attitude, malgré la résolution de paix de l'été 1917, est demeurée versatile et en étroite correspondance avec les nouvelles du front, sans velléités politiques conséquentes. L'auteur croit pouvoir conclure que la question des buts de guerre, liée à celle des priviléges de la classe dominante, a contribué à accentuer les clivages au sein du peuple allemand et a largement contribué à la chute du régime impérial. C'est à des conclusions très analogues que parvient l'historien de l'armée allemande Gordon Craig, dans *la Politique de l'armée prussienne* (1955), qui, plus encore que Gatzke,

montre¹ que la résistance des militaires au pouvoir civil est déterminée par des raisons de politique intérieure — conservation des priviléges sociaux de leur classe, hostilité au suffrage universel en Prusse —, convaincus qu'ils étaient que seule une paix victorieuse pourrait empêcher la révolution.

Parmi les buts de guerre, celui que constituait la formation d'une *Mitteleuropa* sous la direction politique et économique de l'Allemagne avait été l'objet d'une pénétrante étude d'un autre historien américain, Henry Cord Meyer, dont les conclusions permettaient d'établir des distinctions plus précises au sein de groupes politiques trop souvent confondus sous le terme de « pan-germanistes ». Plaçant au centre de son exposé le livre célèbre qu'en 1915 Frédéric Naumann avait consacré à ce thème, Meyer montrait que cet homme politique, qui s'était mis avant la guerre au service d'un impérialisme « progressiste », destiné à convertir à un idéal de grandeur nationale les masses allemandes que guettait le matérialisme marxiste et à les détacher de la social-démocratie, n'avait nullement voulu donner, en écrivant cet ouvrage, des gages au parti annexionniste, tout au contraire. Convaincu que l'ère des grands empires était venue et qu'il importait, en créant en Europe centrale un bloc de 120 millions d'habitants, de constituer une masse qui, par son énergie et son dynamisme, pourrait rivaliser avec l'Angleterre, les États-Unis ou la Russie; conscient également que le blocus allié rendait urgente la constitution d'une « communauté d'États » — « ensemble nous avons été empris-

1. G. Craig, *The Politics of the Prussian Army*, Oxford, 1955. Sur le caractère conservateur du corps des officiers prussiens et son impuissance à s'adapter aux exigences de l'époque, cf. aussi M. Kitchen, *The German Officer Corps 1890-1914*, Oxford, 1968.

sonnés dans le même ghetto économique; ensemble nous avons combattu; ensemble nous voulons vivre dorénavant » —, Naumann, en définissant l'État supranational, n'avait nullement pour but d'imposer aux populations non allemandes de l'Autriche-Hongrie la domination des Germains, mais souhaitait au contraire trouver une solution satisfaisante au problème des nationalités par un compromis entre les notions d'unité et de fédéralisme. « Il ne faut pas oublier, concluait-il contre les tenants d'une politique germanisatrice, que nos alliés non allemands ont également le droit de vivre et qu'ils veulent savoir pourquoi ils sont prêts à mourir. Comme nous tenons beaucoup à notre nationalité, il nous incombe de défendre la leur en même temps que la nôtre. » Il apparaît en effet, en lisant le livre de H. C. Meyer¹, que l'essai de Naumann, dont le talent est à cent coudées au-dessus des autres ouvrages que ce thème a suscités, a été en Allemagne vivement combattu dans les milieux nationalistes, qui lui ont reproché d'avoir négligé les intérêts des Allemands dans le Centre de l'Europe (ce reproche vient en particulier des Allemands de Bohême) et d'avoir détourné l'attention de ses compatriotes de la *Weltpolitik*, alors qu'au contraire il fut bien accueilli par certains milieux socialistes, en particulier par l'Autrichien Karl Renner, qui cherchait lui aussi une solution acceptable de fédéralisme dans la Double Monarchie. L'idée de la *Mitteleuropa* aurait atteint sa plus grande popularité en 1916 à la suite des victoires remportées à l'Est et du resserrement du blocus qui démontrait la nécessité de la fusion étroite des économies des empires centraux; ce

1. H. C. Meyer, *Mitteleuropa in German Thought and Action 1815-1945*, La Haye, 1955.

fut à cette époque que Naumann et Jäckh mirent sur pieds l'*Arbeitsausschuss für Mitteleuropa* (Commission de travail pour la *Mitteleuropa*), point de départ de nombreuses études économiques et juridiques. Mais précisément, dès le début de l'année 1917, et surtout à partir du moment où s'engagèrent les négociations de Bucarest et de Brest-Litovsk et que s'exprima une nouvelle orientation de la politique étrangère allemande, en direction d'une vaste expansion vers l'Est, les spéculations sur l'Europe centrale perdirent leur raison d'être. Si le livre de Naumann permettait de se faire une idée plus nuancée des conceptions qui prévalaient dans les milieux politiques allemands pendant la guerre et d'établir une distinction entre « pangermanistes » et « partisans de la *Mitteleuropa* », il n'en restait pas moins que les fractions de l'opinion qui avaient soutenu ces derniers demeuraient limitées et leur influence éphémère.

Ce sont des conclusions assez semblables que l'on peut tirer du livre de Werner Conze sur *la Nation polonaise et la Politique allemande pendant la Première Guerre mondiale*¹. Il était montré dans cet ouvrage comment la question de la reconstruction de la Pologne avait été pendant toute la guerre une pomme de discorde entre les empires centraux, les raisons pour lesquelles le gouvernement allemand s'était décidé en fin de compte, sous l'influence des militaires qui désiraient y lever des troupes, à accepter la reconstruction d'un État polonais dans les frontières de la Pologne du Congrès, les échecs de la politique d'enrôlement et

1. W. Conze, *Polnische Nation und deutsche Politik im ersten Weltkrieg*, Cologne et Graz, 1958. Du même auteur, voir aussi « Nationalstaat oder Mitteleuropa? Die Deutschen des Reiches und die Nationalitätenfrage Ostmitteleuropas im ersten Weltkrieg », *Deutschland und Europa*, Dusseldorf, 1951.

finalement les graves déboires que leur avaient procurés les concessions politiques parcimonieusement accordées. Traitant des différences d'opinion qui s'étaient manifestées en Allemagne au sujet du traitement à accorder aux Polonais, l'auteur avait signalé qu'un certain nombre d'esprits libéraux, dont Naumann, liant le sort de la Pologne à celui de la *Mitteleuropa* et prenant contact avec un certain nombre d'« activistes » polonais, avaient préconisé une solution austro-polonaise, qui eût conféré le trône de Pologne à un membre de la famille des Habsbourg et transformé la Double Monarchie en un État trialiste. Les éléments d'une entente germano-polonaise furent définis dans les *Polnische Blätter* (« feuilles polonaises ») que le Polonais Wilhelm Feldmann publiait à Berlin. Mais une pareille orientation s'était heurtée constamment à l'opposition des milieux nationalistes et aux militaires qui redoutaient une extension excessive de la puissance de l'empire austro-hongrois. En fait, ce fut entre la création d'un État-tampon, en apparence « libéré » — solution qui avait été préconisée par le gouverneur général allemand à Varsovie, Hans von Beseler — et l'annexion pure et simple d'une vaste bande frontalière, auparavant vidée de ses habitants polonais, qu'ont hésité les autorités allemandes; quant à Bethmann-Hollweg, il aurait été disposé à toute solution qui aurait pu faciliter la paix, sans se laisser lier les mains par un programme précis de buts de guerre. Bien que la solution austro-polonaise n'ait pas été complètement oubliée — elle reprendra forme fin 1917 grâce à Kuhlmann —, les militaires ont fait prévaloir constamment leur point de vue, qui ne laissait à la Pologne démantelée qu'une apparence de souveraineté. Comment s'étonner qu'avant même le traité avec l'Ukraine qui lui concédait le gouvernement

de Chelm, les Polonais aient considéré qu'ils avaient été entièrement leurrés par les apparentes concessions accordées?

Ces publications jetaient sur les buts de guerre allemands des vues nouvelles. En un certain sens, elles montraient l'ampleur des forces annexionnistes dans l'Allemagne en guerre, et en cela elles ont préparé l'ouvrage de Fischer. Mais par ailleurs elles laissaient le chancelier Bethmann-Hollweg en dehors du camp des annexionnistes; et elles voulaient faire la preuve qu'il avait constamment existé en Allemagne des groupements politiques modérés qui s'étaient refusés à souscrire à une politique systématique d'annexion ou de germanisation : c'était précisément sur ces points que Fischer devait rompre avec ses devanciers.

Un pas de plus vers les thèses de Fischer devait être franchi par Ludwig Dehio¹, dans ses ouvrages *Équilibre ou Hégémonie* (1948) et *l'Allemagne et la Politique mondiale au xx^e siècle* (1955). Le premier, Dehio laissait entendre qu'il « était impossible à l'historien de se contenter du jugement fallacieux, selon lequel toutes les puissances avaient concouru à la catastrophe » — ce qui permettait de fixer les « responsabilités », mais non la cause du conflit —; qu'il y avait en fait une continuité entre les deux guerres mondiales, « deux actes d'un même drame », et que toutes deux, en 1914 et en 1939, sortaient d'une volonté d'hégémonie de la part de l'Allemagne. Il montrait également que l'impéria-

lisme allemand avait été animé d'une grossière volonté de puissance, qu'aucun sentiment élevé ne l'inspirait, qu'il était demeuré entièrement stérile, bref qu'il ne pouvait être comparé, par exemple, à la volonté de défense du catholicisme qui avait animé l'Espagne de la Contre-Réforme, à l'impérialisme napoléonien, pourvoyeur d'idées libérales, ou même au prosélytisme révolutionnaire de la Russie bolchevique. Cependant Dehio avait tendance à intégrer ces deux guerres dans une longue chaîne de conflits européens pour l'hégémonie, dont Charles-Quint, Philippe II, Louis XIV, Napoléon I^{er} avaient été responsables, et qui tous se réduisaient à la lutte entre la puissance dominante sur le continent et l'Angleterre, gardienne de l'équilibre. Il évitait ainsi de donner de la structure de l'impérialisme allemand une idée précise et se contentait de dénoncer cette « démonie de la puissance » (*Dämonie der Macht*) dont avait été saisie l'Allemagne du xx^e siècle, sans en avoir parfaitement conscience et sans en être pleinement responsable. C'est ainsi que Dehio écrivait : « En occupant la Belgique, l'Allemagne s'installait, presque sans y songer, sur le théâtre traditionnel où s'étaient jouées, depuis le temps de Philippe II, certaines scènes les plus décisives de tous les grands combats pour l'hégémonie. » En expliquant les événements par une sorte de « fatalisme mystique », en présentant l'Allemagne comme « la dernière puissance hégémonique et la plus démoniaque de la vieille Europe déclinante », il enlevait à sa démonstration une grande partie de sa force convaincante.

1. L. Dehio, *Gleichgewicht oder Hegemonie*, Munich, 1948; *Deutschland und die Weltpolitik im xx. Jahrhundert*, Munich, 1955.

« *Griff nach der Weltmacht* »

Au centre de l'ouvrage de Fischer¹ et constituant la principale révélation du livre, se trouve le programme de paix que le chancelier Bethmann-Hollweg a élaboré le 9 septembre 1914, donc avant même la fin de la bataille de la Marne. Alors qu'il avait exprimé sa volonté d'éviter toute espèce de discussion au sujet des buts de guerre et qu'il s'en tenait à la thèse de la guerre « défensive » définie le 4 août — et cela pour ne pas ébranler la fidélité de la social-démocratie à la politique d'union sacrée —, le chancelier était en fait dès le début des hostilités « occupé à étendre la puissance de l'Allemagne ». S'inspirant d'idées qui avaient cours dans de nombreux milieux d'affaires allemands et en particulier auprès de l'industriel Walther Rathenau et du directeur de la Deutsche Bank, Arthur von Gwinner, adressé à Clemens von Delbrück, qui assurait alors la gestion des affaires courantes à la Chancellerie, ce programme comportait cinq thèmes principaux :

1. F. Fischer, *Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschlands 1914-1918*, Düsseldorf, 1961, 2^e éd., 1962, 3^e éd., 1964, éd. de poche 1967. Nous citons d'après la traduction française, *les Buts de guerre de l'Allemagne impériale*, Trévise, Paris, 1970, avec une préface de Jacques Droz. Compte rendu de Pierre Renouvin, « Nouvelles recherches sur la politique extérieure allemande 1914-1945 », *Revue historique*, n° 228, oct.-déc. 1962.

— la constitution d'une *Mitteleuropa* destinée à donner à l'Allemagne l'hégémonie économique sur le continent, groupant la France, la Belgique, la Hollande, le Danemark, l'Autriche-Hongrie, la Pologne et, éventuellement, la Scandinavie et l'Italie;

— la cession à l'Allemagne des gisements de minerai de fer lorrain (Briey et Longwy) ainsi que de Belfort et le démantèlement des fortifications de Dunkerque à Boulogne — si l'état-major le jugeait nécessaire —, l'imposition d'une lourde indemnité de guerre à la France et la signature d'un traité de commerce qui la placerait « sous la dépendance de l'Allemagne »;

— la transformation de la Belgique en un « État vassal », qui devrait céder Liège et Verviers, peut-être même Anvers, et recevoir sur les points stratégiques des garnisons allemandes;

— la constitution d'un vaste domaine de la *Mittel-afrika*, dont le centre serait le Congo belge;

— la constitution entre la Russie et l'Allemagne d'États tampons, qui repousseraient l'empire des tsars aussi loin que possible du monde germanique.

Le gouvernement d'ailleurs, au moment même où il définit ses buts de guerre, met au point un plan d'agitation révolutionnaire qui doit, au moment même où seront écrasées les armées françaises, contraindre l'Angleterre à envoyer outre-mer une partie de sa flotte et empêcher la mobilisation russe. Ce plan général de subversion, placé sous le contrôle du secrétaire d'État Arthur Zimmermann, est mis au point par toute une série de personnalités, comme Max von Oppenheim, directeur du Bureau des affaires musulmanes, Ernst Jackh, spécialiste des questions du Proche-Orient, le Germano-balte Paul Rohrbach, qui s'intéresse aux problèmes ukrainiens, ainsi que par de nombreux

diplomates en résidence dans les pays neutres. De grands espoirs sont placés dans le soulèvement du monde islamique, l'agitation des minorités nationales en Russie, la collaboration des révolutionnaires russes. Dans cette dernière entreprise, le rôle essentiel est joué par Parvus Halphand, qui cherche à prendre contact avec l'opposition menchevik et atteindre par elle les partis socialistes de l'Entente, ainsi que Ulrich von Brockdorff-Rantzau, alors ambassadeur allemand à Copenhague, qui estime possible à brève échéance la décomposition politique de l'empire russe.

A partir de ces données, qui rendent compte de la pensée du gouvernement au début des hostilités, Fritz Fischer va chercher à démontrer l'unité et la continuité de la politique des buts de guerre allemands : d'une part le programme de Bethmann-Hollweg a été, à peu de chose près, celui de la nation allemande tout entière; d'autre part les prétentions allemandes se sont maintenues à peu près invariables, de 1914 à 1918, quelle qu'ait été la « carte de guerre ».

1. Que le programme de paix du 9 septembre ne représentait pas la seule pensée du chancelier, mais celle des dirigeants politiques et militaires, ainsi que des milieux industriels : c'est ce que devait montrer toute une série de mémoires suscités par les premières victoires allemandes. Alors que celui de Class, président du groupe pangermaniste, allait au-delà des vues du chancelier en demandant la livraison à l'Allemagne des forts autour de Verdun et du port de Toulon, ainsi que le rejet de la Russie sur les frontières de l'empire d'avant Pierre le Grand, la plupart des exigences exposées, que ce soit par le député centriste Erzberger, l'industriel August Thyssen, le *Centralverband der deutschen Industriellen* (Association centrale des industriels allemands),

reprennent celles de Bethmann-Hollweg, qui suscite d'ailleurs de ses collaborateurs immédiats, le sous-sécrétaire d'État Wahnschaffe et le baron de Reichenberg, des projets d'études sur l'expansion de la frontière allemande vers l'Est, laissées jusqu'alors dans l'indécision. Il n'est donc pas étonnant que, emporté par la marée annexionniste, le gouvernement se refuse d'accorder la moindre audience aux premières propositions de paix qui lui sont transmises par le président Wilson : « De toute façon, répond Zimmermann, l'Allemagne désire terminer la guerre par une paix durable. Actuellement, ce désir ne pourrait être réalisé par un traité... Sa réalisation prévoit un règlement de compte non seulement avec la France, mais aussi avec la Russie et l'Angleterre. Sinon, dans quelques années, nous nous verrions contraints à une nouvelle guerre, avec la puissance de l'Entente, ce que le peuple allemand, après l'épreuve de force qu'il subit actuellement, s'efforcera d'éviter¹. »

C'est cependant à la suite de l'échec de la « guerre éclair » et après les premiers sondages de paix du côté britannique et russe, qui provoquèrent l'impression que le gouvernement désirait conclure une paix « pré-maturée », que se définirent les diverses positions au sujet des buts de guerre. La crainte de se voir frustré d'une victoire totale détermina la formation du « Mouvement pour les buts de guerre » (*Kriegszielbewegung*) dont l'initiative vint d'un « Comité de guerre de l'industrie allemande », et qui fit pression sur le gouvernement pour qu'il acceptât une libre discussion sur les buts de guerre. Le 20 mai 1915 était présenté par les six groupes économiques les plus importants du Reich

1. F. Fischer, *op. cit.*, p. 128.

un programme annexionniste d'une très grande envergure. Le 8 juillet, était adressée au chancelier une pétition de 1 347 signatures, provenant des milieux les plus divers, connue sous le nom de « manifeste des intellectuels ». Certes, ces manifestations n'enchantent pas le chancelier qui juge inopportun ces bruyantes affirmations du nationalisme allemand. Mais il faut reconnaître que les personnalités qui touchent de près le chancelier, Hans von Delbrück, Harnack et Naumann, se rangent à un programme annexionniste qui permettrait un agrandissement de la *Mitteleuropa*. Il ne faut pas se leurrer : ceux qui se prétendent « libéraux » : intellectuels comme F. Meinecke, Max et Alfred Weber, économistes comme Schulze-Goevernitz, industriels comme Albert Ballin, Walther Rathenau et Robert Bosch, qui polémiquent avec les pangermanistes dans *Das Größere Deutschland* (la plus grande Allemagne), puis dans la *Deutsche Politik* (la politique allemande), réclament pour l'Allemagne le rang de puissance mondiale. Aux yeux d'un homme comme Meinecke, l'Allemagne doit remporter la victoire, non parce que la fortune des armes lui sourira, mais parce qu'elle représente, en particulier vis-à-vis de l'Angleterre, ce peuple de « marchands », un degré de « civilisation supérieure » qu'elle met au service de l'humanité; aussi apparaît-il comme l'un des typiques représentants de ce courant d'« idées de 1914 », qui se donne pour mission de conférer à la guerre un sens « positif » et de la présenter, après Hegel et Ranke, comme un « tournoi d'énergies morales ». Même plus tard, lorsqu'il fondera, contre la nationaliste *Vaterlandspartei* (le parti de la patrie), l'organisation libérale connue sous le nom de *Volksbund für Freiheit und Vaterland* (1917), Delbrück et ses amis continuèrent à donner leur appui à une large politique

d'expansion vers l'Est. Quant aux partis bourgeois du Reichstag, ils sont d'accord pour exiger une paix d'annexion ; et en décembre 1915 le député centriste Spahn, répondant à un orateur socialiste, déclara au nom de la majorité : « Nous attendons unis, décidés, l'heure qui permettra les négociations de paix, paix qui protégera d'une façon durable les intérêts militaires, économiques, financiers et politiques de l'Allemagne, et cela dans toute leur ampleur et avec tous les moyens, y compris les acquisitions des territoires nécessaires. » Quant aux sociaux-démocrates¹, qui sont souvent intervenus contre la définition d'un programme annexionniste, beaucoup d'entre eux, comme Südekum, qui entretient d'étruits rapports avec le chancelier, admettent secrètement ou même ouvertement des buts de guerre « modérés », en Flandre et en Pologne notamment. Il faut enfin tenir compte des buts de guerre affirmés par les États secondaires allemands — la Bavière, par exemple, pour pouvoir annexer l'Alsace après la guerre, pousse le gouvernement d'empire à s'étendre en Belgique et dans les États baltes —, qui sont un facteur non négligeable des décisions gouvernementales. Si l'on excepte quelques groupes isolés de l'extrême gauche, autour de Karl Liebknecht, et une opposition pacifiste bourgeoise insignifiante, l'Allemagne tout entière a participé au vertige de l'impérialisme.

2. Le second point de la démonstration de Fischer porte sur le thème suivant : quelles que fussent les perspectives du conflit, les buts de guerre sont restés iden-

1. Sur la politique de guerre de la social-démocratie, cf. depuis la publication du livre de Fischer, *Das Kriegstagebuch des Reichstagsabgeordneten Eduard David 1914-1918* (Düsseldorf, 1965), qui montre bien sa position nationaliste, mais aussi son souci d'utiliser la guerre pour le plus grand bien de la classe ouvrière.

tiques, même aux époques où il eût apparu plus judicieux de conclure une paix de compromis ou même que la victoire semblât problématique. Aussi a-t-on pu parler d'une sorte de « continuité dans l'erreur » (*Kontinuität des Irrtums*), reposant sur une constante dépréciation de l'adversaire et une surestimation de ses propres forces. Bethmann-Hollweg devait le reconnaître lui-même en 1916 : « Depuis le début de la guerre, nous n'avons cessé de sous-estimer la force de nos ennemis. Cette faute, nous l'avons méritée du temps. Après l'étonnant développement de notre pays au cours des vingt dernières années, beaucoup d'entre nous ont succombé à la tentation de surestimer nos propres forces, qui sont, il est vrai, immenses par rapport à celles du monde entier. Tout à la joie de notre prospérité, nous n'avons pas suffisamment prêté attention à la situation des autres pays. »

Il est impossible de retracer ici dans tous leurs détails les positions du gouvernement sur les buts de guerre à travers les diverses phases des hostilités que Fischer ramène à trois principales : l'échec de la guerre éclair en 1914, la décision de la guerre sous-marine à outrance au début de 1917, les vastes possibilités ouvertes par les tractations de Brest-Litovsk au début de 1918. Ce sont ces grandes étapes qu'il faut suivre, en notant que l'accent a pu être porté de préférence sur tel ou tel point du programme d'annexion.

Pendant toute la première période, celui-ci s'est dissimulé derrière la formule des « garanties », formule qui concilie le caractère « défensif » de la guerre, affirmé le 4 août, avec l'expansion nécessaire des frontières. Bethmann-Hollweg en donne la définition au Reichstag, dans une séance du 19 août 1915 : « Nous tiendrons, Messieurs, jusqu'à ce que nous puissions imposer la

paix aux véritables fauteurs de guerre, jusqu'à ce que l'Europe soit enfin affranchie des intrigues françaises, des appétits russes et de la tutelle anglaise... Une ère nouvelle commence : le calme en Europe ne peut être obtenu que si l'Allemagne occupe une position forte et indiscutée... L'Allemagne doit ériger sa puissance, la faire telle que les autres puissances perdent l'envie de reprendre une politique d'encerclement. » Certes, pour ce qui est de l'Est, certaines revendications ont dû être dissimulées tant que Bethmann-Hollweg a eu l'espoir de signer un traité séparé avec la Russie, qui lui aurait assuré une paix « victorieuse » à l'Ouest; et ce ne fut finalement qu'en novembre 1916 que sera publiée la proclamation annonçant la création, à partir du royaume du Congrès, d'un État polonais placé sous l'égide des puissances centrales : il n'en reste pas moins qu'a été constamment poursuivie, malgré les dissensions entre Vienne qui, dans le cadre de la *Mitteleuropa*, souhaitait une Pologne gouvernée par un archiduc et intégrée sous la forme du trialisme dans la monarchie austro-hongroise, et Berlin qui veut un asservissement total, une politique qui a pour but avoué de rejeter la Russie aussi loin que possible vers l'Est, et qui a été définie en septembre 1915 par le ministre des Affaires étrangères Jagow dans le sens d'un règlement de compte entre Slaves et Germains : « L'immense empire russe, avec ses prodigieuses ressources en hommes et ses richesses matérielles, avec ses tendances à l'expansion a, jusqu'ici, pesé d'un poids très lourd sur l'Europe occidentale. En dépit du vernis de civilisation occidentale que lui a laissé Pierre le Grand et la dynastie allemande qui lui a succédé, sa culture essentiellement byzantino-orientale le sépare de la civilisation occidentale de l'Occident et le peuple russe, slavo-mongol,

demeure totalement étranger aux nations romanes et germaniques de l'Ouest... L'un de nos buts de guerre doit être le rejet de la masse russe jusqu'à la ligne Mitau-Bug¹. » Par contre, la politique des buts de guerre du chancelier se fait de plus en plus exigeante, de plus en plus coercitive quand il s'agit des territoires occupés par les armées allemandes. C'est le cas en particulier de la Belgique, dont il s'est efforcé d'abord de résoudre le sort par une négociation séparée avec le roi Albert I, « afin de mettre le monde en présence d'un fait accompli, à savoir son assujettissement à l'Allemagne sous une forme indirecte », mais qui devient progressivement, grâce à l'action du gouverneur général Bissing et du chargé de missions économiques von Lancken, un « État tributaire » : politique qui ne néglige pas, en apparence, l'opinion publique, puisqu'elle donne son appui au mouvement flamingant et cherche à renverser les rapports de force entre Wallons et Flamands, mais qui cède aux militaires sur la déportation des ouvriers belges, exaspérant l'ensemble de la population contre l'occupant. Que, dans ces conditions, l'offre de paix allemande de décembre 1916, qui n'était assortie d'aucune condition précise, n'ait été qu'une manigance pour couper l'herbe sous les pieds de Wilson, qu'œuvre de propagande à l'égard de l'opinion allemande et des neutres : c'est ce qui saute aux yeux. D'ailleurs dans sa réponse tardive aux offres américaines de médiation, le gouvernement réaffirmait avec force, le 29 janvier 1917, sa volonté d'annexer Liège, Briey et Longwy et d'acquérir d'importantes garanties en Belgique, ce qui était incompatible avec le rétablissement du *statu quo*.

1. F. Fischer, *op. cit.*, p. 124.

Le début de l'année 1917 fait entrer l'histoire des buts de guerre allemands dans une nouvelle période. Deux faits nouveaux semblent devoir dominer la vie politique allemande : la décision de la reprise de la guerre sous-marine à outrance, qui laisse espérer, avant l'intervention massive des troupes américaines, la victoire sur l'Angleterre; la première révolution russe, qui popularise la notion de paix « sans annexion ni indemnité » et qui renforce par suite l'opposition de la social-démocratie à une paix victorieuse. Dès lors l'alternative apparaît de plus en plus nette entre ce qu'il est convenu d'appeler « la paix Scheidemann » et « la paix Hindenburg ». La position du chancelier demeure pourtant inchangée : comme la guerre ne peut être gagnée qu'avec le soutien des socialistes, il obtient de l'empereur le « message de Pâques », qui laisse prévoir qu'après la guerre sera instauré le suffrage universel direct en Prusse; mais de ce fait il cristallise plus fortement encore l'opposition conservatrice qui obtient, par la déclaration du 3 mai 1917, des différentes organisations économiques, religieuses et intellectuelles, une nouvelle affirmation des buts de guerre : « Seule une paix comportant des indemnités de guerre, un accroissement de puissance et d'acquisitions territoriales peut assurer l'existence de notre peuple, sa situation dans le monde et sa liberté d'expansion économique dans l'avenir. » En fait, au cours des semaines précédentes, le chancelier s'est vu contraint par l'état-major à réaffirmer le programme d'expansion de l'Allemagne à l'Ouest et à l'Est. Provoquée par les réticences de l'Autriche-Hongrie, qui est pressée de sortir de la guerre et de conclure une paix de *statu quo*, donc d'amener l'Allemagne à envisager des sacrifices à l'Ouest, la conférence de Kreuznach (25 avril 1917) prévoit, à l'Est, l'annexion de la Lithuanie

et de la Courlande, la constitution sous le protectorat allemand d'une Pologne qui pourrait s'étendre vers l'Est, des compensations balkaniques pour l'Autriche, à l'Ouest, la vassalisation de la Belgique cédant Bruges et Liège à l'Allemagne, l'annexion d'Arlon et du bassin de Longwy-Briey, moyennant de légères compensations territoriales en Haute-Alsace¹. En présence de ce « terrifiant étalage » de l'expansionnisme germanique, Bethmann-Hollweg fit savoir dans une note restée aux Affaires étrangères qu'il ne se considérait pas tenu à poursuivre les hostilités jusqu'à la satisfaction totale de tous les points évoqués. Le texte n'en exprime pas moins l'identité profonde de vues entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil quant aux mobiles qui dictaient la poursuite des hostilités. Dès lors l'appel pathétique de Czernin adressant au gouvernement allemand sa note du 17 avril n'avait aucune chance d'être entendu : lors des conférences austro-allemandes qui se tinrent à Kreuznach le 17 et le 18 mai, Czernin dut reconnaître le bien-fondé des exigences allemandes et se contenta de voir placer la Roumanie dans la sphère de la politique austro-hongroise, après d'ailleurs que les Allemands s'y furent octroyé une situation économique prépondérante.

Certes, depuis la première révolution russe et la reprise des négociations par Erzberger et Kolyschenko en vue d'une paix séparée, il ne peut plus être ouvertement question d'annexions à l'Est : l'on pense, à côté de simples rectifications de frontières, à établir avec la Courlande et la Lithuanie, auxquelles le gouvernement provisoire de Pétrograd ne manquera pas d'accorder leur indépendance, les éléments d'une « collaboration

1. F. Fischer, *op. cit.*, p. 359.

militaire, politique et économique », tout en leur laissant une « autonomie interne »; politique qui sera poursuivie après la signature du traité de Brest-Litovsk. Mais, pour le moment, l'offensive Broussilov (juin 1917) rend illusoire ces projets prometteurs. Les doutes grandissants sur l'efficacité de la guerre sous-marine provoquent dans l'opinion allemande, au cours de l'été, une crise très grave, dont témoigne le discours d'Erzberger au Reichstag en faveur d'une paix négociée (6 juillet), suivie de peu par la démission de Bethmann-Hollweg, victime de la méfiance de la gauche progressiste et des attaques de l'état-major, qui menace de donner sa démission si le chancelier reste au pouvoir. Est-ce un revirement dans la politique des buts de guerre? Il apparaît en fait que Erzberger ne renie en rien les ambitions allemandes, qu'il souhaite seulement obtenir par la voie diplomatique; et d'ailleurs l'initiative de Erzberger est désavouée quelques jours plus tard par son propre parti, le centre. Bien plus, l'on assiste à la reconstitution, sous le nom de *Vaterlandspartei*, du regroupement de tous les partisans de la guerre à outrance, de Tirpitz à Dietrich Schäfer. Quant au gouvernement, que préside le chancelier Michaëlis, il ne s'éloigne pas des directives de l'état-major, s'il est vrai que le nouveau ministre des Affaires étrangères, Richard von Kühlmann, adopte, sur une bonne partie des problèmes, « une position qui s'oppose à la conception généralement admise en Allemagne depuis 1914 ». Au cours des discussions qui se poursuivent à Berlin en août 1917, et où Czernin expose à nouveau l'état d'épuisement de son pays et sollicite des sacrifices allemands sur la question d'Alsace-Lorraine, il se heurte à une fin de non-recevoir. Lors de la proposition de paix du pape, le conseil de Bellevue du 11 septembre interprète la

demande de précision de l'Angleterre au Saint-siège comme un aveu de faiblesse — « l'Angleterre se range, elle a perdu la partie¹ », note l'empereur —; et il ordonne au chancelier de ne rien promettre qui puisse mettre en cause la sécurité économique et militaire de l'empire en Belgique. Dans une lettre à Hindenburg, Michaëlis peut se donner le luxe de damer le pion aux pangermanistes : « Il faut représenter à ces gens... tout ce que nous leur assurons : la certitude de pouvoir tirer des régions occupées les matières premières qui nous sont indispensables; des marchés favorables et d'excellentes conditions de transport par fer et par eau, des emplacements privilégiés dans le port d'Anvers, de l'influence sur la population flamande déjà bien disposée envers nous. Nous sommes libérés de réparations de dommages de guerre; nous écartons l'influence anglaise des côtes de Flandres et du Nord de la France; nous retrouvons nos colonies ou leur équivalent. Ajoutez à cela tout ce que nous gagnons à l'Est à tous les points de vue, politique, économique et militaire². »

La seconde révolution russe va ouvrir à l'Allemagne, en novembre 1917, des perspectives grandioses, maintenant que la paix à l'Est est « à portée de la main ». D'où résulte toute une série de mémoires et de conférences destinés à préparer les pourparlers avec les bolcheviks, où s'expriment les conceptions diverses que l'on se fait à Berlin des rapports entre les deux paix : établira-t-on, comme semblent le souhaiter l'empereur et les militaires, un traité d'alliance et d'amitié? S'intéressera-t-on surtout à la Pologne et aux pays baltes, comme le veut le chancelier Hertling? Ou mettra-t-on

1. F. Fischer, *op. cit.*, p. 430.

2. *Ibid.*, p. 431.

l'économique au premier plan, à l'instigation des industriels? En tout cas, Kühlmann, qui n'a pas confiance dans la stabilité du nouveau régime, est décidé, en s'appuyant sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à saper la paix sans annexions : « Mon intention, écrivait-il, était d'empêtrer Trotsky dans une discussion sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et sur son application. Je voulais ainsi obtenir des concessions territoriales grâce au droit de disposition des peuples. » Aussi les traités qui sont signés à Brest-Litovsk ouvrent-ils la voie à de nouveaux buts de guerre, infiniment plus vastes que les précédents.

C'est ainsi que la paix avec l'Ukraine, du 9 février 1918, fut fort loin d'être seulement une « paix alimentaire » (*Brotfrieden*) mais, grâce aux indications fournies aux Allemands par le général von Bartenwerffer, elle renferme des stipulations politiques qui touchent la stratégie mondiale; l'Ukraine indépendante formera un écran entre la Russie et les Balkans, rendant vaine la poussée traditionnelle vers les détroits; elle provoquera des divergences avec la Pologne, sur laquelle se maintiendra un perpétuel état de pression; elle permettra l'achèvement de la voie Berlin-Bagdad. La position de force où l'a placée le traité avec la Russie, signé le 3 mars, lui permet de disposer des ressources minières et forestières de la Finlande, où elle établira des bases navales; elle s'est assuré la mainmise sur le pétrole roumain. Mais elle voit plus loin encore : après avoir liquidé la Rada et constitué un gouvernement avec l'hetman Skoropadski, elle entreprend une exploitation systématique des ressources de l'Ukraine ; des zones de colonisation allemande sont prévues en Crimée, vers le Don et dans le Kouban; en Transcaucasie, qui se constitue en État indépendant, la pénétration allemande est activement

poussée, le port de Batoum est occupé, et le pays est envisagé, comme l'écrit Guillaume II en janvier 1918, comme une « menace pour l'Angleterre » aux Indes. Ludendorff définira la possession des pétroles de Bakou comme l'un des buts de guerre essentiels de l'Allemagne. Enfin, ce qui reste de la Russie, le gouvernement désire le faire passer dans l'orbite de la *Mittel-europa*. Valait-il mieux à cet effet s'entendre avec les adversaires des bolcheviks, comme le souhaitait Hellferich, devenu ambassadeur à Moscou? Ou devait-on poursuivre l'entente avec Lénine et Trotsky, comme le souhaitait la *Wilhelmstrasse*? C'est cette seconde solution qui fut retenue et qui devait conduire à la négociation du traité additionnel du 20 août 1918, aggravant les conditions de Brest-Litovsk. L'expansion des ambitions allemandes vers l'*Ostraum* (espace à l'Est) ne diminue en rien l'intérêt porté à l'Ouest. Au début de l'année 1918 est écartée par l'état-major une démarche tentée par les libéraux Naumann et Jäckh favorables à une paix de compromis par la renonciation de la Belgique; et Ludendorff se contentera de donner son assentiment aux projets du major von Haeften, qui organise en Allemagne une mascarade de meetings « pacifistes » pour faire retomber sur l'Angleterre la responsabilité du conflit. Au moment où l'Allemagne va lancer l'offensive qui doit lui assurer à l'Ouest la victoire définitive, elle a devant les yeux un « imperium » aux dimensions immenses. La vision s'étend à un vaste empire colonial africain, allant d'un côté à l'autre du continent, avec de larges bases navales sur l'Atlantique et sur l'océan Indien. Le projet, fixé par Jean Albert au nom de l'Association coloniale allemande, est enregistré par le ministre des Colonies, Solf. « Au cours des siècles, l'Amérique du Nord et l'Australie ont été anglicisées, l'Amérique

du Sud latinisée. Le temps est proche où l'Allemagne aura la force de germaniser l'Afrique », écrit alors un puissant industriel de Cologne. Dans ce programme, ce sont évidemment les richesses minières du Katanga qui intéressent le plus l'Allemagne¹.

Les avertissements de Kühlmann à la tribune du Reichstag, le 28 juin 1918, à la suite du déroulement malheureux de la dernière offensive sur le front ouest, préparant l'opinion à « accepter éventuellement une paix de compréhension » — discours qui provoqua sa chute —, étaient-ils de nature à modifier la politique des buts de guerre de ceux qui avaient le pouvoir en Allemagne? La conférence qui se réunit à Sap (2-3 juillet 1918) reprit les thèmes antérieurs : à l'Ouest les annexions se limitent à Briey-Longwy et à Luxembourg, mais l'Allemagne veut toujours obtenir la suprématie en Belgique, à l'aide d'une union douanière, d'une communauté ferroviaire, de la politique flamande. Ce n'est qu'à partir de septembre que, dans les milieux économiques d'abord, au gouvernement ensuite, on envisage une nouvelle orientation à donner aux buts de guerre : l'on maintient ceux relatifs à l'*Ostraum*, tout en se montrant disposé à un compromis à l'Ouest, tout en suggérant la possibilité d'une entente avec les puissances occidentales contre la Russie bolchevique. Dans un discours prononcé à Stuttgart, le vice-chancelier von Payer, qui passe pour un libéral, tente de sauver la paix allemande à l'Est (« A l'Est, nous avons la paix et nous voulons la conserver, peu importe que cela plaise à nos ennemis ou non »), contre une renonciation des ambitions à l'Ouest : le gouvernement ne s'opposera pas à l'évacuation de la Belgique, où

1. F. Fischer, *op. cit.*, p. 582-584.

l'influence allemande pourra être conservée grâce aux liens établis avec les Flamands¹!

Alors que Fritz Fischer n'a pas cru devoir donner une conclusion à son ouvrage, il nous revient de rechercher quels éléments nouveaux il apporte à l'histoire allemande à l'époque de la Première Guerre mondiale. Deux thèmes majeurs, semble-t-il, doivent être retenus, l'un concernant l'impérialisme allemand, le second la personnalité du chancelier Bethmann-Hollweg.

L'étude des buts de guerre ne peut être séparée, dans l'analyse de Fischer, de l'ensemble de la politique d'avant-guerre ni de celle qui a suivi la guerre. Pour ce qui est de la période qui précède août 1914, bien que Fischer n'ait consacré qu'une courte introduction aux origines de la guerre et à la crise de juillet et qu'il n'apporte guère dans ce domaine de véritables révélations, il ne manque pas toutefois de consacrer une étude aux forces conservatrices (armée, Université, Églises) et aux groupements économiques qui exercent une pression constante sur le gouvernement; il montre que l'isolement allemand est le fruit de sa *Weltpolitik* et de l'inquiétude qu'elle crée dans le monde; il estime que l'idée d'une guerre « préventive » faisait de sérieux progrès en 1914 et que par la suite le gouvernement n'a rien fait pour empêcher la guerre quand la menace en est apparue, que le « chèque en blanc » donné à l'Autriche signifiait son acceptation du risque de guerre européenne, que la seule préoccupation du chancelier était de faire retomber l'apparence de la responsabilité allemande.

1. F. Fischer, *op. cit.*, p. 631.

sabilité sur la Russie, afin de conserver la neutralité de l'Angleterre et de ne pas braquer la social-démocratie. Fischer résume sa thèse en ces termes : « L'Allemagne, confiante dans sa supériorité militaire, ayant voulu, souhaité et appuyé la guerre austro-serbe, prit sciemment le risque d'un conflit militaire avec la France et la Russie. Le gouvernement portait ainsi la responsabilité historique de la guerre mondiale. La tentative de l'Allemagne d'arrêter en dernière minute cette fatalité ne diminue pas sa part de responsabilité. Ce n'est d'ailleurs que la menace d'une intervention anglaise qui donna lieu aux démarches allemandes à Vienne : ces démarches furent tentées, sans grande conviction, trop tard et aussitôt annulées¹. » Fischer cite les opinions de très nombreux hommes d'État, qui ont participé aux événements et qui ont été convaincus de la responsabilité majeure du Reich : les Autrichiens Czernin et Bernreither, le directeur de la Deutsche Bank, Arthur von Gwinner, l'industriel Albert Ballin, et sans doute Bethmann-Hollweg lui-même. Il en conclut : « On ne peut considérer isolément la politique allemande de juillet 1914. Elle n'apparaît sous son vrai jour que lorsqu'on la regarde comme un lien entre la politique des buts de guerre depuis août 1914². » Quant à l'Allemagne d'après-guerre, en reprenant à son compte la thèse de la non-culpabilité majeure de l'Allemagne défendue par ses historiens et ses hommes d'État, elle sera toute prête à faire siennes les mêmes ambitions et les mêmes erreurs.

La seconde conclusion à laquelle invite Fischer, c'est à une révision de l'image traditionnelle que l'his-

1. F. Fischer, *op. cit.*, p. 100.

2. *Ibid.*, p. 103.

toriographie allemande se faisait de Bethmann-Hollweg. Celle-ci présentait le chancelier comme un homme d'État pondéré¹, dont la politique d'avant-guerre avait été dominée par le souci de s'assurer la neutralité anglaise et d'intégrer progressivement la social-démocratie dans l'État, en tout cas extrêmement éloignée des outrances et des exclusives des milieux pangermanistes. Ces milieux d'ailleurs avaient contribué par leurs attaques sans mesure contre le chancelier, à qui ils reprochaient de faire fi de la grandeur allemande, à accréditer cette opinion; la Commission d'enquête créée par l'Assemblée de Weimar et destinée à faire la lumière sur les causes de la défaite allemande avait fait état également de l'opposition irréductible entre Bethmann-Hollweg et les milieux de droite, rendus responsables par lui des programmes insensés d'annexions publiés pendant la guerre. Le chancelier n'avait-il pas dit à Max de Bade peu avant la fin des hostilités : « Le monde sait que je n'ai jamais été en faveur de l'annexionnisme et la preuve en est la haine que me vouent ses apôtres »? Otto Erich Volkmann, expert auprès de la Commission d'enquête, a prétendu que « le chancelier était prêt pendant toute la guerre à signer une paix revenant au *statu quo ante* ». Les mémoires de Bethmann-Hollweg contribuèrent également à accréditer cette opinion. Certes, il avait été mis en avant que, souvent indécis et faible, le chancelier avait été amené à céder parfois aux injonctions de l'état-major et des groupes de pression économiques.

1. La meilleure biographie, antérieure à l'ouvrage de Fischer, est celle de H. G. Zmarzlik, *Bethmann-Hollweg als Reichskanzler 1914* (Düsseldorf, 1957), qui souligne les qualités de tacticien du chancelier dans le domaine de la politique intérieure et sa capacité à évaluer les situations les plus difficiles.

mais son désir profond de paix n'avait pas été mis en doute, même par un historien aussi critique que Hans Gatzke. Or, prenant le contre-pied de la thèse traditionnelle, Fischer présente Bethmann-Hollweg comme l'homme d'État qui a conduit délibérément l'Allemagne dans la guerre et qui, après avoir fixé une fois pour toutes les buts de guerre de l'Allemagne, a travaillé de façon tenace à en assurer la réalisation, même si dans la pratique il a pu paraître prudent, circonspect et souple dans ses méthodes, et si parfois il a pu donner le change, à des fins tactiques. Bethmann-Hollweg aurait-il même voulu changer de politique, il aurait été le prisonnier des groupes sociaux qui étaient prépondérants dans l'Allemagne wilhelmienne, dont il était l'émanation et dont il a exécuté les intentions. Peu importe d'ailleurs, aux yeux de Fischer, les « états d'âme » de Bethmann-Hollweg : représentant d'un système, dans lequel les intérêts économiques, militaires et politiques de l'Allemagne se conjuguaient pour faire de l'Allemagne une puissance mondiale, il a accepté en prenant la Chancellerie les conditions qui lui étaient faites. Selon lui, il n'y eut pas changement de politique en 1917, lorsque Hindenburg et Ludendorff prirent effectivement le contrôle du gouvernement, et la chute du chancelier, due à une intrigue qui a provisoirement rapproché les parlementaires de gauche et l'état-major, n'a pas modifié la politique allemande des buts de guerre.

C'est sur ces orientations nouvelles de l'interprétation historique qu'allait prendre naissance une vaste polémique, qui devait amener à son tour Fritz Fischer à compléter et à préciser nombre de ses assertions.

Les polémiques contre Fischer

Qu'un tel ouvrage ait provoqué parmi les historiens allemands de vives réactions, il n'y a à cela rien d'étonnant, d'autant plus que rien ne laissait prévoir cette offensive et que l'opinion, profondément secouée par les problèmes de l'hitlérisme, gardait une bonne conscience, quant aux origines de la guerre de 1914. Le sociologue Rulf Dahrendorf attribue en effet l'intensité des polémiques au fait que les Allemands ont senti osciller sur ses bases la conception qu'ils se faisaient de leur propre passé et la justification qu'ils donnaient, depuis près d'un demi-siècle, à leur histoire. Les premiers échos publics de cette polémique retentirent lors du Congrès des historiens allemands à Berlin-Dahlem en 1964, où plusieurs spécialistes étrangers, invités à cette réunion, furent témoins du scandale que les thèses de Fischer avaient provoqué auprès des historiens de la génération précédente, mais aussi du succès qu'elles rencontraient dans les milieux plus jeunes et de la révision générale des valeurs qu'elles avaient suscitée. Le conflit devait se prolonger au sein du XII^e Congrès des sciences historiques à Vienne, l'année suivante, où Gerhard Ritter, qui ne fut pas personnellement présent, développa sa réfutation dans une communication sur « les problèmes de la Première Guerre mondiale ».

A la même époque, un document publié dans l'officielle *Bundeszentrale für politische Bildung* (Centrale fédérale pour la culture politique) mettait en garde les professeurs d'histoire contre les conceptions de Fischer. Au cours d'une série de conférences que Fritz Fischer avait faites aux États-Unis en 1964, sur l'invitation du Council of Learned Societies, il avait déjà subi le contrecoup de la mauvaise volonté du gouvernement de Bonn à son égard, victime d'une série d'intrigues qui tendaient à mettre en doute sa probité intellectuelle et son objectivité d'historien.

Il est fort difficile de classer l'ensemble de l'argumentation qui a tenté de réfuter les thèses de Fischer, car une bonne partie est uniquement polémique, une autre dictée par la crainte que le renom même de l'Allemagne ne soit compromis par la nouvelle interprétation, une troisième enfin par cette simple allégation que l'analyse de Fischer repose sur une étude trop « textuelle », trop « fétichiste » des documents et ne laisse pas de place à l'étude « psychologique ».

Parmi les contradicteurs de Fischer, le plus modéré fut Hans Herzfeld¹, qui se contenta de démontrer qu'il y avait chez Fischer confusion entre la continuité « externe » des buts de guerre et la continuité « interne », et que ce qui fut dit officiellement ne préjuge pas des sentiments profonds des hommes d'État, qui étaient de tout autre nature que ceux des militaires. S'appuyant sur les mémoires de l'amiral Georg

1. H. Herzfeld, « Zur deutschen Politik im Ersten Weltkrieg. Kontinuität oder Permanente Krise », *Historische Zeitschrift*, 191, 1960. L'article de Herzfeld répondait à un article de Fischer : « Deutsche Kriegsziele. Revolutionierung oder Separatfrieden im Osten », *Historische Zeitschrift*, 188, (1959), où il avait exposé certaines de ses vues avant la publication de *Griff nach der Weltmacht*.

von Müller, *Regierte der Kaiser?*¹ (le kaiser gouvernait-il?), Herzfeld démontrait la carence du gouvernement impérial pendant la guerre, l'indécision et les contradictions dont il a fait preuve ne permettant pas de conclure à l'unité et à la continuité des buts de guerre, mais seulement à la « continuité dans l'erreur ». Quant à l'historien Ludwig Dehio², qui dans ses précédents ouvrages avait ouvert la voie aux analyses de Fischer, il admettait qu'il y eut de la part de l'Allemagne, depuis 1898, volonté de briser la suprématie maritime de l'Angleterre; mais que, une fois cet espoir déçu, l'Allemagne s'était rabattue sur des buts de guerre continentaux, rendus nécessaires par l'organisation d'une « forteresse assiégée », de caractère strictement conservatoire et défensif, bien que les annexions au temps de Brest-Litovsk pussent faire croire le contraire, que des hommes comme Bethmann-Hollweg et Kühlmann avaient souhaité traiter, mais qu'ils s'étaient trouvés devant une Angleterre dont la politique traditionnelle était la destruction de la puissance dominante sur le continent et qui n'aurait à aucun prix consenti au retour au *statu quo*; bref qu'il y avait eu de la part de la diplomatie allemande une constante erreur de calcul (*permanente Fehleinschätzung*) relativement à l'attitude de la grande puissance maritime.

D'autres ont adressé à Fischer le reproche de s'être contenté d'étudier les buts de guerre allemands, sans se préoccuper de ceux des Alliés, de s'être refusé à une comparaison dont il serait ressorti, selon Golo

1. G. A. von Müller, *Regierte der Kaiser? Kriegstagebücher, Aufzeichnungen und Briefe*, publié par Walter Goerlitz, Göttingen, 1959.

2. L. Dehio, « Deutschlands Griff nach der Weltmacht. Zu Fritz Fischer's Buch über den Ersten Weltkrieg », *Der Monat*, 161, février 1962.

Mann¹, que les buts de guerre allemands n'étaient pas essentiellement différents de ceux des Français ou des Russes. A cet égard l'attaque la plus poussée fut celle de Erwin Hözle², pour qui l'isolement dans lequel Fischer tient l'Allemagne aboutit à accabler de façon scandaleuse son propre pays, en donnant l'impression fallacieuse qu'il eût suffi que l'Allemagne proposât des conditions raisonnables de paix pour que celles-ci fussent acceptées, alors que les puissances alliées ont à plusieurs reprises formulé leur volonté d'« écrasement » (*Entmachung*) de l'Allemagne, et souhaité sa disparition en tant que grande puissance : attitude qui excluait entièrement toute paix négociée³. L'Entente, explique Hözle, s'est constamment opposée à toute tentative de paix qui n'aurait pas reconnu la défaite totale de l'Allemagne; et les propositions de Wilson en décembre 1916 furent considérées comme une sorte d'« offense » (*Beleidigung*). A-t-on le droit de faire une étude des nations en guerre qui ne soit pas une étude universelle?

Beaucoup plus graves encore étaient les attaques qui étaient lancées par un certain nombre d'historiens, qui reprochaient à Fischer d'avoir présenté les hommes d'État allemands de 1914 comme les précurseurs de Hitler, d'avoir établi une sorte de continuité de la politique allemande entre 1914, 1925, 1939, entre Bethmann-Hollweg, Stresemann et Hitler. C'est en ce

1. G. Mann, « Der Griff nach der Weltmacht », *Neue Zürcher Zeitung*, 28 avril 1962.

2. E. Hözle, « Griff nach der Weltmacht », *Historisch Politisches Buch*, 1962.

3. Sur les buts de guerre de l'Entente, cf. A. J. P. Taylor, « The War Aims of the Allies in the First World War », *Essays presented to Sir Lewis Namier*, Londres, 1956; P. Renouvin, « Les buts de guerre du gouvernement français 1914-1918 », *Revue historique*, mars 1966.

sens que s'exprimaient des historiens comme Michael Freund et Golo Mann, qui reprochaient à Fischer de rejoindre l'historien anglais A. J. P. Taylor, dont on sait qu'il cherchait dans le passé allemand des excuses à la barbarie hitlérienne. « Ce livre, écrivait M. Freund¹, est un symptôme inquiétant, parce qu'il laisse entendre que toutes les folies de la propagande allemande sur le mensonge de la guerre et les illusions de ces années frémissantes étaient encore à réfuter. Nous vainquons toujours en vain, et nous sommes toujours vaincus en vain. Nous faisons toutes nos folies une seconde fois, mais à l'envers. Fischer veut nous montrer que nous n'avons pas été attaqués en pleine paix, que nous ne sommes pas partis en guerre, les yeux fermés, du fait de l'absurde aventure austro-serbe. Ainsi, l'on en est arrivé à une absurdité aussi grande que le mensonge de la non-culpabilité allemande des années après 1918; l'on en est arrivé au simple retournement de ce mensonge de la non-culpabilité, l'affirmation de la non-culpabilité des Alliés sous sa forme la plus grossière... De la réfutation de mensonges oubliés ce livre veut faire une nouvelle vérité. Il greffe la question des responsabilités de la Seconde Guerre mondiale sur la Première. »

Dans cet immense champ de polémique², l'attention se portera en particulier sur les historiens qui ont su opposer à Fischer un système rigoureux de pensée, fondé sur une interprétation raisonnée des problèmes soulevés par la Première Guerre mondiale.

Ces historiens sont d'ailleurs ceux qui, avant même que Fischer n'avançât ses thèses « provocatrices »,

1. M. Freund, « Bethmann-Hollweg, der Hitler des Jahres 1914? » *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 28 mars 1964.

2. Sur l'ensemble de la polémique, cf. E. Lynar, *Deutsche Kriegsziele 1914-1918*, « Wir Diskutieren XII », Francfort et Berlin, 1964.

avaient eux-mêmes remis en question le problème des origines de la guerre et cherché à apporter une nouvelle interprétation; il s'agit de Gerhard Ritter, d'Egmont Zechlin et de Karl Dietrich Erdmann.

Gerhard Ritter

L'on ne peut comprendre la critique adressée par Gerhard Ritter aux thèses de Fritz Fischer¹ que si on les replace dans le cadre général de son œuvre historique. Or celle-ci est centrée autour de cette idée, que le national-socialisme doit être entièrement dissocié des traditions politiques allemandes, et plus précisément des traditions prussiennes. Cette démonstration, l'historien de Fribourg l'a menée avec une conscience d'autant meilleure que, constamment hostile à l'hitlérisme, ami d'un grand nombre de résistants, enfermé par la Gestapo de novembre 1944 à avril 1945 et traduit devant le tribunal du Peuple, il avait le sentiment que lui-même, élevé dans des convictions nationales et conservatrices, représentait ces valeurs que la dictature de Hitler avait mises en question. Dans l'ouvrage *Carl Goerdeler et le Mouvement allemand de résistance*² (1955) il avait soulevé le problème moral qui s'était posé à tant d'Allemands, et en particulier à tant d'officiers allemands : décider à quel moment et dans quelles conditions la résistance devient

1. G. Ritter, « Eine neue Kriegsschuldthese. Zu Fritz Fischers Buch *Griff nach der Weltmacht* », *Historische Zeitschrift*, 194, 1962.
 2. G. Ritter, *Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung*, Stuttgart, 1955.

un devoir, une exigence éthique, malgré le serment prêté au *Führer*. Il s'agissait donc pour lui, dans son œuvre d'après-guerre, de sauvegarder ce qui faisait la valeur de l'héritage national et de bien montrer qu'il n'était en rien responsable de cette folie démentielle qui s'était abattue sur l'Allemagne entre 1933 et 1945. Le national-socialisme était, à ses yeux, un phénomène de caractère imprévisible — comme d'ailleurs le fascisme italien et le bolchevisme en Russie — qui avait pu se développer dans des pays où avaient entièrement disparu les autorités historiques et au sein d'un régime démocratique qui conférait à un « chef » des pouvoirs illimités au nom de la souveraineté populaire¹.

« J'estime, écrit Ritter, en conclusion de son ouvrage *l'Europe et la Question allemande*² (1948), que l'affirmation mille et mille fois répétée, selon laquelle le peuple allemand se serait précipité dans la tyrannie hitlérienne en vertu d'une aptitude particulièrement développée à l'obéissance, en vertu d'une disposition héréditaire à une soumission servile, est plus que douteuse. L'histoire de l'Allemagne renferme des exemples de servilité à l'égard du pouvoir, aussi bien de la part d'individus isolés que de la masse, mais aussi des témoignages d'indépendance et de courage inébranlable — exactement comme les autres peuples. Si l'histoire allemande présente au XIX^e siècle des cas moins nombreux de

1. Cette idée que le national-socialisme a été un phénomène européen, qui trouve son origine dans la décomposition des valeurs morales du fait de la poussée des forces démocratiques dans un monde utilitaire et matérialiste, a été défendue par plusieurs historiens, en particulier par H. Rothfels dans *The German Opposition to Hitler*, Chicago, 1962. Aussi ces historiens n'admettent d'autre forme de résistance à l'hitlérisme que celle pratiquée par les conservateurs, désireux de restaurer ces valeurs morales, et condamnent formellement celle qui a été pratiquée par les milieux de gauche.
 2. G. Ritter, *Europa und die deutsche Frage*, Munich, 1948.

révolution que la France, il y a lieu de se demander s'il faut tout attribuer à une disposition innée ou acquise pour la servilité, et non plutôt à ce fait que les Allemands avaient moins de raisons que les Français de se révolter contre l'autorité monarchique. » Appliquant son analyse au luthérianisme, dont il a été dit fréquemment qu'il exigeait de la part du citoyen une obéissance illimitée à l'égard de l'autorité séculière, dont la mission est sur terre de châtier et de punir, il a cherché à démontrer que ce sont des conditions politiques différentes de celles de l'Angleterre et de la France qui, en Allemagne, ont interdit aux protestants toute revendication contre les pouvoirs établis.

Plus importante encore est aux yeux de Ritter la démonstration que le prussianisme est innocent des ambitions démentielles qui seront plus tard celles des milieux pangermanistes et des nationaux-socialistes. Dans la dernière édition de son livre sur Frédéric le Grand¹ (1954), il démontrera que le roi de Prusse ne s'est jamais laissé dominer par la caste militaire, mais qu'il a fait une politique de « cabinet », menant la guerre avec des moyens et des fins limités, sans passion et sans haine, contrôlant sa volonté de puissance par l'exercice de sa raison, cherchant seulement à assurer à son pays des avantages qui amélioreraient sa situation diplomatique et militaire dans le concert des grands États. La guerre n'était à ses yeux qu'« un instrument » de la politique, et en aucun cas il ne saurait être assimilé aux théoriciens modernes de la « guerre totale ». Ce n'est point Frédéric II, selon Ritter, qui a développé l'esprit du militarisme conquérant; mais c'est l'idéo-

1. G. Ritter, *Friedrich der Grosse. Ein historisches Profil*, Heidelberg, 2^e éd. 1954.

logie nationale et libérale, issue de la Révolution française, qui a transformé les guerres en « croisades » contre un adversaire dont on recherche la destruction totale : état d'esprit que l'on retrouvera par exemple au cours des guerres de délivrance dans l'état-major de Blücher, chez des hommes comme Gneisenau et Arndt qui voulaient l'anéantissement complet de la France, ou plus tard au sein du Parlement démocratique de Francfort.

Dès lors le problème du militarisme est devenu le thème essentiel de la pensée historique de Ritter. C'est à lui qu'il consacre son grand ouvrage, *Staatskunst und Kriegshandwerk*¹, au cours duquel le militarisme est défini comme la prépondérance donnée, au sein du gouvernement, aux préoccupations techniques de la conduite de la guerre, et par conséquent aux exigences des militaires, sur les intérêts politiques et la raison d'État. Dans la même optique que dans son *Frédéric le Grand*, Ritter consacre son premier tome à montrer combien la véritable tradition prussienne, incarnée par Bismarck, est éloignée des méthodes qui ont prévalu plus tard. Bismarck en effet n'a pas cessé de considérer la guerre comme un instrument de sa politique, dont il reste maître de limiter l'usage et la durée, sachant arrêter le combat quand l'intérêt national l'exige, refusant de se laisser entraîner par l'exaltation nationale au-delà des impératifs que lui dicte l'intérêt majeur de l'État. D'où le conflit qui l'a opposé à l'époque de la guerre de 1870 à Moltke : la guerre doit-elle être menée selon sa logique propre, c'est-à-dire en vue de la destruction totale de l'adversaire, la diplomatie étant en temps de guerre soumise aux nécessités de la stratégie;

1. G. Ritter, *Staatskunst und Kriegshandwerk*, 4 vol., Munich, 1954-1968.

ou, au contraire, doit-elle être subordonnée au primat de la politique? Il est impossible en tout cas de voir dans le fondateur de l'unité allemande, qui est constamment demeuré hostile à la « guerre totale », indifférent à la passion nationale et à la soif des conquêtes, le précurseur de la politique d'aventure qui sera celle des groupes pangermanistes et des hitlériens.

Malheureusement la situation politique s'est détériorée sous Guillaume II, qui a vu apparaître l'ère du militarisme. Une telle évolution était prévisible dans une société de plus en plus sensible au prestige de l'armée, où la bourgeoisie était désireuse de s'élever, par l'intermédiaire du corps des officiers de réserve, dans les classes supérieures, et où la « caste militaire » manifestait le plus profond mépris à l'égard des institutions et des fonctionnaires civils. Dans les grandes affaires politiques, les autorités civiles capitulent dorénavant devant les exigences des états-majors, sans même chercher à leur opposer une doctrine. La démonstration en est particulièrement poussée par Ritter à propos de la politique navale de Tirpitz et surtout du plan Schlieffen, auquel il a consacré une longue étude. Contre la thèse défendue par un certain nombre de disciples de Schlieffen, et en particulier le général Gröner, selon laquelle le fameux plan, recette assurée de victoire, aurait été mal appliqué en 1914 par le maréchal Moltke, qui aurait affaibli l'aile droite de l'armée au profit de la gauche, Ritter démontre que, d'une part, le plan était une conception hasardeuse, puisqu'il ne comportait aucune solution de rechange au cas où les armées allemandes ne parviendraient pas à leurs fins à l'Ouest, d'autre part — et c'était là l'essentiel —, qu'il constituait une grave faute politique, puisque d'une guerre défensive menée pour la défense des intérêts germaniques

contre la Russie, il faisait une guerre offensive contre la France; que, par l'invasion de la Belgique, il faisait passer l'Allemagne pour l'agresseur; et enfin que la nécessité d'agir vite ne laissait aucune place aux négociations diplomatiques et forçait la main aux civils. De ces désastreuses conséquences, Schlieffen, homme de conscience et qui avait fourni une somme de travail considérable, ne pouvait être rendu responsable. La responsabilité réside dans un système qui plaçait l'armée sous le commandement du seul empereur et qui n'autorisait aucun contrôle des plans militaires par les autorités civiles.

Cependant le militarisme n'a pas encore en 1914 gagné entièrement la partie. Le chancelier Bethmann-Hollweg, dont Fischer a voulu faire un allié des annexionnistes pendant la Première Guerre mondiale, est aux yeux de Ritter un homme d'État pondéré, auteur d'une politique prévoyante et modérée, conscient de ses responsabilités vis-à-vis de son empereur et du peuple allemand. N'est-ce pas lui qui avait écrit au Kronprinz en novembre 1913 : « Dans une guerre future, qui n'aurait pas été engagée sans motif contraignant, se trouverait mise en question non seulement la couronne des Hohenzollern, mais encore l'avenir même de l'Allemagne... Jouer avec le sabre, sans que soient menacés l'honneur, la sécurité et l'avenir du pays, n'est pas seulement téméraire, mais encore criminel. » La politique de Bethmann-Hollweg doit s'interpréter en opposition avec celle des milieux pangermanistes et de celle de l'état-major, s'il est vrai qu'il a été, malgré ses concessions, finalement vaincu dans la lutte qui les a opposés.

Portant la discussion sur la crise de juillet 1914, Ritter estime qu'en donnant le 6 juillet à l'Autriche des

assurances de soutien, Bethmann-Hollweg voulait se conserver un allié, le seul qu'il eût sur le continent, alors que celui-ci avait été abandonné deux ans plus tôt; d'ailleurs l'opinion allemande n'aurait pas consenti à un nouvel abandon de l'Autriche. Le chancelier a vraiment souhaité une « localisation » du conflit; et c'est pour éviter une conflagration générale qu'il a pressé Vienne d'entreprendre rapidement une action énergique contre la Serbie. Son attitude a donc été strictement défensive : loin de lui la pensée de provoquer une guerre pour établir sur l'Europe une pré-tendue hégémonie ou même pour conquérir de nouveaux territoires. Son tort a été de ne pas garder le contrôle de la politique austro-hongroise, alors que l'action déclenchée contre la Serbie risquait d'entraîner l'intervention russe, de n'avoir pas laissé se développer une action diplomatique de la dernière heure, de n'avoir pas détourné, le 30 juillet, l'Autriche-Hongrie de son action agressive par une note catégorique. Il a été finalement la victime des exigences de l'état-major qui lui montrait, par la bouche de Moltke, la nécessité d'engager au plus vite les hostilités contre la France; et il s'est laissé conduire par des considérations techniques, issues du plan Schlieffen, qui ont finalement rendu impossible la médiation de l'Angleterre. Encore dans le calcul des responsabilités du gouvernement allemand, faut-il tenir compte, selon Ritter, de la situation centrale de l'Allemagne, seule puissance à avoir fait face à une guerre sur deux fronts.

C'est également cette abdication progressive devant les militaires qui constitue, aux yeux de Ritter, la trame de l'histoire allemande pendant la Première Guerre mondiale, et dont il a montré les péripéties au tome III de son grand ouvrage. Vouloir faire du chancelier,

malgré le programme du 8 septembre, un patriote dont le cœur a battu pour la cause de l'annexionnisme, relève, pour lui, de la plus haute fantaisie. Sa préoccupation constante à partir de septembre 1914 — et il ne tardera pas à l'avouer à Zimmermann — a été de rechercher toutes les occasions de négocier, dans le sentiment très net que l'Allemagne ne pourrait gagner militairement cette guerre. Cette volonté de négocier, Ritter l'analyse lors de ses tentatives pour amener la Russie à une paix séparée, dans l'offre de paix qu'il a lui-même adressée aux alliés fin 1916, dans son attitude lors des propositions de paix de Wilson, qui ne furent pas prises au sérieux par les Alliés eux-mêmes. L'obtention d'une paix négociée était d'ailleurs liée chez Bethmann-Hollweg aux problèmes que posaient, sur le plan intérieur, la démocratisation des institutions allemandes, de l'intégration de la social-démocratie dans l'État, de la suppression en Prusse de la loi des trois classes. Certes, dans la question des buts de guerre, le chancelier n'était pas, selon Ritter, sans partager certaines préoccupations de ses compatriotes; il n'était pas insensible aux problèmes que poserait à l'avenir la « sécurité » de l'Allemagne; il voulait obtenir des « garanties » qui rendraient impossible un nouvel « encerclement » de l'Allemagne. Le problème le plus « redoutable » à ses yeux était celui de la Belgique, dont il était conscient qu'elle serait dorénavant une base des puissances occidentales contre l'Allemagne et contre laquelle il désirait obtenir l'assurance de « sécurités », ce pour quoi il engagea en 1915-1916 des négociations secrètes avec Albert I^{er}. Mais de là à conclure qu'il faisait dépendre l'issue de la guerre de la réalisation d'un programme d'annexions, il y a loin. Ce qui manqua à Bethmann-Hollweg, selon Ritter, ce ne fut pas la

vision exacte des intérêts de l'Allemagne, mais cet « instinct politique sûr », cette « puissance souveraine de la volonté », qui lui auraient permis, par-delà les fluctuations de la guerre, de fixer à la nation allemande un but de guerre à lointaine échéance et conforme à la raison d'État. Cette faiblesse, qui le conduit à « finasser » plutôt qu'à « imposer » et qui l'amène à tracer de nouvelles « diagonales » entre les différentes tendances de l'opinion publique, il l'a manifestée à l'occasion de la fondation de l'État polonais sous l'égide des puissances centrales, de la décision de la guerre sous-marine illimitée, dans la rédaction du programme de Kreuznach, dont il n'était pas sans savoir l'effet déplorable sur l'opinion internationale. Dans ces diverses circonstances, après s'être rebellé, il a jugé prudent de faire des concessions, tout en cherchant à limiter les dégâts. Il n'a pas été non plus capable de formuler sur la base du *statu quo ante* un programme de paix, qui, s'il était voué à l'échec, aurait du moins passablement gêné les Alliés. Mais que pouvait en fait le chancelier ? Il devait sa place à la faveur du seul empereur, et il était hors d'état de faire appel à l'opinion publique, à une éventuelle majorité parlementaire, pour faire approuver sa politique. Il a été, en fin de compte, la victime de la toute-puissance des militaires¹. Il est tombé en juillet

1. Il faut noter toutefois que Wolfgang Mommsen, dans « L'opinion allemande et la chute du gouvernement Bethmann-Hollweg en juillet 1917 » (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier 1968), a donné récemment une nouvelle interprétation de la chute du chancelier, en montrant, contre G. Ritter, que celle-ci est moins due à la pression de l'état-major, dont les travaux récents de Wilfried Baumgart, *Deutsche Ostpolitik 1918* (Vienne et Munich, 1966), ont révélé que sa puissance n'avait jamais été illimitée, qu'à la crise de confiance dans le pays, provoquée, d'une part, par les espérances déçues de la guerre sous-marine, d'autre part, par l'attitude adoptée par le chancelier dans la question des buts de guerre à l'Est.

1917, sur l'ordre de l'état-major, au moment même où il tentait de mettre sur pied une forme de gouvernement plus proche du parlementarisme, et dont les ambitions eussent été de conclure une paix de compromis et de procéder à une démocratisation des institutions. C'est là ce qui, à l'OHL, ne pouvait lui être pardonné. Bethmann-Hollweg est venu buter contre la personne de Ludendorff, dont il avait pourtant favorisé la carrière, en le substituant à Falkenhayn, dont les idées sur les buts de guerre étaient cependant beaucoup plus près des siennes. Au cours de la crise de juillet 1917, où il fut amené à donner sa démission, il ne semble pas même avoir envisagé la possibilité d'accepter la démission de Ludendorff, étant donné l'état de l'opinion allemande. Mais avec sa disparition de la scène publique, le militarisme s'installait victorieux à la tête de l'État.

La personnalité du chancelier, telle qu'elle était exposée par Ritter, constituait un démenti des thèses de Fischer. Certes, Ritter se refusait à revenir à l'idée traditionnelle que lui-même avait contribué à façonner de lui; il n'est pas cet idéaliste, ce rêveur, ce philosophe, comme l'ont décrit ses adversaires; il a le sentiment très vif des intérêts allemands dans le monde, et il se montre accessible aux ambitions qui sont celles de ses contemporains. Il demeure cependant aux yeux de Ritter ce haut fonctionnaire, lucide et responsable, qui s'oppose dans toutes ses démarches à celles des milieux annexionnistes, aux vues démentielles d'un Ludendorff. Replacé dans l'ensemble du système de pensée de Ritter, le duel Bethmann-Hollweg-Ludendorff apparaît comme celui du bien et du mal; il est aussi le moment où se termine au profit du second terme, le long conflit qui, depuis plusieurs décennies, oppose en Allemagne

l'« art de la politique » et les exigences de la « technique militaire »¹.

Le système développé dans *Staatskunst und Kriegshandwerk* devait à son tour provoquer de vives réactions. Non qu'il fût juste de lui reprocher, comme il l'a été fait, qu'il suggérât la réhabilitation du gouvernement impérial; en fait Ritter a été aussi sévère à son égard que Fischer. Et il pense comme lui que, si aucune tentative de paix n'a pu être sérieusement envisagée pendant la guerre, il faut l'attribuer à la structure constitutionnelle de l'Allemagne, à la nature du pouvoir politique, où tous les postes dirigeants étaient entre les mains du parti annexionniste, à cette sorte de mégalomanie collective dont tous les rouages de la nation étaient atteints. Est-il juste par contre de faire débuter à l'époque wilhelmienne cette prépondérance du militarisme? Bismarck n'a-t-il pas été responsable pour sa part d'avoir fait de l'armée un *imperium in imperio* et, en retirant au ministère de la Guerre le contrôle de l'état-major et du Cabinet militaire, d'avoir rendu impossible le contrôle du Parlement et des autorités civiles? N'a-t-il pas donné de puissants arguments à cette mentalité militariste en exaltant les victoires dont était sorti l'empire et en émasculant le régime parlementaire? L'erreur de Gerhard Ritter est sans doute de n'avoir pas souligné les encouragements que Bismarck a prodigués à la mentalité militariste et de n'avoir pas montré que les racines de ce militarisme plongent

1. Cf. G. Ritter, « Die politische Rolle Bethmann-Hollweg während des Ersten Weltkrieges », Comité international des sciences historiques, Rapports IV, *Méthodologie et Histoire contemporaine*, Vienne, 1965.

profondément dans certaines traditions que la création du Reich en 1870 n'a nullement dissipées, mais au contraire confirmées. D'autre part, si Ritter a eu le souci d'établir une comparaison entre les buts de guerre des Alliés et ceux des Allemands, l'on peut se demander s'il a décrit convenablement la nature spécifique du nationalisme allemand, qui est fondamentalement différent de celui des autres puissances, puisqu'il ne tient aucun compte du droit des peuples à se déterminer eux-mêmes (l'Alsace-Lorraine pour la France, Trieste pour l'Italie, la Bosnie pour la Serbie) et qu'il poursuit, par l'annexion ou le vassalage de vastes territoires, la destruction de l'équilibre européen, ce qui n'était le fait d'aucune autre puissance.

En fait, Ritter a été la victime des contradictions dans lesquelles s'est développée son œuvre historique. Si, depuis 1945, profondément ému par l'étendue du désastre dont l'Allemagne a été la victime, il se met à réfléchir sur ses causes et les trouve dans le débordement du militarisme, il n'en reste pas moins vrai qu'il est parfaitement conscient d'avoir partagé dans sa jeunesse les idées dont il a pu constater plus tard la nocivité. De ce nationalisme il reste d'ailleurs dans son œuvre des traits résiduels : il loue la position de ministres qui, comme Lœbell et Solf, ont manifesté un expansionnisme modéré et raisonnable; et il continue de considérer les sociaux-démocrates comme se situant par leur antipatriotisme en dehors de la communauté nationale. L'histoire cependant a été pour lui l'occasion d'un perpétuel renouveau de sa conscience politique, en le contraignant à faire son autocritique; c'est ce déchirement qui confère à son œuvre historique ce caractère si dramatique. Ne peut-on cependant penser qu'attaché à un certain nombre de valeurs qui avaient

été celles de sa génération, il a eu tendance à mettre sur le compte du « destin », d'une « tragédie », la montée d'un homme comme Ludendorff, qu'une analyse plus poussée des structures du Reich au cours des dernières décennies lui aurait fait apparaître comme le résultat inévitable d'une certaine évolution de l'histoire allemande¹?

Egmont Zechlin

L'historien Egmont Zechlin, collègue de Fischer à l'université de Hambourg, et qui ambitionne lui aussi de publier un grand ouvrage sur la politique allemande pendant la guerre, s'est révélé, bien que ses articles soient encore dispersés dans plusieurs publications, comme le redoutable adversaire des thèses exposées dans *Griff nach der Weltmacht*². Selon lui, le fameux document du 8 septembre 1914 n'exprime point un programme général et irrévocable de buts de guerre, ce n'est qu'une œuvre de circonstance, destinée à faire comprendre aux Anglais que, quoi qu'il arrive, ils ne pourront gagner la guerre. Zechlin a voulu « relativiser » le mémoire de Bethmann-Hollweg, qui doit être considéré comme un « moyen de lutte » (*Kampf-*

1. Cf. l'excellent article de K. Epstein, « Gerhard Ritter and the First World War », *Journal of Contemporary History*, 1966, III.

2. De cet auteur, cf. principalement : « Probleme des Kriegskalküls und der Kriegsbeendigung im ersten Weltkrieg », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 16, 1965; « Bethmann-Hollweg, Kriegsrisiko und SPD 1914 », *Der Monat*, 18, janvier 1966; « Motive und Taktik der Reichsleitung 1914 », *Der Monat*, 18, février 1966.

mittel), et non comme un « but de guerre » (*Kriegsziel*).

L'argumentation de Zechlin est la suivante : le meurtre de Sarajevo, écrit-il, est survenu au moment d'une grave crise de confiance entre l'Allemagne et l'Angleterre ; les Allemands n'ignorent pas que des négociations sont en cours entre la Russie et l'Angleterre en vue d'une convention maritime, qui doit compléter et renforcer la Triple Entente et la transformer en une véritable alliance. Le chancelier n'avait donc qu'un champ très limité d'action ; il lui était indispensable de saisir l'occasion — où il disposait encore d'une certaine supériorité à l'égard de ses éventuels adversaires — qui, en tout cas, disparaîtrait en 1916, au moment où l'état des armements russes placerait l'Allemagne en état d'infériorité. En donnant son appui à la politique austro-hongroise vis-à-vis de la Serbie et en boycottant les tentatives de médiation, le gouvernement allemand, qui n'avait pas de prédispositions belliqueuses, a pris incontestablement, et de façon délibérée, le « risque » d'une guerre continentale, sans avoir d'ailleurs le moins du monde la présomption que dans cette guerre l'Angleterre n'entrerait pas : Bethmann-Hollweg connaissait en effet les négociations en vue d'une action navale anglo-russe dans la mer du Nord et dans la Baltique et devait tenir compte d'une menace de débarquement en Poméranie. Ce fut avec la nette conscience de la possibilité d'une intervention de l'Angleterre — contrairement à ce que pensent la majorité des historiens —, que le chancelier a pris le risque d'une guerre générale. Sans doute avait-il l'espoir, par une action rapide, de mettre l'Europe devant un « fait accompli », et ensuite de résoudre la crise par des moyens diplomatiques. Mais il n'y avait pour lui aucune autre solution, si ce n'est une complète capitulation diplomatique.

S'il se rendait compte qu'une solution militaire était quasi impossible à éviter, du moins Bethmann-Hollweg pensait-il que la guerre revêtirait le caractère d'une guerre de cabinet, limitée par la raison d'État à des objectifs précis. Il lui apparaissait que l'économie et la vie financière des États européens excluaient une guerre longue, et cela lui semblait d'autant plus vrai pour une nation commerçante comme l'Angleterre. Cette conviction est demeurée la sienne jusqu'à ce qu'au tournant des mois d'août et de septembre, toute une série de faits lui ait fait comprendre que l'Angleterre s'engageait dans une guerre de longue durée : l'envoi d'un corps expéditionnaire important et bien instruit en France, la pression exercée sur le Japon pour qu'il entre en guerre, la publication par le Foreign Office de documents confidentiels sur l'origine de la guerre, la décision de ne pas signer de paix séparée, les mesures prises en accord avec les États-Unis contre le commerce extérieur allemand.

Dans ces conditions, le mémoire du 8 septembre était destiné à faire savoir à l'Angleterre que cette guerre « à outrance » vers laquelle elle s'acheminait, elle ne pourrait en aucun cas la gagner. L'Allemagne se propose en effet de contrôler les côtes de toute l'Europe occidentale, du Pas-de-Calais à la Méditerranée; elle va organiser économiquement sous sa direction l'Europe centrale; bref, elle va dominer le marché continental et organiser le potentiel économique européen, de telle sorte qu'un nouveau système de « blocus » rendra impossible le succès des armes anglaises. Tel est le sens d'un document, auquel il est absurde de vouloir donner une valeur universelle, qui n'est qu'une spéculation d'un jour, destinée à impressionner l'adversaire. Cette prise de position s'accompagne d'ailleurs chez le chancelier

de la conviction que la guerre se terminera par un compromis, du jour où les différents États seront convaincus de l'inutilité de la poursuite de la lutte. Contre Tirpitz, il maintient donc la nécessité de négociations, dès que celles-ci seront possibles. Il pense seulement que l'initiative doit venir de l'ennemi, car une démarche provenant d'une Allemagne encerclée et assiégée serait interprétée comme un aveu de faiblesse. Il pense que la situation favorable des armes allemandes, ainsi que les nombreuses « prises de gages » (France du Nord, Belgique, Galicie par les empires centraux, colonies allemandes du côté des Alliés) faciliteraient la conclusion d'une paix qui reposerait sur le principe *do ut des*.

Que Bethmann-Hollweg se soit constamment préoccupé de créer et de ménager en Allemagne les éléments qui pouvaient lui servir, le moment venu, à soutenir la thèse d'une paix de compromis : c'est là l'un des éléments essentiels de la démonstration de Zechlin. Le chancelier pouvait en effet compter, selon lui, sur certaines sphères favorables à sa politique : le ministère d'État prussien, qu'il devait convaincre au début de l'année 1915 de la nécessité d'abandonner une partie de la Silésie à l'Autriche, afin de décider celle-ci à faire des concessions dans le Trentin aux Italiens; les chefs des divers partis politiques avec lesquels il avait de confiants entretiens, comme l'attestent les notes du secrétaire d'État Wahnschaffe; le Bundesrat, et en particulier en son sein le président du Conseil des ministres du Würtemberg, von Weizsäcker. Mais surtout le chancelier pouvait compter sur les bonnes relations qu'il avait su établir avec la social-démocratie, toute sa politique fin juillet ayant été déterminée par le souci de faire apparaître la Russie comme l'agresseur, donc de ne

donner aucun argument pour refuser le devoir patriotique, en comptant sur l'hostilité fondamentale des masses ouvrières pour le tsarisme et sur le préjugé favorable à l'égard des sentiments pacifiques de l'empereur et de son entourage. C'est à cette tactique, qui fut couronnée de succès, qu'appartient la publication le 3 août d'un Livre blanc qui a considérablement aidé les leaders sociaux-démocrates à voter avec bonne conscience les crédits militaires.

En conclusion, Zechlin estime que le chancelier a mené une politique défensive avec des moyens offensifs. Mais il ne faut pas confondre acceptation de la guerre et volonté de guerre. Il n'y a aucune raison de penser que la liberté donnée à l'Autriche de poursuivre une action militaire contre la Serbie eût signifié, pour le gouvernement allemand, la volonté de provoquer une guerre continentale, à des fins hégémoniques. A la définition d'un programme de buts de guerre déterminé, le chancelier a été constamment opposé. Il est possible que, dans son désir d'assurer dans l'avenir la sécurité de l'Allemagne et de lui fournir des garanties, il ait envisagé des mesures qui lui conféraient en fait l'hégémonie; mais ces mesures, il a toujours mis en doute la possibilité de les mettre en œuvre, et ne leur a jamais sacrifié son désir de paix.

Karl Dietrich Erdmann

Les critiques adressées par Ritter et Zechlin plaçaient au centre du débat le chancelier Bethmann-Hollweg, contribuant ainsi à personnaliser le problème des buts de guerre plus que ne l'avait primitivement souhaité Fritz Fischer, qui se défendait d'avoir voulu écrire une biographie du chancelier. Or la physionomie politique de Bethmann-Hollweg devait recevoir un éclairage nouveau du jour où l'historien Karl Dietrich Erdmann, de l'université de Kiel¹, avait été autorisé à prendre connaissance des carnets de Karl Riezler, qui au cours des années de guerre avait été le confident journalier de l'homme d'État et qui avait recueilli ses plus intimes pensées. Originaire de Bavière, d'une famille appartenant à la bourgeoisie intellectuelle, Riezler avait fait des études sur l'Antiquité classique, puis était entré au ministère des Affaires étrangères. Orienté vers la théorie politique, à laquelle il avait consacré divers ouvrages, très marqué par les doctrines contemporaines sur le darwinisme politique, il avait été remarqué par le chancelier, sur lequel il a exercé, semble-t-il, une certaine influence et qu'il accompagne régulièrement dans ses visites du Grand Quartier général. Or, pense Erdmann, les notes de Riezler, pour elliptiques qu'elles soient, donnent du chancelier une idée profondément différente de celle qu'a tracée Fischer.

Ce qui frappe en effet Riezler, c'est l'aspect fataliste de son jugement, son pessimisme fondamental, l'impuis-

1. De cet auteur, cf. principalement : « Zur Beurteilung Bethmann-Hollwags », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 15, 1966.

sance où il se trouve de secouer le destin qui l'opprime. « Le chancelier, note Riezler, voit un *fatum* plus fort que la puissance des hommes, qui écrase l'Europe et notre peuple en particulier. » Plus d'une fois Riezler note « le gris de sa personnalité, sans aucune intensité lumineuse, son impuissance à en imposer, même à répandre autour de lui chaleur et amitié, ses perpétuelles jérémades ». Par une étrange contradiction, note également Riezler, cette tristesse soucieuse et accablée semble s'évanouir au milieu des difficultés et des épreuves, au cours desquelles il montre au contraire la plus remarquable énergie. Étrange personnalité que celle du chancelier, de peu de séduction, repliée dans ses drames de conscience, mais qui sortait de cet état de prostration pour s'affirmer dans les jours de crise. « Je l'ai tenu jusqu'à présent pour un fonctionnaire intelligent et cultivé, notait Riezler le 20 juillet 1914. C'est entièrement faux. C'est un grand homme par l'étendue et l'indépendance de son génie. Il est libre de tous les préjugés et de toutes les étroitures, entièrement indépendant de tout ce qui est opinion publique et suggestion. Son jugement se meut en toute liberté. »

Sans doute le pessimisme latent de Bethmann-Hollweg s'explique-t-il par le sentiment de son impuissance. Profondément conservateur en tant que haut fonctionnaire prussien et grand propriétaire foncier, méfiant à l'égard du régime parlementaire, hostile à toute forme de pouvoir qui reposeraient sur une majorité politique déterminée, il a été contraint de se séparer de ses amis politiques, parce que ceux-ci se refusaient à une évolution politique qu'il jugeait indispensable. Dès 1911, il estimait que « tôt ou tard il serait nécessaire de collaborer avec la social-démocratie »; « les sociaux-démocrates, confie-t-il à Riezler en février 1915, sont les seuls

à avoir quelque idéalisme... Vous savez qu'il me manque le courage et la souplesse pour venir à bout de coquins à la Bassermann. Avec ces gens-là, même avec les conservateurs, je ne puis travailler. » L'abandon de la politique sociale patriarcale, l'intégration de la social-démocratie dans l'État, la démocratisation des institutions lui paraissaient, surtout depuis le début de la guerre, comme hautement souhaitables : « L'avenir, déclarait-il à Riezler, ne repose pas sur Thyssen ni sur Stinnes... La puissance des grands propriétaires terriens doit être brisée. » Mais il se rendait parfaitement compte de la toute-puissance des forces qui s'opposaient à cette transformation du Reich et de la vanité de ses efforts. « Le chancelier, écrivait Riezler en 1916, considérait qu'une politique étrangère, résolue et raisonnable, ne pouvait être menée qu'avec la gauche; mais, ajoutait-il, cela n'était guère possible, à cause de l'empereur, de la bureaucratie prussienne, de l'armée et de la marine. » Que son tempérament politique ne cadrât nullement avec le modèle de l'homme d'État qui était en faveur à l'époque wilhelmienne, c'est ce qu'avait montré dès 1930 l'historien Johannes Ziekursch, en signalant que l'attitude de son père, en tant que membre d'une famille patricienne de Francfort, fonctionnaire prussien, et acquéreur tardif d'une terre noble dans la Marche de Brandebourg, avait été toute différente au sein du parti conservateur de celle des junkers prussiens.

Riezler a donc mis en évidence tout ce qui séparait Bethmann-Hollweg des milieux annexionnistes. Il a été témoin du drame qui s'est déroulé dans l'esprit du chancelier, qui a ressenti en 1914 dans quelle extrémité se trouvait une Allemagne isolée, le danger que constituait à très brefs délais la Russie pour sa sécurité; et à cet égard il rappelle qu'en 1912, se promenant avec

l'ambassadeur d'Autriche à Rome, von Flotow, dans sa propriété de Hohenfinow, « il se demandait s'il était bien nécessaire de replanter ses arbres, car, disait-il, dans quelques années à peine les Russes seront là ». « L'avenir appartient à la Russie », répétait-il sans cesse, en évoquant cette puissance comme dans un cauchemar. Le chancelier, selon Riezler, se rend parfaitement compte « des ambitions grandissantes de la Russie et de la force de dislocation qu'elle représente » : il ne sera plus possible dans quelques années de lui faire face, même si l'actuelle constellation politique se perpétue. Aussi estima-t-il souhaitable, selon Riezler, de faire la guerre au moment où elle était « la moins défavorable », malgré le risque redoutable qu'elle comportait. Ce risque, il l'a encouru en toute conscience, mais il en attendait, d'après Riezler, avant tout une victoire diplomatique : « Que la guerre ne se produise pas, que le tsar la refuse ou que la France en désarroi conseille la paix, nous avons encore l'espoir de disloquer l'Entente par nos manœuvres (*die Entente... auseinander zumanövrieren*) ; la condition en serait une action rapide de l'Autriche qui créerait un « fait accompli », permettant de se retourner ensuite amicalement vers l'Entente » (3 et 11 juillet 1914). Ce n'en est pas moins un « saut dans l'inconnu » qu'entreprend Bethmann-Hollweg, dans la pleine conscience de ses responsabilités. Et qu'attend-il d'une pareille guerre ? Certes, il n'est pas insensible à l'idée d'annexion ; il estime que d'elle dépend à l'avenir la « sécurité » de l'Allemagne. Mais de ces annexions, il ne veut pas faire un empêchement à une paix de compromis, qu'il souhaite aussi rapide que possible. Dans une conversation qu'il a avec l'empereur, le chancelier — rapporte Riezler — cherche à le détourner d'une annexion de la Belgique

« en lui susurrant à l'oreille qu'il y a dans ce pays vraiment beaucoup de catholiques... ».

Les conclusions que Erdmann tire de l'analyse des papiers de Riezler sur la mentalité du chancelier ont été confirmées, pour une bonne part, par l'historien américain Fritz Stern, qui a eu accès également à la même source, dans son livre *Bethmann-Hollweg et la Guerre : limites de la responsabilité*¹ (1968). Lui aussi est frappé par le sens de ses responsabilités qui anime le chancelier, le tragique du conflit qui l'oppose aux milieux annexionnistes, les craintes qu'il éprouve pour l'avenir de l'Allemagne — la victoire elle-même ne signifierait-elle pas « l'extirpation de l'esprit allemand au profit du Reich allemand ? » —, l'indépendance du jugement, enfin la dignité héroïque avec laquelle il renonça finalement au pouvoir. Selon Stern, on a l'impression, en lisant Riezler, d'un long conflit entre le chancelier et le pouvoir militaire, au cours duquel l'empereur perdit entièrement son rôle d'arbitre : dès septembre 1914, Bethmann-Hollweg faisait allusion au « concept du pur militarisme fêtant ses orgies » ; en 1917, il ajoutait : « C'est miracle que le peuple ne fasse pas naufrage en présence de ce dilettantisme des militaires, auxquels, par respect pour l'uniforme, il accorde une confiance inébranlable. » Stern, cependant, conclut de cette analyse que le grand paradoxe de la politique du chancelier a été de prêter son « masque » à une politique qu'il désapprouvait entièrement, et de lui avoir donné de ce fait une crédibilité néfaste pour son pays ; aussi se montre-t-il finalement plus sévère pour le chancelier qui, malgré ses incontestables qualités, a servi

1. Cf. F. Stern, *Bethmann-Hollweg und der Krieg : Die Grenzen der Verantwortung*, Tübingen, 1968.

« le cours destructif de l'histoire allemande ». « Sans doute son grand tort, écrit-il, pour conclure, est-il qu'il sut et comprit tant de choses et qu'il parla si peu¹. »

Mais, de toute façon, n'est-on pas loin des conclusions de Fischer, qui faisait du chancelier l'émule du parti annexionniste ?

Quelle que fût la portée de ces critiques, un fait néanmoins restait acquis : l'importance des concessions que les adversaires de Fischer avaient été contraints de lui faire. A reprendre les analyses de Zechlin et de Erdmann en particulier, il apparaît dorénavant comme admis qu'il existait en 1914 dans les milieux politiques allemands un certain « fatalisme » qui leur faisait accepter l'éventualité d'un conflit mondial, que la diplomatie allemande ne pouvait douter du caractère inéluctable d'une guerre mondiale dans laquelle l'Angleterre devait être impliquée et que le chancelier, en signant

1. Depuis lors, les papiers de Kurt Riezler ont été publiés par les soins et avec une longue introduction de K. D. Erdmann, sous le titre *Tagebücher, Aufsätze, Dokumente*, Göttingen, 1972. Il en ressort le portrait d'un homme contradictoire et paradoxal, dont les opinions le font passer tantôt pour un belliciste, tantôt pour un cosmopolite, cynique et dépourvu de scrupule, mais doué d'une faculté de jugement remarquable et s'exerçant en toute indépendance. La publication du journal confirme les relations étroites qui ont existé entre le chancelier et lui, l'éloignement que l'un et l'autre éprouvaient pour les milieux nationalistes et les militaires. Pour ce qui est des origines de la guerre, Riezler rappelle que le chancelier était parfaitement au courant des conversations navales entre la Russie et l'Angleterre et qu'il ne se faisait aucune illusion sur la neutralité de celle-ci. Le journal dans l'ensemble confirme la thèse selon laquelle Bethmann s'est engagé dans la guerre avec une claire vision du risque encouru (d'où son profond pessimisme), mais qu'il n'a jamais poursuivi de façon délibérée une politique qui dût conduire à un conflit mondial.

un « chèque en blanc » à l'Autriche, a accepté le risque « calculé » d'une guerre continentale. Ces conclusions sont entrées depuis lors dans les grands traités d'histoire publiés en Allemagne¹, et même, plus tardivement, dans les manuels scolaires. Publiant en 1968 son *Handbuch der Europäischen Geschichte (Manuel d'histoire européenne)*², Theodor Schieder admet que « la responsabilité allemande a été infiniment plus grande que l'historiographie ne l'avait reconnue jusqu'à présent » : certes, le Reich allemand n'a pas eu l'intention de déclencher la guerre pour satisfaire des vues impérialistes déterminées d'avance : mais il a pratiqué « une stratégie défensive avec des moyens offensifs ». L'historien Erich Born, traitant plus particulièrement de l'Allemagne, reconnaît qu'il n'y avait aucune menace contre elle en juillet 1914, que par contre, bien avant Sarajevo, l'état-major, observant que le rapport des forces se déplaçait dans un sens défavorable à l'Allemagne, se montrait favorable à une guerre « préventive » ; que Bethmann a estimé, après Sarajevo, le moment venu d'arrêter par une victoire diplomatique sur la Serbie le déclin de la Monarchie danubienne, et que, lorsqu'il a vu que la guerre ne serait sûrement pas localisée et que la Russie n'accepterait pas la capitula-

1. Cf. en particulier L. Kiezmansegg, *Deutschland und der Erste Weltkrieg* (Francfort, 1968), qui admet les conclusions de Fischer, sans penser pourtant que Bethmann-Hollweg ait voulu provoquer la guerre dans des buts expansionnistes et impérialistes.

2. Publié par Th. Schieder, *Handbuch der Europäischen Geschichte VI*, Stuttgart, 1968. Un excellent manuel de l'enseignement secondaire, *Vom Zeitalter der Aufklärung bis zur Gegenwart* (Grundzüge der Geschichte. Oberstufe), de H. G. Ferns et A. Hillgruber, Francfort, Berlin et Munich, 1971), après avoir présenté les divers aspects de la crise, admet « que les Allemands ressentent plus vivement qu'autrefois la responsabilité de leur gouvernement dans le déclenchement de la guerre ».

tion que constituait l'abandon de ses alliés, il a pris le risque d'une guerre générale, estimant que le moment était encore favorable aux armes allemandes. Il s'agissait donc bien dans son esprit d'une guerre préventive pour la revalorisation de l'alliance austro-allemande et l'affermissement de l'Allemagne comme grande puissance. Born reconnaît également qu'à partir du moment où la guerre était envisagée, le plan d'offensive allemand ne laissait aucun moyen de revenir en arrière et entraînait à coup sûr l'entrée en guerre de l'Angleterre. Guerre préventive et soumission totale de la politique aux militaires signifient la décadence radicale de l'« art politique » en Allemagne depuis Bismarck.

Un historien subtil, Andreas Hillgruber, étudiant « le rôle de l'Allemagne dans la préhistoire des deux guerres mondiales », a cru discerner dans les thèses mêmes de Riezler, telles qu'elles ont été exposées en particulier dans l'un de ses ouvrages, *Grundzüge der Weltpolitik der Gegenwart* (caractères de la politique mondiale contemporaine)¹, paru peu avant la guerre, une interprétation de la politique extérieure qui a pu servir au chancelier de « modèle » pendant la crise de juillet 1914². Riezler partait de cette idée que le sentiment des immenses destructions causées par les guerres, ainsi d'ailleurs que l'enchevêtrement des intérêts politiques et économiques des grandes puissances, pouvaient amener les États à pratiquer une politique de « retardement » (*Aufschub*) des conflits, et que le

1. Cf. K. Riezler, *Die Erforderlichkeit des Unmöglichen*, Munich, 1912; J. J. Ruedorffer (Riezler), *Grundzüge der Weltpolitik in der Gegenwart*, Stuttgart, 1914.

2. Cf. A. Hillgruber, « Riezlers Theorie des kalkulierten Risikos und Bethmann-Hollwegs politische Konzeption in der Julikrise 1914 », *Historische Zeitschrift*, t. 202, 1966; *Deutschlands Rolle in der Vorgeschichte der beiden Weltkriege*, Göttingen, 1967.

développement des armements était une des formes de ce retardement : « Les canons ne tirent plus, mais ils parlent dans les négociations. » D'où l'importance du bluff dans la diplomatie moderne; mais c'est là une arme redoutable, surtout quand elle est employée par une puissance faible et minée par des contradictions internes, comme l'Autriche. Cependant, Riezler estimait que le risque pouvait être couru par l'Autriche dans sa politique balkanique contre la Russie, parce que les grandes puissances, en particulier l'Allemagne et l'Angleterre, n'avaient pas dans les Balkans des intérêts vitaux : l'on pouvait espérer un « arrangement » balkanique, qui se ferait cette fois-ci et non comme pendant les guerres balkaniques, en faveur de l'Autriche. Le fait que les armées russes ne seraient prêtes qu'en 1917, ainsi que l'amélioration des relations anglo-allemandes, constituaient des motifs d'encouragement. Par contre, le chancelier devait savoir que les chances de succès étaient réduites par le plan Schlieffen, qui mettait en cause la neutralité de l'Angleterre, indispensable pourtant au succès de l'entreprise. C'est, selon Hillgruber, en partant de cette alternative : recul de l'Entente ou guerre générale, que Bethmann a pris de fait le « risque calculé » du 6 juillet. Il l'a fait parce qu'il n'y avait pas pour les empêtres centraux d'autre solution et que toute autre attitude eût signifié pour l'Allemagne la perte de son allié; et cela l'Allemagne ne pouvait se le permettre. Que Bethmann-Hollweg eût ressenti très profondément ses responsabilités, cela ressort de conversations qu'il a eues au cours de la guerre, avec le journaliste Theodor Wolff, à qui il dit en février 1915 : « Lorsqu'on parle de responsabilité, je dois le reconnaître honnêtement, nous avons tous notre responsabilité. Si je vous disais que cette pensée

m'étreint, ce serait trop peu — cette pensée ne me quitte jamais, je vis dedans », et, en février 1918, au député Conrad Haussmann : « Oui, cette guerre me mine. Je me demande toujours si elle aurait pu être évitée, ce que j'aurais pu faire... Ce fut en un certain sens une guerre préventive. Mais que voulez-vous faire? Quand la guerre menace, quand elle sera dans deux ans infiniment plus dangereuse et inévitable, et quand les militaires vous disent : maintenant il est encore temps, dans deux ans il sera trop tard. »

Les thèses de Fischer à la lumière de l'historiographie des années soixante

L'ensemble des polémiques dont on vient de retracer l'orientation portait principalement sur les origines de la guerre, et non sur ce qui avait été le thème majeur de *Griff nach der Weltmacht* : les buts de guerre. Il était normal que Fischer se préoccupât de reprendre entièrement la question de l'avant-guerre, qu'il n'avait abordée que dans deux courts chapitres préliminaires, afin de faire la preuve, contre ses adversaires, qu'entre la politique extérieure allemande avant 1914 et celle des buts de guerre, il y avait cette continuité, qui seule pouvait donner à sa thèse une entière crédibilité.

Aussi s'est-il très vite préoccupé de constituer à Hambourg un groupe de chercheurs qui, remontant le cours de l'histoire allemande, lui fourniraient les éléments de cette démonstration. Tandis que Peter-Christian Witt était engagé dans un travail de longue haleine sur les finances du Reich¹, Dirk Stegmann sur l'action politique des groupes économiques², Klaus

1. P. C. Witt, *Die Finanzpolitik des Deutschen Reichs von 1903-1913*, Historische Studien, t. 415, Lübeck et Hambourg, 1970.

2. D. Stegmann, *Die Erben Bismarcks. Parteien und Verbände in der Spätphase der Wilhelminischen Deutschen Sammlungspolitik 1893-1918*, Cologne, 1970.

Werneck sur la presse¹, H. Pogge von Standmann publiait un important essai montrant dans quelle situation difficile se trouvait le chancelier en 1913, après le projet de coup d'État élaboré dans les milieux conservateurs et soutenu par le Kronprinz².

L'œuvre d'Immanuel Geiss était d'une autre ampleur. Dès 1960, il avait apporté une contribution importante³ à la connaissance des buts de guerre allemands pendant la Première Guerre mondiale, en montrant que le gouvernement allemand avait de 1914 à 1918 poursuivi une politique d'annexion de toute une bande territoriale le long de la frontière polonaise; les hommes d'État eux-mêmes qui étaient favorables à une intégration de la Pologne à la *Mitteleuropa* comme Bethmann-Hollweg et von Beseler ont envisagé eux aussi des annexions; et très rares sont les Allemands qui, comme le groupe autour de Rohrbach, Jäckh et Delbrück, ont pris position contre une politique qui ferait de la Pologne l'ennemie irréductible du Reich. La thèse de Geiss provoqua d'autant plus d'émotion que les projets d'annexion et de germanisation de ces territoires signifiaient des transferts de population qui étaient les signes avant-coureurs de la politique pratiquée par Hitler dans cette partie de l'Europe.

L'œuvre essentielle de Geiss devait être la publication de deux volumes de documents sur *la Crise de juillet 1914 et la Naissance de la guerre de 1914* (1963-

1. K. Werneck, *Der Wille zur Vergeltung. Aussenpolitik und Öffentlichkeit im Kaiserreich am Vorabend des Weltkrieges*, Düsseldorf, 1970.

2. H. Pogge von Standmann, « Staatsreichspläne, Alldeutsche und Bethmann-Hollweg », *Hamburger Studien zur Neueren Geschichte*, t. 2, 1965.

3. I. Geiss, *Der polnische Grenzstreifen. Ein Beitrag zur deutschen Kriegszielpolitik im Ersten Weltkrieg*, Lübeck et Hambourg, 1960.

1964)¹. Après avoir déclaré que ses conclusions n'étaient pas sensiblement différentes de celles du livre d'Albertini, malheureusement à peu près inconnu en Allemagne, l'auteur présentait rapidement un historique de la question des responsabilités, la nature des problèmes de l'impérialisme jusqu'en 1914, la notion d'« encerclement » telle qu'elle était vécue en Allemagne dans ses rapports avec l'idée de « guerre préventive », la question du droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes dans l'empire austro-hongrois, développements qui menaient au thème de l'attentat de Sarajevo par lequel débutait la documentation. Quels étaient les résultats essentiels de son analyse?

1. La décision de déclarer la guerre à la Serbie n'est pas venue de l'Autriche, où Conrad von Hötzendorf était certes favorable — et depuis longtemps — à une guerre contre la Serbie, à la condition d'être couvert contre la Russie par une aide militaire allemande, mais où Berchtold, et surtout Stürgkh et Tisza étaient fort hésitants, mais de l'Allemagne, où le point de vue militaire l'a emporté sur celui de la Wilhelmstrasse du fait de la volonté de l'empereur : « Maintenant ou jamais. » La position prise par l'Allemagne les 5 et 6 juillet va beaucoup plus loin que ne l'indique la fameuse formule de « chèque en blanc »; en fait, aucune liberté n'a été laissée à l'Autriche, mais on l'a mise en demeure de prouver par une manifestation de force

1. Cf. I. Geiss, *Julikrise und Kriegsausbruch 1914. Eine Dokumentensammlung* (2 vol., Hanovre, 1963-1964), auquel se réfère notre texte; édition abrégée dans *Juli 1914. Die Europäische Krise und der Ausbruch des Ersten Weltkrieges*, Munich, 1965. L'auteur a exposé le résultat de ses recherches dans « Le déclenchement de la Première Guerre mondiale » (*Revue historique*, t. 232, 1964) et dans « The Outbreak of the First World War and German War Aims », *The Journal of Contemporary History*, 1966, I, 3.

contre la Serbie qu'elle était encore une grande puissance (cf. n° 27).

2. Le gouvernement de Berlin a connu le dessein de l'Autriche de rendre inacceptable l'ultimatum à la Serbie, et il l'a approuvé. Berlin ne redoutait pas une démarche extrême contre Belgrade, mais au contraire une demande insuffisamment énergique. Contrairement à ce qui a été écrit pendant et après la crise du côté allemand, il n'y a pas eu protestation de Jagow contre la rigueur excessive de la note, ainsi que le démontre d'une façon péremptoire une note du chargé d'affaires de la Bavière à Berlin, Hans von Schön, qui avait été, en 1918, déjà publiée par Kurt Eisner (n° 138).

3. Il est exact que l'Allemagne, après l'envoi de l'ultimatum (23 juillet) a souhaité la localisation du conflit, déclarant que les puissances devaient laisser faire l'Autriche, sans quoi elles devaient compter sur une intervention de l'Allemagne à ses côtés. D'où son opposition à toute médiation entre Vienne et Belgrade. Et pour retirer toute base à une médiation possible, elle pousse à une action aussi énergique et rapide que possible contre la Serbie. Le point de vue allemand s'est imposé à l'Autriche au cours des journées suivantes, et cela contre la volonté de Conrad qui aurait préféré que la guerre ne soit déclarée que la mobilisation achevée (n° 475).

4. La politique de médiation de l'Allemagne a été strictement fictive. Elle a commencé par l'envoi retardé et sans commentaire à Vienne des propositions anglaises antérieures à la déclaration de guerre à la Serbie. Mais surtout la Wilhelmstrasse a entièrement défiguré la pensée de Guillaume II qui, après la réponse serbe, souhaitait que l'Autriche se contentât d'une prise de gages. Or Bethmann-Hollweg a présenté au gouverne-

ment de Vienne la proposition de l'empereur comme un moyen de contraindre la Serbie à accepter la totalité des exigences autrichiennes, sans tenir compte de la remarque de l'empereur relative aux « quelques réserves » de la Serbie sur lesquelles il convenait de négocier (n°s 592 et 593). Le chancelier a donc donné des instructions à ses ambassadeurs absolument contraires aux intentions de l'empereur.

5. Bethmann-Hollweg a été constamment préoccupé à partir du 26 juillet de faire retomber sur la Russie la responsabilité du déclenchement du conflit, et ceci pour ménager la social-démocratie — Bebel n'avait-il pas déclaré qu'il consentirait peut-être à partir en guerre contre le tsarisme? — et pour tenir aussi longtemps que possible l'Angleterre en dehors du conflit. Il apparaîtra que, si le chancelier a réussi sur le premier point, il échouera sur le second. Pour des raisons de tactique, et afin de laisser la Russie réaliser la première sa mobilisation générale, Bethmann-Hollweg s'est opposé, le 28 juillet, à la pression des militaires qui cherchaient à obtenir de lui un ordre de mobilisation. Cependant Moltke, devenu impatient, a obtenu le 30 juillet au soir que « la situation de danger de guerre imminente », qui correspondait à la mobilisation générale, soit proclamée le lendemain : la décision de mobiliser à Berlin a donc été prise, sans que l'on connût la mobilisation russe, qui ne constitue qu' « une maille dans la grande réaction en chaîne » qui conduit à la guerre (n° 835).

6. Il apparaît que les conversations qui eurent lieu le 31 juillet entre Pétersbourg et Vienne auraient sensiblement rapproché les points de vue des deux capitales et auraient pu apporter, malgré les mobilisations en cours, une certaine détente (n° 973). Malgré cette évolution favorable, Berlin envoya un ultimatum à la Russie

et un questionnaire, comprenant un délai de réponse, à la France, qui rendirent la guerre inévitable.

Les conclusions de Geiss sont très nettes : alors que la Russie, la France et l'Angleterre ont cherché à empêcher la guerre et n'ont commis que des fautes tactiques, la Russie, en n'attendant pas pour décréter sa mobilisation générale d'être devancée par l'Allemagne, la France en ne faisant pas une pression suffisante sur son alliée, l'Angleterre en ne disant pas assez tôt les paroles nécessaires, alors que l'Autriche n'a voulu qu'une guerre locale et redoutait une guerre continentale, l'Allemagne a voulu la guerre locale et la guerre continentale; et si elle n'a pas souhaité une guerre mondiale (où l'Angleterre serait impliquée), elle en a couru le risque dès le début de la crise. Dès ce moment, l'Allemagne était décidée à ne pas reculer devant l'éventualité d'une guerre contre la Russie et la France, si celles-ci soutenaient la Serbie. La part des puissances de l'Entente ne peut être comparée à celle de l'Allemagne, parce qu'elle a toujours été une simple « réaction » — et pas toujours adroite — aux initiatives allemandes. Dans sa « récapitulation finale », Geiss laissait entendre que la crise de juillet 1914 devait être considérée, non comme une guerre préventive contre un « encerclement » qui n'avait contre l'Allemagne aucune pointe offensive, ni comme un simple effort pour se conserver son seul allié, l'Autriche-Hongrie, mais comme le « maillon manquant » (*missing link*) entre la *Weltpolitik* suivie jusqu'alors et la politique des buts de guerre suivie entre 1914 et 1918 : c'était là le thème que devait reprendre Fischer dans *Krieg der Illusionen*.

Des conclusions analogues étaient suggérées par l'essai d'Adolf Gasser, professeur à l'université de

Bâle, dans les *Mélanges Edgar Bonjour*¹. S'appuyant sur les travaux de Hallgarten, de Fischer et de Geiss, utilisant également le livre du sociologue américain Stefan T. Possony² qui avait apporté une analyse juridique de la notion de guerre « préventive », Gasser montrait comment le plan de guerre offensive vers l'Est, qui avait été subsidiairement étudié à côté du plan Schlieffen au cours des années précédentes fut définitivement abandonné en avril 1913 par l'état-major, conservant le seul plan offensif vers l'Ouest, dont on savait que, du fait du renforcement de l'armée russe, il serait impraticable après 1916, ce qui obligeait l'armée allemande à attaquer au plus tard en 1915 et à mener une guerre « préventive » d'agression. Ce à quoi il faut ajouter que l'état-major, à la demande de Ludendorff, avait décidé à la même date, ne pouvant, pour des raisons politiques, utiliser le territoire hollandais pour déployer ses divisions, de mener une attaque de surprise (*Handstreich*) contre Liège dès le troisième jour de la mobilisation, décision qui avait été inconnue de l'empereur et du chancelier jusqu'au 31 juillet 1914. Cette guerre d'agression avait pour but la destruction de l'équilibre européen et, par l'ouverture de la route Berlin-Constantinople, l'établissement d'une hégémonie en Europe, qui était intolérable pour la Russie et ses alliés. Or cette guerre, l'Allemagne l'a engagée, sans savoir ce qu'elle pourrait faire de ses victoires continentales; les vues du commandement s'arrêtaient sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord, et rien n'avait été imaginé en cas de résistance de l'Angleterre,

1. A. Gasser, *Deutschlands Entschluss zum Präventivkrieg*, Bâle, 1968.

2. S. T. Possony, *Zur Bewältigung der Kriegsschuldfrage. Völkerrecht und Strategie bei der Auflösung zweier Weltkriege*, 1968.

ce que cependant toute l'histoire de l'Angleterre depuis le XVI^e siècle invitait à envisager. Tant de sottise et d'enfantillage surprend. Bethmann-Hollweg ne disait-il pas en 1916 : « Nous avons constamment vécu, pour tout ce qui regarde notre politique intérieure et notre politique extérieure, dans le mensonge. L'on avait éduqué notre peuple à être braillard, vaniteux, fanfaron et bavard. » La différence principale entre 1914 et 1939 réside, selon Gasser, en ceci que l'aveuglement fut en 1939 celui de quelques criminels, en 1914 de la nation tout entière.

La publication, par André Scherer et Jacques Grunewald¹, des documents du ministère allemand des Affaires étrangères, saisis en 1945, puis restitués à la République fédérale, aujourd'hui conservés à l'*Auswärtiges Amt* de Bonn, a pour principaux centres d'intérêt : les buts de guerre, et les tentatives de paix séparée de l'Allemagne; les efforts poursuivis par cette puissance pour amener ses adversaires à traiter ou pour semer le trouble dans leurs territoires; les difficultés avec l'Autriche-Hongrie et ses autres alliés pour la conduite commune de la guerre. Deux volumes sur les trois sont actuellement publiés, couvrant la période allant jusqu'à la fin de l'année 1917. Sans qu'il

1. *L'Allemagne et les Problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale. Documents extraits des archives de l'Office allemand des Affaires étrangères*. Publié et annoté par A. Scherer et J. Grunewald. I. *Des Origines à la déclaration de guerre sous-marine (août 1914-31 janvier 1917)*, Paris, 1962; II. *De la guerre sous-marine à outrance à la révolution soviétique (1^{er} février 1917-7 novembre 1917)*, Paris, 1966. Comptes rendus dans *Revue Historique*, t. 233, avril-juin 1965 et t. 239, avril-juin 1968, par J. Bariéty.

soit possible ici d'analyser la totalité du contenu de cet ouvrage, il est permis de se demander en quoi il confirme ou précise les thèses de Fischer, à qui d'ailleurs les auteurs ne font pas allusion.

Sans doute l'apport essentiel de cette publication est-il la révélation de l'importance accordée par les Allemands à l'entreprise de subversion chez l'ennemi : entreprise qui consiste moins dans l'appui donné aux milieux révolutionnaires patentés qu'à un certain nombre de personnalités représentatives dont on espère qu'elles seront en état de provoquer le retournement de la politique des puissances ennemis¹. Il est remarquable, par exemple, que, du côté russe, ce n'est pas de Lénine, dont ils ont pourtant favorisé le retour en Russie — sans se rendre compte parfaitement de l'importance de ce qu'ils faisaient —, mais du gouvernement provisoire qu'ils attendent la fin de la guerre à l'Est, en faisant entendre, par des déclarations officieuses ou par l'envoi d'intermédiaires, qu'un armistice honorable pourrait être conclu. Mais c'est du côté de la France, que Fischer n'avait pas examinée sous cet angle, que le livre de Scherer et Grunewald apporte les révélations les plus importantes. Autour de la personnalité d'Ernest Judet, directeur de *l'Éclair*, se nouent les relations dès l'automne 1913 entre certaines personnalités parisiennes et la légation allemande de Berne et, quelques mois plus tard, Paul Bolo, agissant au nom d'un khédive déposé par les Anglais, se fait fort de ramener Caillaux au pouvoir. Les choses prennent plus de gravité

1. Ce problème est l'objet de l'étude attentive de A. Kopferman, « L'offensive morale allemande contre la France, novembre 1914-novembre 1917 » (*Revue d'Allemagne*, oct.-déc. 1972), point de départ de plus importants travaux.

quand un certain nombre de députés radicaux, dont on apprend ici à connaître l'activité — René Besnard, Paul Meunier, Léon Turmel —, sont présentés comme étant en relation avec Romberg, ministre allemand en Suisse et que le « Herr 32 » des documents allemands — identifié avec le sénateur radical-socialiste Accambray — cherche à constituer un réseau, à partir des loges maçonniques et grâce à ses relations parlementaires, destiné à rompre l'alliance de la France et de l'Angleterre considérée comme responsable de la guerre. Qu'à l'époque de la bataille de Verdun les Allemands aient réussi à établir des contacts avec des personnalités importantes qui, dans le dos du gouvernement, sollicitent de l'Allemagne des fonds pour alimenter en France une campagne d'opinion : cela est certain, sans que toutefois l'on puisse exactement savoir si ces personnages ont derrière eux les appuis dont ils prétendent bénéficier. Il est significatif que, pendant l'année 1917, où les grèves et les mutineries témoignent de la crise que traverse la France, le gouvernement allemand ne cherche point à s'appuyer sur les milieux internationalistes et les éléments révolutionnaires pour abattre le moral français ; c'est toujours sur le « Herr 32 » qu'il compte, qui développe une campagne pacifiste en vue d'une paix séparée entre la France et l'Allemagne par la renonciation à l'Alsace et à la Lorraine et qui prétend maintenant avoir derrière lui une fraction importante de la presse et de l'opinion parlementaire. Il semble bien que le « Herr 32 » ait fait partie d'une vaste stratégie politique d'ensemble de Bethmann-Hollweg destinée à faire sortir la France de la guerre ; il est en tout cas convaincu à l'automne 1917 qu'il y a de nombreuses personnalités françaises qui sont tentées sous une forme ou sous une autre, de mettre

fin au combat. A côté des hommes politiques, c'est aux industriels que s'adressent les Allemands, avec lesquels ils engagent par personnes interposées des conversations techniques : ils échouent cependant devant la méfiance passive des industriels normands et le net refus de Schneider, auquel cependant ils avaient fait des propositions alléchantes, qui lui auraient permis — contre la cession du bassin de Brie — d'avoir pratiquement le monopole du marché sidérurgique français.

Le second intérêt de la publication de Scherer et de Grunewald est de préciser l'effort constant accompli par l'Allemagne pour entrer en négociations de paix séparée avec certains de ses ennemis, sans toutefois renoncer un moment à ses buts de guerre et sans chercher à adapter ses propositions à ceux que pouvait nourrir l'adversaire. A cet égard, les négociations engagées avec le roi des Belges, Albert Ier, par l'intermédiaire du comte Toerring, qui touchait de près la reine Elisabeth, sont particulièrement significatives : le gouvernement allemand ne songe pas à abandonner, fin 1915, une seule des clauses qui limitent la souveraineté de l'État belge (droit de traversée militaire, transformation des chemins de fer belges en société à majorité de capital allemand, union douanière, participation à l'exploitation du port d'Anvers, division du royaume en territoires wallon et flamand), se contentant seulement de ne pas envisager d'annexion de territoires, ce à quoi le roi est amené à répondre qu'« en ce qui me concerne ma conscience d'homme et de roi m'empêche de souscrire à des engagements qui ne laisseraient pas la pleine et entière souveraineté de la Belgique et comporteraient une ingérence dans l'administration intérieure du pays ou un témoignage d'inféo-

dation ». Il est également remarquable que depuis longtemps le gouvernement allemand est conscient que le règlement de la question d'Alsace-Lorraine est pour le gouvernement français la condition de paix : des conversations ont eu lieu entre Haguenin, directeur du Bureau de la presse auprès de la légation de France à Berne, et un certain nombre de personnalités allemandes du monde des lettres — Harry Kessler, Annette Kolb, l'alsacien René Schickelé —, qui ne laissent aucun doute à cet égard. Il n'en reste pas moins qu'après l'échec de l'offre de paix des puissances centrales en décembre 1916, les contacts sont repris avec Haguenin sur les conditions suivantes : « Cession du bassin de Briey, plus une indemnité de guerre qui pourrait être masquée de quelque façon pour être rendue acceptable à la vanité française, enfin des concessions coloniales ; c'est là le minimum auquel la situation militaire et les lourds sacrifices de notre peuple nous autorisent. » La même constatation peut être faite, lors de la tentative de paix de compromis de la papauté, qui pose comme condition le rétablissement de la souveraineté belge, mais qui se heurte à la volonté formelle de l'Allemagne de ne pas terminer la guerre à l'Ouest sans s'être assurée de façon permanente une situation privilégiée dans le pays et sans y avoir réglé à son avantage la question linguistique. De même, dans les sondages entrepris par l'Allemagne auprès des hommes d'État français considérés comme accessibles à l'idée de paix de compromis, l'on constate le refus, le moment venu, de faire le pas décisif : lorsque Painlevé, quoique ministre de la guerre, envisage par l'intermédiaire de ses amis Szeps, d'origine autrichienne, de proposer aux Allemands une base de discussion (mars 1917) qui comprendrait la restitution de l'Alsace-Lorraine,

la restauration de la Belgique et de la Serbie, la création d'un nouvel État polonais, contre des compensations de très grande portée dans le domaine colonial et commercial, les Allemands rompent le contact, parce qu'ils sont certains de gagner la guerre sous-marine. Il en est de même quelques mois plus tard quand Lancken, chargé en Belgique des questions administratives, est chargé par son gouvernement de prendre langue avec Briand, dont le plan de paix est également axé sur la renonciation de l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine, contre d'importantes concessions économiques et politiques ; l'on sait que, du fait de la marche en arrière de Briand, l'affaire n'eut pas de suite ; mais avait-elle la moindre chance de réussir, alors que Lancken avait ordre de n'envisager aucune concession territoriale ? Il apparaît donc qu'au moment même où se développe chez certains hommes d'État français l'idée d'une négociation nécessaire avec l'ennemi, le gouvernement allemand, qui possède cependant une stratégie d'ensemble destinée à faire sortir la France de la guerre, coupe court brusquement, refusant de laisser se développer la prise de contact¹.

Ce qui frappe donc, à la lecture de ces deux tomes, c'est l'extraordinaire incohérence de la politique allemande des buts de guerre. Pris comme dans une sourcière dans une guerre dont ils n'ont prévu ni le déroulement ni la durée, les Allemands frappent dans tous les sens, espérant obtenir sur un point ou sur un autre la

1. Sur ces négociations, cf. G. Pedroncini, *les Négociations secrètes pendant la Grande Guerre* (Paris, 1969), qui note qu'« à aucun moment ni la France, ni l'Angleterre, ni l'Allemagne n'ont envisagé de concessions autres qu'insuffisantes sur les points essentiels, Belgique et Alsace-Lorraine ».

désagrégation du front allié. Mais en fait les diverses instances militaires et civiles poursuivent des objectifs différents : au Japon, l'industriel Stinnes se heurte au ministère des Affaires étrangères ; en Pologne, le ministère des Affaires étrangères poursuit une politique absolument opposée à celle de l'OHL ; et l'on pourrait multiplier les exemples. Il n'est donc pas étonnant que les autorités allemandes n'aient pas eu la persévérence suffisante et n'aient pas consenti à une certaine politique les sacrifices nécessaires. Tout se passe comme si les diverses tentatives pour obtenir une paix séparée n'aient eu comme but que de briser les coalitions adverses et de détacher l'une des puissances de la coalition, mais que les contacts sont interrompus, dès qu'il apparaît que les buts de guerre devraient être abandonnés vis-à-vis de cette puissance et que les négociateurs seraient susceptibles de parvenir à un règlement général.

Les résultats des travaux des historiens de la DDR viennent renforcer les thèses de Fischer, comme le montrent en particulier les volumes consacrés par l'*Akademie Verlag* (Éditions de l'Académie) sous la direction de Fritz Klein à l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale, précédés d'introductions bibliographiques raisonnées, l'une sur les origines de la guerre, la seconde sur les buts de guerre, la troisième sur les causes de la défaite¹.

1. *Deutschland im ersten Weltkrieg*, 3 vol. Ouvrage collectif sous la direction de Fritz Klein, Berlin-Est, 1968-1970.

La préoccupation majeure de l'historiographie est-allemande est d'établir les liens entre les particularités de l'impérialisme allemand, les monopoles et l'appareil de l'État, ainsi que des partis politiques bourgeois¹. Dès 1952, Albert Schreiner² avait essayé dans une vaste synthèse, *Zur Geschichte der deutschen Aussenpolitik 1871-1945* (pour l'histoire de la politique extérieure de l'Allemagne), de donner une interprétation marxiste des buts de guerre allemands qui ne faisaient, selon lui, que prolonger les tendances impérialistes de l'âge précédent. Cependant, dans la désignation des responsables, les tendances différaient. S'intéressant surtout à l'expansion allemande en Pologne et dans les pays baltes (1962), Werner Basler³ avait distingué entre deux programmes d'expansion, l'un maximal, l'autre minimal, entre lesquels il n'y avait que des différences de degré, montrant que Bethmann-Hollweg s'était toujours rendu aux vues des maximalistes, même lorsque des précautions politiques pouvaient faire croire le contraire. Au contraire Gertrud Theodor⁴, dans ses études sur Naumann, avait tenté de définir l'impact que pouvaient avoir sur le gouvernement des groupes économiques comme ceux de l'AEG et la *Deutsche Bank*, éléments plus « malléables » de l'expansionnisme allemand et dont Bethmann-Hollweg se serait rapproché pour des

1. Pour ce qui est des origines de la guerre, il convient de faire une place à part à W. Markov, « Akteure der Balkandiplomatie 1878-1912 », *Jahrbuch für Geschichte der deutsch-slavischen Beziehungen*, 1958, II.

2. A. Schreiner, *Zur Geschichte der deutschen Aussenpolitik 1871-1945* I, Berlin-Est, 1952.

3. W. Basler, *Deutschlands Annexionspolitik in Polen und Baltikum 1914 bis 1918*, Berlin-Est, 1962.

4. G. Theodor, *Friedrich Naumann oder der Prophet des Profits. Ein biographischer Beitrag zur Geschichte des frühen deutschen Imperialismus*, Berlin-Est, 1967.

raisons de politique intérieure; cependant l'auteur reconnaissait que ces impérialistes « libéraux », orientés surtout vers la conception de la *Mitteleuropa*, étaient tout autre chose que des partisans d'une paix négociée et que leur prétendue solution d'une paix « démocratique » — il importait de respecter la liberté des peuples et de ne pas imposer les annexions — était conforme aux intérêts d'une fraction du capital financier. De son côté, Z. Jindra¹, étudiant les bases économiques de l'idée de *Mitteleuropa*, soulignait, contre H. C. Meyer, le caractère impérialiste de la pensée de Naumann : « Étant donné la situation géographique de l'Allemagne au centre du continent européen, la *Mitteleuropa* ne pouvait signifier qu'une seule chose : le capital allemand, pour ses opérations à l'étranger, devait donner la priorité à ses voisins plus petits et économiquement faibles de l'Europe centrale et du Sud-Est, auxquels il était possible de faire ressentir à tout moment la puissance politique et militaire de l'empire allemand... Tous les plans d'Europe centrale, quels qu'aient été leur forme extérieure, leur nom ou leurs moyens techniques de réalisation, avaient un dénominateur commun : l'impérialisme allemand et sa ligne principale d'expansion en Europe centrale. » Selon Jindra, « la différence entre les partisans de la paix victorieuse et ceux de la paix de 'compréhension' ne résidait que dans le fait, que dans le premier cas il s'agissait d'annexionnisme ouvert, dans le second cas d'annexionnisme caché ».

L'étude la plus approfondie des orientations de l'impérialisme allemand a été celle de Willibald Gutsche qui, après avoir résumé les thèses antérieures et montré

1. Z. Jindra, « Der Plan der deutschen Hegemonie in Mitteleuropa », dans Z. Jindra et J. Krizek, *Beiträge zur neuesten Geschichte der Mitteleuropäischer Völker* (Prague, 1960) avec préface de A. Zneidarek.

que l'expansionnisme allemand était de nature avant tout économique, présentait dans d'importants articles de la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* (revue pour la science historique) (1964-1965)¹ l'analyse des deux tendances prédominantes : l'une représentée par la Ligue pangermaniste et soutenue principalement par l'industrie lourde rhéno-westphalienne, qui visait surtout à une expansion territoriale vers l'Ouest d'une part, vers la Pologne, l'Ukraine et les pays baltes d'autre part et insistait sur la notion d'annexions; l'autre qui groupait surtout les industries électriques (AEG), la pétrochimie, des compagnies de navigation comme la HAPAG, et que soutenait la Deutsche Bank, dont le programme reposait moins sur l'idée de l'annexion que sur la conquête « indirecte » de l'Europe par la création d'une vaste *Mitteleuropa* sous direction allemande. Ce second groupe estimait que, sur le plan extérieur, la destruction de la puissance anglaise n'était ni possible ni souhaitable et que, sur le plan intérieur, elle mettait en cause la structure traditionnelle de l'État, reposant sur l'alliance des junkers et de la bourgeoisie d'affaires. A vrai dire, ces deux groupes n'ont jamais été clairement délimités : par exemple, le programme de F. Naumann, pour ce qui est de l'expansion vers l'Est, allait plus loin que celui de Walther Rathenau; et il fut constant que pendant la guerre l'on allât d'un groupe à l'autre. En fait, Bethmann-Hollweg a été soucieux, en définissant, en septembre 1914, ses buts de

1. W. Gutsche, « Erst Europa — und dann die Welt. Probleme der Kriegszielpolitik des deutschen Imperialismus im ersten Weltkrieg », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft* 5, 1964; « Bethmann-Hollweg und die Politik der 'Neuorientierung'. Zur innenpolitischen Strategie und Taktik der deutschen Reichsregierung während des ersten Weltkriegs », *id.* 2, 1965.

guerre, de donner à la fois satisfaction aux deux tendances. Toutefois, lorsque après l'échec de la guerre éclair, il fallut procéder à une nouvelle orientation (*Neuorientierung*) de sa politique, le gouvernement s'est rapproché des fractions « libéralisantes » de la grande bourgeoisie, dans le dessein de s'appuyer sur les partis bourgeois progressistes et de se concilier la social-démocratie, d'ailleurs prête à des annexions modérées, et que Bethmann-Hollweg avait l'espoir d'intégrer définitivement à l'État. Aussi le chancelier favorisa-t-il en 1915 la *Freie Vaterländische Vereinigung* (Union patriotique libre), derrière laquelle l'on retrouve la Deutsche Bank et les trusts de l'électricité, et en 1916, la *Deutsche Nationalausschuss* (Commission nationale allemande), qui se prononça pour un programme de « garanties » limitées à l'Ouest. Il se rapprocha donc de la partie la plus « souple » (*wendig*) de la bourgeoisie impérialiste allemande. Mais la chute du chancelier marqua la fin des divergences qui s'étaient manifestées au sujet des buts de guerre; les paix de Brest-Litovsk et de Bucarest, en ouvrant un champ illimité aux ambitions allemandes, réconcilièrent les différentes parties en une vision commune de la guerre victorieuse et largement annexionniste. Selon Gutsche, il n'est donc possible de discerner entre les deux tendances que des différences tactiques portant sur l'orientation générale de l'expansion, à l'Est ou à l'Ouest, les méthodes employées pour subjuguer les peuples ou encore sur le sort de l'Angleterre, dont on discutait si elle devait être détruite au cours de cette guerre ou dans une guerre postérieure; mais, d'un côté comme de l'autre, selon des projets formés depuis plusieurs années, l'on ne voyait l'avenir que sous la forme d'un « *Zollverein* de l'Europe du milieu », qui laisserait à l'Alle-

magne sur le reste de l'Europe une hégémonie semblable à celle dont la Prusse disposait en Allemagne même. Ce qui permettait à Gutsche de conclure que, loin d'être la conséquence de la guerre, comme le voulait H. C. Meyer, le concept de *Mitteleuropa* était à l'origine de la guerre voulue par l'impérialisme allemand.

Ces études sont-elles en parfait accord avec Fischer? Pour l'historiographie est-allemande, Fischer a le double tort, d'une part, de ne pas faire une analyse assez approfondie des oppositions de classes en Allemagne, ce qui lui fait minimiser en particulier l'importance de l'opposition d'extrême-gauche autour de Liebknecht et de Rosa Luxemburg¹, d'autre part, en se limitant trop étroitement à l'Allemagne, de n'avoir pas vu que c'était l'impérialisme en général, comme l'avait montré Lénine, qu'il fallait mettre en cause². Aussi Fritz Klein regrette-t-il de discerner dans son œuvre des lacunes attachées « aux formes conventionnelles de l'historiographie bourgeoise ». Il n'en reste pas moins que, si les études témoignaient d'une certaine orientation à laquelle Fischer avait échappé, elles ouvraient la voie à des recherches dont il devait tenir le plus grand compte dans ses derniers ouvrages.

1. Sur la question de la position de la classe ouvrière allemande à l'égard des buts de guerre, il n'y a pas entière identité de vue parmi les historiens est-allemands. Alors que J. Kuczynski, *Der Ausbruch der ersten Weltkrieges und die deutsche Sozialdemokratie* (Berlin, 1957), a estimé que le monde ouvrier participait dans son immense majorité à l'enthousiasme belliqueux de la bourgeoisie, L. Stern, éditeur de l'ouvrage collectif *Die Auswirkung der Grossen Sozialistischen Revolution auf Deutschland* (Berlin, 1959), pense que la classe ouvrière, profondément pacifique, a été trompée par l'aile droite de la social-démocratie.

2. D'où les critiques sévères adressées par F. Klein à l'école de P. Renouvin, *Deutschland... I*, p. 35.

Les conceptions de l'école de Fritz Fischer dominent-elles cependant l'ensemble du champ de la recherche historique allemande¹? Certes, *Griff nach der Weltmacht* a-t-il donné une nouvelle orientation à tous les travaux consacrés aux buts de guerre de l'Allemagne et aux tentatives de paix. Mais les conclusions auxquelles parviennent certains historiens sont souvent en retrait par rapport à celles de Fischer, dont elles refusent l'interprétation radicale de l'homogénéité et de la continuité de la politique allemande en guerre. En particulier nombre d'entre eux estiment qu'il n'est pas possible d'assimiler à la politique « annexionniste » de Ludendorff et des pangermanistes les efforts des « libéraux » qui admettent l'idée d'une expansion de l'Allemagne, sans vouloir toutefois lui sacrifier les possibilités de paix, et qui expriment la pensée profonde du chancelier.

Sur le plan de l'opinion allemande, Klaus Schwabe, en 1961 et en 1966², dans deux études consacrées à l'Université devant le problème de la guerre a cherché à démontrer que, dans leur attitude première, les professeurs allemands ont été surtout impressionnés par le fait de l'unanimité nationale, interprété par les libéraux dans le sens d'un rapprochement entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, par les conservateurs d'un ralliement des socialistes à l'idée nationale et l'abandon de leurs velléités révolutionnaires : qu'il n'y avait

1. Cf. sur l'ensemble des thèses relatives à ce sujet, l'article récapitulatif, très complet, de W. H. Muehle, « Bethmann-Hollweg's War Aims. Germany's Course to Disaster » *New Review*, sept. 1970.

2. K. Schwabe, « Zur politischen Haltung der deutschen Professoren im ersten Weltkrieg », *Historische Zeitschrift*, t. 193, 1961, « Ursprung und Verbreitung des alddeutschen Annexionismus in der deutschen Professorenchaft im ersten Weltkrieg », *Vierteljahrsschriften für Zeitgeschichte*, 1966.

eu en 1914 qu'une minorité de professeurs pour s'exprimer en faveur d'un programme annexionniste; mais que rapidement, du fait de certaines manipulations des milieux industriels autour de Flugenberg et dont l'instrument fut le théologien Seeburg, un grand nombre de professeurs — 352 — avaient signé, pendant l'été 1915, un texte prévoyant de larges annexions aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est; que par contre, s'était constitué, grâce à l'action de Hans Delbrück, un courant très minoritaire, mais absolument hostile à toute annexion à l'Ouest, qui estimait que l'expansion vers l'Est devait se faire avec le concours des peuples libérés des Russes et que l'unanimité acquise était plus importante que toute expansion territoriale, le renversement de l'équilibre européen devant se retourner contre l'Allemagne elle-même. En fait, bien plus que les divergences sur la nature même du programme annexionniste, le corps professoral demeurait divisé sur ce qu'il convenait d'appeler les « idées de 1914 », dans lesquelles certains voyaient une invitation à un projet de réformes des institutions allemandes dans le sens occidental (Delbrück, Max Weber), alors que d'autres regardaient dans la poursuite victorieuse de la guerre le seul moyen de préserver cette unanimité qui leur garantissait, en tant qu'élément des classes dirigeantes, la prépondérance dans l'État.

Sur un point déterminé de la politique expansionniste allemande, les pays baltes, Bernhard Mann¹ a tenté de déterminer quelles avaient été les réactions de l'opinion allemande à la définition des buts de guerre. Lui aussi étudiait la position de ces « impérialistes libéraux »

1. B. Mann, *Die baltische Länder in der deutschen Kriegspublizistik 1914-1918*, Tübingen, 1965.

qui ne répugnaient pas à un programme d'expansion à l'Est, mais qui ne voulaient pas le fonder sur les « baïonnettes », selon des méthodes « coloniales » ou sur la sujétion de la population, mettant pour condition l'acceptation libre des populations en dedans et en dehors de l'Allemagne. Pour désigner les vues de cette fraction de l'opinion, l'auteur se sert du terme de « désarticulation » (*abgliederung*) : il s'agit de séparer de la Russie un certain nombre de territoires dont la population aurait un droit limité à disposer d'elle-même et à entrer dans cette *Mitteleuropa* dans des conditions qu'il conviendrait de définir. Mann montre que cette politique, qui a été celle de Delbrück, de Max Weber et de Naumann, ainsi que de quelques Baltes, comme Johannes Haller et Paul Rohrbach, a été combattue par Otto Hötzsch qui, en tant que représentant d'un rapprochement avec la Russie, était hostile à tout expansionnisme vers l'Est et par les pangermanistes soutenus par la plupart des publicistes baltes, qui parlaient d'un *Dominium maris Baltici*. Ici encore les oppositions sont donc fortement contrastées.

Enfin comment juger la politique extérieure du chancelier lui-même ? A l'aide de documents puisés dans les archives des divers États allemands, Karl-Heinz Janssen — un élève de Gerhard Ritter — a montré quelle influence avait pu avoir la politique des divers États de la Confédération sur les buts de guerre¹. Ces États avaient en effet craint une expansion exagérée de la Prusse à l'Est et à l'Ouest, qui aurait détruit la balance fédérale du pouvoir et compromis l'idée monarchique, si les États fédéraux n'avaient pas eux aussi leur part

1. K.-H. Janssen, *Macht und Verblendung. Die Kriegszielpolitik der deutschen Bundesstaaten 1914-1918*, Göttingen, 1962.

de dépouilles. La Bavière demandait donc l'Alsace, Bade une partie de la Lorraine, la Saxe le trône de Pologne et de Courlande. Ces exigences ont contribué — montre l'auteur — à donner à la politique allemande des buts de guerre son caractère démentiel. Mais de cette démence, le chancelier n'est nullement fautif ; il a fait en sorte que les demandes des diverses capitales traînent dans les dossiers ; c'est le système constitutionnel lui-même qu'il faut rendre responsable de ces extravagances. Plus redoutables pour Fritz Fischer étaient les conclusions qui pouvaient être tirées des monumentales études de Wolfgang Steglich¹ sur la politique de paix de l'Allemagne pendant les hostilités. Dans un premier ouvrage (1958) qui portait sur la proposition de paix du 12 décembre 1916, Steglich avait montré la volonté de Bethmann-Hollweg de concilier les nécessités de l'alliance, en particulier avec la Double Monarchie, et le souci constant de ne pas se lier les mains, par un texte trop précis, pour une négociation avec les Alliés en vue d'une paix de compromis. Dans son second ouvrage (1964), qui étudie la politique de paix des puissances centrales en 1917 et 1918, Steglich va plus loin dans la définition des diverses attitudes de l'Allemagne : il estime que depuis l'échec de la « guerre éclair », les buts de guerre ont cessé de viser la domination de l'Europe, mais seulement des garanties de sécurité, pour se limiter à partir de l'automne 1916 à la paix tout court. Dans les derniers mois du gouvernement de Bethmann-Hollweg, et tant que Kühlmann demeura secrétaire d'État, il y eut de la part de

1. W. Steglich, *Bündnissicherung oder Verständigungsfrieden. Untersuchungen zu dem Friedenangebot der Mittelmächte vom 12 Dezember 1916*, Göttingen, 1958; *Die Friedenspolitik der Mittelmächte 1917-1918 I*, Wiesbaden, 1964.

l'Allemagne volonté de ne laisser échapper aucune possibilité de paix par des exigences de garanties, cependant reconnues comme souhaitables. Notamment à l'époque du gouvernement provisoire en Russie, Bethmann était prêt, contre l'OHL, à renoncer à toute annexion; et Kühlmann a organisé auprès du gouvernement anglais des sondages, qui peuvent être comparés à des débuts de négociations, entre septembre 1917 et l'été 1918, qui ont échoué du fait de la décision de l'Angleterre de ne pas se séparer de l'Entente.

Rendant compte de ces ouvrages en 1966 dans les *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas* (revue annuelle pour l'histoire de l'Europe de l'Est)¹, Fritz Epstein, qui avait écrit l'un des comptes rendus les plus favorables à Fischer, se demandait si l'on ne devait pas s'en tenir à la thèse de Ritter, qui voulait que Bethmann était disposé à abandonner les exigences minimales de son programme, pourvu qu'il pût sortir l'Allemagne avec honneur de ce conflit. Il est inexact de penser, comme l'a fait Fischer, qu'il y ait coïncidence entre les buts de guerre du chancelier, auxquels il n'a jamais voulu sacrifier la possibilité de sortir avec honneur du conflit, et les visées annexionnistes que les publicistes étrangers ont, pendant et après la guerre, attribuées à l'Allemagne sur la foi de la littérature pangermaniste. Restait à savoir cependant si le chancelier était à même de faire connaître ses positions antiannexionnistes, sans préparer sa propre chute.

1. F. T. Epstein, « Neue Literatur zur Geschichte der Ostpolitik im ersten Weltkrieg », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, N. F., XIV, 1966.

6

La guerre des illusions

Au milieu des remous que suscitaient ses thèses, et dont l'article de Rudolf Augstein dans le *Spiegel* (1966), « L'Allemagne — inclinée au mal dès sa prime jeunesse? » ne fait l'écho, Fischer poursuivait sa route, ne se contentant pas de répondre à ses adversaires, mais accusant ses positions antérieures et précisant ce qu'il entend par la responsabilité de l'Allemagne. Constatant que la plupart de ses réfuteurs s'étaient surtout attaqués aux premiers chapitres de *Griff nach der Weltmacht*, qui, dans sa pensée, n'avaient constitué qu'une introduction à sa thèse générale, Fischer estima indispensable de faire la preuve que la politique allemande, de la fin de la période bismarckienne à 1918, constituait un tout indissoluble. Aussi, remontant le cours des temps, se mit-il à l'œuvre pour étudier, par un approfondissement des sources d'archives, et en particulier des témoignages privés, la période qui se situait entre 1911 et 1914, où s'étaient concrétisées les ambitions d'une Allemagne soulevée par le nationalisme et exigeant sa place au soleil. Dès 1964, dans un article de la *Historische Zeitschrift*¹, Fischer, tout en répondant à un

1. F. Fischer, « Weltpolitik, Weltmachtstreben und deutsche Kriegsziele », *Historische Zeitschrift*, t. 199, 1964.

certain nombre de critiques qui lui avaient été adressées, laissait entendre que la volonté de guerre de l'Allemagne devait être recherchée dans les difficultés que rencontrait son expansion dans le monde et en particulier dans les Balkans, ainsi que dans les remèdes qui étaient envisagés à cet état de choses, et présentait la crise de juillet 1914, non comme l'effet du hasard, mais comme l'aboutissement d'une politique longuement méditée et en liaison étroite avec la définition donnée aux buts de guerre. En 1965, sous le titre *Weltmacht oder Niedergang (Puissance mondiale ou Déclin)*¹, inspiré du titre de l'ouvrage célèbre de Bernhardi, Fischer définissait les sept thèses, déjà présentées l'année précédente au Congrès des historiens allemands de Berlin, qui fondaient la continuité et l'homogénéité de la politique allemande et qu'il est possible de résumer sous cette forme :

1. l'Allemagne a manifesté de façon continue sa volonté de devenir une puissance mondiale;
2. la crise de juillet 1914 n'est qu'une action diplomatique destinée à déclencher la guerre;
3. le programme de septembre 1914 n'est pas une « bagatelle », mais le plan d'une Allemagne destinée à devenir une puissance mondiale;
4. les plans de guerre sont restés pendant toute la guerre une constante;
5. l'Allemagne, qui veut devenir une puissance mondiale, « agit » et ne se contente pas de « réagir » contre les autres États;
6. les buts de guerre ne sont pas ceux de Bethmann-Hollweg seulement, mais ceux de toute l'Allemagne;

1. F. Fischer, *Weltmacht oder Niedergang. Deutschland im ersten Weltkrieg*, « Hamburger Studien zur neueren Geschichte, I », Francfort, 1965.

7. la définition des buts de guerre est inséparable de la sauvegarde du système conservateur.

C'est dans le cadre d'une telle perspective que le livre *Krieg der Illusionen*¹ (1969) devait prendre sa signification, qui était d'établir la continuité de la politique extérieure allemande entre la période 1914 et 1918 et celle qui avait immédiatement précédé la guerre. Dans cet ouvrage, l'auteur, qui consacrait une importante introduction aux « fondements de la période wilhelmienne », n'avait pas l'intention de reprendre en détail l'étude des crises européennes et extra-européennes qui s'étaient déroulées après 1911, ni les négociations qui avaient accompagné les projets d'expansion allemande dans le monde (chemins de fer de Bagdad, mission Liman von Sanders, affaire des colonies portugaises), ni le contenu des programmes d'armement. Son but était, en se référant au primat de la politique intérieure, de montrer le rôle des causes profondes — économiques et morales — sur le comportement général du gouvernement allemand. Son argumentation portait sur trois points principaux : le lien entre l'impérialisme et les intérêts politiques des classes dirigeantes; le rôle des difficultés économiques et financières; la valeur qui doit être donnée à la notion de « guerre préventive ».

1. Le premier objectif de l'ouvrage est d'établir des liens très étroits entre la politique intérieure et la

1. F. Fischer, *Krieg der Illusionen. Die deutsche Politik von 1911 bis 1914*, Düsseldorf, 1969. Il est paru, sous la plume de P. Renouvin, un compte rendu détaillé de cet ouvrage dans la *Revue historique*, 1971, janv.-mars 1971. Compte rendu hostile de E. Hoelzle dans *Das Historische-Politische Buch*, juin 1970, qui montre que la démonstration de Fischer demeure sans valeur, puisqu'elle ne s'étend pas aux puissances de l'Entente.

politique extérieure du Reich à cette époque. La thèse générale, c'est que la guerre, considérée comme souhaitable par des sphères étendues de la population, apparaissait comme une « sauvegarde contre la démocratie et le socialisme ». Depuis longtemps déjà la tension entre la puissance des industriels et les intérêts agrariens avait été dépassée et remplacée par un autre conflit, qui opposait une conception patriarcale de la vie et de l'autorité, valable dans les relations industrielles comme dans le monde de l'agriculture, d'une part, et les revendications de la masse des salariés qui acquérait sa maturité politique, d'autre part. L'opposition de ces deux forces contribuait à donner sa virulence aux entreprises de la politique extérieure du Reich. Pour le souverain, événements extérieurs et événements intérieurs ne faisaient plus qu'un, comme en témoignent les instructions qu'il adressait au chancelier à la suite de la crise franco-allemande de 1905-1906 et des événements révolutionnaires de Russie : « D'abord abattre les socialistes; les décapiter et les empêcher de nuire, si nécessaire par un bain de sang, et ensuite seulement porter la guerre à l'extérieur. Mais pas avant et pas *a tempo*. » A l'égard des sociaux-démocrates, que Bethmann-Hollweg, en inaugurant ses fonctions en 1909, devait « attacher » à la politique officielle, l'on usait à la fois de tentatives de rapprochement et de mesures d'intimidation : depuis 1909, et surtout depuis 1912, des réunions interministérielles avaient mis sur pied des plans d'« état de siège », qui comportaient la passation des pouvoirs civils aux généraux d'armée, l'internement éventuel des dirigeants ou leur envoi aux armées. C'est sous cet angle qu'il convient d'étudier la seconde crise marocaine : en envoyant la *Panther* à Agadir, il ne s'agissait pas seulement de faire pression sur le gouvernement français,

mais de tenter, à une époque qui n'était pas éloignée d'une importante consultation électorale, de faire l'unanimité de l'opinion publique autour d'une politique de force et de prestige. C'est ainsi, en tout cas, qu'une fraction importante de la presse chercha à orienter les esprits : « Mieux vaut faire la guerre que de céder »; la *Post* voit dans une guerre contre la France « la guérison d'un grand nombre de maux politiques et sociaux »; et le *Deutsche Armeeblatt* (feuille militaire allemande) écrit de façon lapidaire : « Pour la situation intérieure de l'Allemagne une grande entreprise militaire serait très salutaire, même si elle devait provoquer dans les familles bien des larmes et des cris de douleurs. » Lorsque fut connu l'accord du 4 novembre 1911, défini comme un « second Olmütz », l'opposition « nationale » se groupa autour du Kronprinz, dont certains comparent la fière attitude à celle de son père, prêt à conclure la paix « à n'importe quel prix ». Certes, la propagande organisée autour de l'affaire marocaine n'a pas donné sur le plan électoral le succès souhaité : 110 députés sociaux-démocrates ont été élus; le mécontentement provoqué par la hausse des prix, qui a favorisé l'alliance des socialistes et de la bourgeoisie progressiste, a été plus fort que l'entraînement guerrier. Mais le résultat effectif des élections, qui est exploité par la presse bourgeoise dans un sens antidémocratique et dans un sens antisémite (les appartenances juives de certains membres du *Hansabund* (Union hanséatique) sont largement mises en évidence), se traduit par un resserrement de l'alliance des partis de droite, que viennent rejoindre les nationaux-libéraux. La conjonction des forces conservatrices autour de l'idéologie de l'impérialisme est concrétisée par la création du *Wehrverein* (Association militaire) sous la direction du

général Keim, qui doit populariser l'idée de la guerre et éviter au gouvernement, si une crise nouvelle se représente, toute hésitation et tout recul. Cette attitude n'est pas seulement celle des milieux pangermanistes, des conservateurs et des nationaux-libéraux, du groupe des agrariens dans le *Bund der Landwirte* (Union des agriculteurs) ou des milieux de la grande industrie métallurgique, mais encore des « jeunes libéraux » du *Bund der Industriellen* (Union des industriels) et du *Hansabund*, et même d'un certain nombre de sociaux-démocrates, autour de Calwer et de Quessel : tous donnent leur adhésion à une politique d'expansion mondiale (*Weltmachtpolitik*), et l'on ne peut reconnaître dans les divers programmes émis que des nuances dans la motivation et l'orientation générale de l'expansion. L'idée qu'avait un moment caressée Naumann d'une majorité politique progressiste « allant de Bebel à Bassermann » s'est trouvée brisée du fait du primat donné à la politique étrangère et de la capitulation des libéraux devant ces exigences.

L'un des faits dominants dans la politique allemande, au cours de l'année qui précéda la guerre, fut, sous l'effet de la crainte suscitée par la victoire électorale de la social-démocratie, l'alliance étroite qui s'est établie entre les agrariens, les magnats de la grande industrie et les organismes représentant les classes moyennes (*Mittelstand*) au cours d'une réunion qui se tint à Leipzig, entre le 24 et le 28 août 1913. Au cours de cette rencontre, qui fut célébrée comme la reconstitution du « Cartel des classes productrices » (*Kartell des Schaffenden Stände*), mais dans lequel Naumann et Heuss virent une dangereuse « politisation » des sphères économiques, un programme fut voté dont les points essentiels étaient le maintien de l'autorité patronale

dans les entreprises, l'arrêt de toute politique sociale — et en particulier la révision de la législation sur les assurances sociales, (on parla de « *Versicherungsseuche* », « peste des assurances ») — et d'une façon plus générale la lutte contre les conceptions erronées propagées par la social-démocratie. Dans ces milieux l'on songeait à la création d'une « Chambre haute » (*Reichsoberhaus*) qui, élue sur une base corporative par les « professions productives », s'opposerait au *Reichstag* élu sur la base démagogique du suffrage universel. « Les partis politiques sont morts, que s'élève maintenant la nouvelle organisation professionnelle de la vie politique. » C'est également dans ces milieux, où la Ligue pangermaniste et le *Bund der Landwirte* imposent leurs idéologies, que se préparent les projets de coup d'État, auxquels s'intéresse le Kronprinz et pour lesquels le général en retraite von Gebtsattel rédige un mémoire en trois points, demandant la transformation du suffrage universel par le vote plural, une législation antisémite interdisant toute activité professionnelle aux juifs et des mesures contre la presse de gauche, étant entendu par celle-ci le *Berliner Tageblatt*, la *Frankfurter Zeitung*, ainsi que le *Vorwärts*. L'ensemble de ces suggestions était inspiré par le livre anonyme de Class, *Si j'étais empereur*, paru en mars 1912. Bethmann-Hollweg répondit qu'il considérait ces projets comme utopiques et dangereux; et il obtint de l'empereur qu'il les condamnât, ce qu'il fit tout en assurant à son fils que, s'il était parfaitement conscient des faiblesses de la politique intérieure de son chancelier, il le gardait parce qu'il avait la confiance de l'étranger. Cependant, la situation du chancelier, ébranlée également par les débats sur l'affaire de Saverne, qui se terminèrent par un vote de méfiance du *Reichstag* à son égard, se trouva fortement diminuée par l'opposition

conjuguée contre lui des forces conservatrices : il apparaissait à la veille de la guerre de 1914 qu'il serait obligé de passer par leurs exigences, s'il ne voulait pas risquer de signer son propre arrêt de mort. Qu'il y ait eu, à la même époque, des velléités de résistance de la part de certaines forces politiques et syndicales, conscientes de l'immensité du péril, c'est ce que montre la manifestation organisée en mai par la Société pour la réforme politique (*Gesellschaft für soziale Reform*). Il n'en restait pas moins que l'Allemagne vivait, à la veille de la guerre, sous la menace d'un coup d'État dont la « fronde » du Kronprinz constituait le principal appui et dont l'objectif était de briser toute opposition qui pourrait se manifester dans le pays contre une guerre de conquête.

2. Cette guerre offensive, Fritz Fischer la juge d'autant plus vraisemblable que l'on est en présence de difficultés économiques grandissantes. Celles-ci sont, pour une part, la conséquence d'une récession qui, commencée en 1913, a duré jusqu'aux premiers mois de l'année 1914 et qui s'est traduite par la chute des cours en bourse, un certain chômage (450 000 chômeurs dans l'industrie lourde et dans les mines) et la baisse du salaire réel. Plus grave que cette crise passagère et qui n'a pas atteint l'ampleur de celle de 1907, sont les difficultés que l'économie allemande rencontre dans son expansion dans le monde. En particulier dans les Balkans l'Allemagne est parvenue dans une impasse : ses capitaux se heurtent non seulement à ceux de l'Entente mais encore à ceux de l'Autriche-Hongrie; il n'est pas possible de satisfaire, du fait du manque de capitaux liquides, aux demandes d'emprunts qui lui sont adressées, ni d'obtenir les concessions qu'elle se croyait en

droit d'exiger. Le recul de l'influence allemande est manifeste, sinon en Bulgarie, où l'emprunt accordé en juillet 1914 lui donne de grands moyens d'action, mais en Serbie, en Grèce, où cependant Guillaume II croit pouvoir mener une politique dynastique, en Roumanie, où l'orientation vers l'Entente est de plus en plus manifeste. Pour ce qui est de la Turquie, les intérêts allemands se sont trouvés sérieusement menacés par la négociation d'un emprunt turc de 500 millions de francs en France et par le rapprochement qui s'est esquissé entre la Russie et le gouvernement turc à la suite de la mission Liman von Sanders, comme l'atteste la visite de Talaat Bey auprès du tsar en mai 1914; la Deutsche Bank a bien consenti de son côté un emprunt qui est allé à la Bagdad Bahn, mais non sans mécontenter Krupp, qui n'a pas trouvé le moyen de financer les achats des armements fabriqués par lui; aussi, à de nombreux observateurs, la Turquie semble-t-elle devoir échapper au contrôle des puissances centrales. De cette évolution¹, qui place l'économie allemande sur la défensive, Rathenau conclut que « l'époque des grandes conquêtes est passée pour l'Allemagne », et qu'« il n'y avait d'autre solution que la constitution d'un vaste Zollverein de l'Europe du milieu, dans lequel entraient la France, la Belgique et si possible l'Angleterre ». La pénétration allemande se heurte d'autre part en France à « la campagne contre l'invasion germanique », en Russie à l'opposition qui se manifeste au renouvellement du traité de commerce, le gouvernement de Pétrograd cherchant à éléver les droits d'entrée sur les

1. Cf., développant des vues analogues à celles de Fischer, J.S.W. Corrigan, « German-Turkish Relations and the Outbreak of War in 1914 : A Re-Assessment », *Past and Present*, t. 36, 1967.

seigles en provenance de Prusse : il n'est pas exclu, pense-t-on à Berlin, que la Russie déclare la « guerre économique » à l'Allemagne au printemps 1914.

De cet état de choses quelles conséquences tirent les hommes politiques allemands ? Estiment-ils que les difficultés dans lesquelles se trouve l'Allemagne doivent nécessairement conduire à une guerre européenne ? Certains ne pensent pas ainsi. Ceux que Fischer appelle les « impérialistes gouvernementaux » — Hans von Delbrück, Jäckh, Rohrbach —, et aussi Riezler, condamnent le caractère excessif des revendications pangermanistes, sans d'ailleurs mettre en question le principe de l'impérialisme, dans lequel ils voient « le signe de l'époque » (*Das Signum der Epoche*) ; ils croient à la nécessité d'une expansion allemande en Afrique et en Asie orientale ; cependant ils ne pensent pas que l'on soit obligé de recourir à la guerre. En mai 1913 paraît, subventionnée par le ministère des Affaires étrangères, une brochure, *la Politique étrangère allemande, et pas de guerre*, signée de Hans Plehn, qui cherche à réfuter la thèse de Bernhardi sur la nécessité d'une explication militaire avec l'Angleterre, dans l'esprit qui était alors celui d'un Lichnowsky ou d'un Kühlmann. A cette époque, le chancelier lui-même ne semble disposé à recourir aux armes que « si l'honneur, la sécurité et l'avenir de l'Allemagne se trouvent mis en cause » et rappelle dans une lettre à l'historien Lamprecht que « ce que la seule violence a conquis ne sera jamais conservé grâce à la violence ». Cependant, six mois plus tard, en décembre 1913, Bethmann en est venu à penser que, du fait de la pression qu'exerce, outre les milieux militaires, le monde de l'industrie, la guerre est devenue une éventualité qu'il est impossible de rejeter. C'est dans cette perspective qu'il importe

d'interpréter la conversation que Bethmann eut avec Jules Cambon fin janvier 1914, dans laquelle il comparait les résultats obtenus par la politique de la France et de l'Allemagne : « Depuis quarante ans la France a poursuivi une politique grandiose. Elle s'est assuré un immense empire dans le monde. Elle est partout. Pendant ce temps, l'Allemagne inactive ne suivait pas cet exemple et aujourd'hui elle a besoin de place au soleil. » Son expansion provient d'un besoin naturel : « L'Allemagne, son unité constituée, voit sa population augmenter démesurément, chaque jour, sa marine, son industrie, son commerce prendre un développement sans égal ; elle est condamnée en quelque sorte à se répandre dans le monde. » Il n'est pas admissible que l'Allemagne, dans cet effort, rencontre la mauvaise volonté de la France ; si celle-ci continuait à adopter la même attitude, elle aurait à en subir les conséquences : « Si vous lui refusiez ce qui est la part légitime de tout être qui grandit, vous n'arrêteriez pas sa croissance, mais ce n'est pas seulement en Asie mineure que vous pourriez vous heurter à sa concurrence, vous vous exposeriez à la retrouver partout. Croyez-moi, rendons-nous compte des faits et écartons ce qui nous divise. Sinon, ce serait dangereux. » Dans cette conversation peut-être faut-il voir — et c'est l'hypothèse de Fischer — une suprême tentative du chancelier pour obtenir, grâce aux concessions de la France, un succès diplomatique qui rendrait le recours à la guerre peut-être inutile. Mais, sous l'effet des difficultés économiques, il apparaît que l'opinion se radicalise : des industriels ou des hommes d'affaires modérés, comme Rathenau ou Ballin, ne laissent plus ignorer que l'expansion allemande doit être maintenue, à n'importe quel prix ; Rohrbach et Jäckh, qui touchent de près les sphères gouvernementales publient une

nouvelle revue, *Das Grössere Deutschland*, qui se donne pour fin « de préparer l'opinion publique directement à la guerre »; et le *Hansabund* se prononce dans son organe officiel contre « la politique de la porte ouverte », contre les « zones d'influence », et exige l'acquisition de territoires « qui seraient sous notre dépendance politique ».

En fournissant ces documents, Fritz Fischer est amené à entrer en contradiction avec la thèse naguère défendue par Raymond Poitevin dans *les Relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914* (1969), qui estime que les difficultés économiques entre la France et l'Allemagne n'ont pas été de nature à faire souhaiter aux hommes d'affaires allemands de « briser par la force la mauvaise volonté française » : entre les plans de guerre fabriqués après le début des hostilités par les pangermanistes et les positions adoptées avant 1914 par les industriels et les banquiers il n'y a pas de commune mesure; certes ils étaient indisposés par les « chicanes » qui leur étaient faites; ils n'en ont pas tiré de conclusions belliqueuses. Pour Fischer, au contraire, les activités financières de la France en Russie et les conflits balkaniques avaient créé dans le monde des affaires en Allemagne une volonté d'en finir avec la France, que viennent accroître encore leurs convoitises sur le minerai de fer lorrain. Une déclaration d'industriels allemands n'a-t-elle pas fait savoir à Nitti que la guerre contre la France était « une exigence de l'industrie allemande »?

3. En présence de la conjoncture qui s'assombrit pour elle, l'Allemagne s'est-elle résolue à une guerre « préventive », comme l'admettent maintenant la plupart des historiens allemands? Il est certain, note Fischer, que cette notion de guerre préventive a été plu-

sieurs fois évoquée en Allemagne, dans les milieux militaires surtout, mais aussi dans les milieux politiques. Guillaume II ne disait-il pas à Berchtold, le 26 octobre 1913, que « la guerre sera inévitable à la longue », et à Albert Ier un mois plus tard, que du fait de l'orientation de la politique française, il faudrait bien « en arriver là ». L'idée de la guerre préventive a été évoquée par Moltke et Conrad von Hötzendorf dans leur correspondance en mars 1914 : « Le programme de la Russie et de la France est clair; elles ne sont pas encore prêtes et attendent une entière disponibilité. De même les peuples des Balkans se renforcent et en particulier la Serbie. Qu'attendons-nous? » demande le général autrichien. Vers la même époque paraît dans la *Kölner Zeitung* un article officieux qui laisse entrevoir la possibilité d'un conflit avec la Russie : « Qu'il soit admis qu'aujourd'hui encore la Russie ne soit pas en état de soutenir ses menaces politiques avec la force de ses armes, il en sera tout autrement dans trois ou quatre ans. La guérison des finances et le relèvement du crédit, qu'assure la France contre des promesses d'action militaire contre l'Allemagne, ont placé la Russie dans une situation favorable qui, si elle se poursuit, atteindra son point culminant à l'automne 1917... Or, il y a deux ans encore, on appréhendait de dire que c'était contre l'Allemagne qu'armait la Russie; maintenant on le dit ouvertement, même dans les revues militaires officielles. » Les conclusions de l'article étaient reprises dans la *Germania* et le *Berliner Tageblatt*, qui ajoutait des menaces précises : « On peut encore aujourd'hui parler du colosse aux pieds d'argile et le prestige de la Russie ne repose en fin de compte que sur une diplomatie sans scrupule et sur le besoin de paix des peuples civilisés d'Europe centrale... Il n'y a pas de

raison que nous reculions plus longtemps devant l'arrogance. » En mai 1914 Moltke demandera à Jagow de « décider les préparatifs politico-militaires contre la Russie et contre la France », car, disait-il, « la situation militaire ne fera que se détériorer pendant les années à venir ». Jagow refusa de se laisser « entraîner », prétextant la position de l'empereur; mais celui-ci, quelques semaines plus tard, se demandait lui aussi « s'il ne valait pas mieux frapper, au lieu d'attendre ».

Ces divers témoignages ne signifient cependant pas, aux yeux de Fischer, que l'Allemagne ait fait une guerre vraiment préventive. Car, pour qu'il y ait guerre préventive, il faut qu'il y ait menace; or l'Allemagne n'avait nullement à pratiquer la « légitime défense », n'étant menacée de nulle part. Les études les plus récentes démontrent en effet que, du côté français, il n'y avait aucun désir d'attaquer l'Allemagne, et que pour la Russie l'obligation que lui faisait l'alliance d'intervenir contre l'Allemagne était spécialement désagréable. La vérité, c'est que l'Allemagne était depuis longtemps décidée à provoquer cette guerre, et cela au moment choisi par elle. Il faut ici remonter au Conseil de guerre qui s'est tenu en présence de l'empereur le 8 décembre 1912, relaté par l'amiral Georg von Müller¹, au cours duquel Moltke et Tirpitz ont exposé des thèses divergentes : la guerre avait paru « inévitable », mais Tirpitz avait demandé qu'elle soit repoussée d'un an et demi, délai qui lui était indispensable pour aménager la base navale de Heligoland; à quoi Moltke avait répondu que, pour ce qui était de l'armée de terre,

1. Cf. J. L. G. Roehz, « Admiral von Müller and the Approach of War », *The Historical Journal*, 1969, XVII, 4.

le plus tôt était le mieux. Dès lors la date était fixée : la guerre devait éclater dans l'été 1914, ni plus tôt, ni plus tard. C'est également au cours de ce Conseil de guerre que la préparation psychologique de la guerre fut mise en route — doctrine de l'« encerclement », nécessité de la lutte entre le slavisme et le germanisme —, que l'on habitua l'opinion à regarder l'attaque contre la France comme étant primordiale et que furent prévues les mesures financières et économiques destinées à faire face à la guerre¹. Dans ces conditions, Sarajevo n'a été que l'occasion saisie au vol pour mener une guerre qui n'était point déclenchée « par crainte ou par désespoir », mais dont le dessein était bien de « régler leur compte » à ceux qui pouvaient empêcher l'Allemagne de parvenir à l'hégémonie. Si l'on replace le comportement allemand pendant la crise de juillet 1914 au milieu de la politique impériale des dernières années de paix, on doit constater que l'Allemagne avait la ferme volonté d'assumer le conflit militaire considéré comme « inévitable et prochain contre le colosse russe qui semblait toujours plus menaçant, et contre son créancier la France, et cela à un moment où le sort des armes pouvait encore paraître favorable à l'Allemagne ».

Que l'Allemagne ait voulu une guerre de conquête, c'est ce dont témoignent de nombreux contemporains. Dans ses carnets, le diplomate autrichien Baernreither, l'un des théoriciens de l'idée de *Mitteleuropa*, écrit en décembre 1914 : « La guerre devait venir, telles que les choses se présentaient du fait des fautes de la diplomatie

1. Burchardt, dans *Friedenswirtschaft und Kriegsvorsorge. Deutsch-lands wirtschaftliche Rüstungsbestrebungen vor 1914*, (Boppard, 1968), a nié une préméditation systématique, politique ou économique de la guerre.

allemande et autrichienne. L'Allemagne a saisi l'assassinat de Sarajevo par les cheveux et sut utiliser l'occasion qui lui était fournie par l'Autriche », et Baerreither donne comme preuve une conversation qu'il a eue avec le Pr Otto Hötzsch, spécialiste des questions russes et membre du parti conservateur : l'empereur lui a-t-il dit, est parti pour la Norvège avec la certitude que la guerre éclaterait. Tout cela était arrangé habilement d'Allemagne et le moment a été choisi avec un coup d'œil sûr pour mener avec l'Autriche, dont l'on s'était assuré le consentement « une guerre que les dernières années avaient rendue inévitable ». Dans un entretien avec le sous-sécrétaire d'État à la marine, von Capelle, Arthur von Gwinner, directeur de la Deutsche Bank, avait dit que « Lichnowsky n'était pas à Londres au courant de ce qui se tramait à la Wilhelmstrasse, où l'on était décidé à ouvrir un conflit... L'on s'y est évertué à engager d'abord l'Autriche, pour en être sûr; toute l'action contre la Serbie avait été menée de telle sorte que la guerre ne pouvait être évitée ». La guerre ne fut donc pas pour Bethmann-Hollweg, comme l'ont fait croire tant d'historiens, une « décision tragique et fatale », un coup du « destin » qui s'abattait sur lui; ce fut la suite d'une politique parfaitement mûrie et conduite à son terme, à laquelle la nation s'est associée avec enthousiasme.

Le récit de la crise de juillet 1914, reprise une nouvelle fois par Fischer dans *Krieg der Illusionen*, ne fait que confirmer ces conclusions. Il apparaît que Bethmann-Hollweg n'a pas cherché à éviter la guerre. Le témoignage de Riezler fait au contraire, selon Fischer, la preuve qu'il attendait bien de sa politique le déclenchement de la guerre et, au cas où celle-ci n'éclaterait pas du fait de la capitulation de la Russie, une large

victoire diplomatique¹. Sa principale préoccupation a été pendant la crise de faire en sorte que la Russie mobilise la première, et cela en vue, d'une part, de se concilier la social-démocratie, d'autre part, de s'assurer la neutralité de l'Angleterre. Sur le premier point, le chancelier a remporté un plein succès, mais sur le second il s'est lourdement trompé. Le fait que les illusions chez Bethmann-Hollweg ne se soient pas malgré tout estompées, et qu'il ait cru encore, en définissant une vaste politique de conquêtes, soutenir le moral de la nation : voilà qui explique le titre que Fischer a donné à son livre.

L'on en est arrivé ainsi au terme de cette longue démonstration qui remplit toute l'œuvre de Fischer, à savoir que les buts de la politique allemande n'ont pas varié avant et pendant la guerre : le début de la guerre ne constitue pas une césure dans cette politique. « Terrains d'action, directions des attaques et maximes politiques, écrit-il dans *Weltmarkt und Niedergang*, étaient les mêmes pendant comme avant la guerre; seulement les possibilités de leur réalisation prochaine semblaient être à portée de la main, à cause de la guerre et de la victoire escomptée... En cela le déclenchement

1. L'interprétation de Fischer repose sur la déclaration de Riezler du 8 juillet après une conférence avec le chancelier : « Kommt der Krieg aus dem Osten..., so haben wir Aussicht ihn zu gewinnen. Kommt der Krieg nicht, will der Zar nicht oder rät das bestürzte Frankreich zum Frieden, so haben wir doch noch Aussicht, die Intente über diese Aktion auseinander zu manövriren. » Fischer en déduit la préférence donnée par les Allemands à une solution guerrière, thèse qui est vivement contestée par K.D. Erdmann dans sa préface à K. Riezler, *Tagebücher...* Cf. sur ce sujet H. Jarausch, « The Illusion of Limited War : Chancellor Bethmann-Hollweg's Calculated Risk, July 1914 », dans *Central European History*, 1969, qui pense que le but du chancelier était de bouleverser les grandes puissances par la menace d'une guerre et de les placer devant un fait accompli.

des hostilités est bien un seuil : non qu'il ait entraîné l'apparition de buts nouveaux, mais il a fait grandir l'espérance du succès et rendu accessibles les chances de parvenir dès à présent à des buts qu'on avait vainement cherché à atteindre par la voie politique et diplomatique. » Dès lors apparaît également l'unité de la pensée de Bethmann-Hollweg, qui n'a point été ce « fataliste » craintif et passif dont parlent Erdmann et Zechlin, ni cet homme d'État déchiré par de lacinants scrupules, comme le veut Ritter, dont le programme de septembre n'est pas « une concession aux nostalgies et aux rêves patriotiques d'un peuple combattant », une faiblesse « passagère », mais bien un plan, auquel il s'est constamment tenu, d'une Allemagne destinée à devenir une puissance mondiale et dans lequel « les revendications et le dynamisme de l'empire se trouvaient concentrés comme dans un miroir ardent ». Qu'il l'ait voulu ou non, et quels que puissent avoir été ses drames intérieurs, Bethmann-Hollweg a été l'expression des groupes sociaux qui soutenaient l'État ; il ne pouvait refuser leurs revendications ou leurs visées, même lorsqu'il estimait que la situation politique ou militaire l'exigeait. « Demander à Bethmann-Hollweg de rejeter délibérément les buts de guerre en sa qualité de chancelier, cela aurait équivaut à demander au pape de se convertir au protestantisme », remarque Fischer. Certes, il a eu le souci de retenir la social-démocratie dans les allées de l'Union sacrée et pour cela de maintenir le dogme de la guerre défensive qu'il avait lui-même proclamé. Mais, en allant au-devant des sociaux-démocrates, Bethmann devait respecter de très étroites limites, qui lui furent constamment rappelées, ne serait-ce que par le ministre prussien de l'Intérieur, Loebell. Lui-même avait admis que des

réformes n'étaient concevables que si la social-démocratie reconnaissait sans restriction la notion d'État autoritaire, « qu'elle condamnait jusqu'à présent sous le nom de militarisme », c'est-à-dire la forme monarchique de l'État et le rôle décisif de l'armée. Et il n'a cessé de répéter que la loi électorale du suffrage universel ne pouvait être qu'un « salaire » et non une « prime ». Lorsque après l'échec de la guerre sous-marine, il voulut convaincre l'empereur d'accorder cette loi, il signa son arrêt de mort, dont il importe peu de connaître les intrigues qui l'ont provoqué, mais la nature des groupes qui, après l'avoir toléré pendant plusieurs années, étaient maintenant décidés à le voir disparaître.

De ce livre, qui laisse le lecteur accablé sous le poids d'une vertigineuse érudition et qui lui laisse à peine le temps de reprendre son souffle ni de discuter les arguments qui lui sont assenés, demeure l'impression que Fischer s'est imprudemment attaqué à une impossible démonstration. Pour emporter la conviction, il a certes multiplié les preuves, et, ce faisant, il a confirmé ce que l'on savait déjà des tendances des classes dirigeantes allemandes soucieuses, en jouant le jeu d'une politique de puissance, de sauver leurs intérêts matériels. Mais cela suffit-il pour prouver que le monde des affaires ait vraiment voulu recourir à la guerre pour s'assurer des positions qu'il pouvait acquérir pacifiquement ? La crise de 1913 était-elle de nature à pousser ceux-ci à rompre avec les procédés d'expansion pacifique ? Le gouvernement lui-même était-il assez uni et assuré pour suivre une ligne politique rigoureusement déter-

minée devant provoquer, au jour choisi, la conflagration souhaitée? Il semble que Fischer sur tous ces points se soit installé sur des positions intenables. Du moins le caractère abrupt de certaines de ses affirmations demeure-t-il incompatible avec la prudence que doit conserver l'historien¹.

Conclusion

Est-il possible, au terme de cette étude, de dresser les éléments d'une conclusion, qui soit en même temps un jugement personnel et motivé sur l'œuvre de Fischer et sur les polémiques qu'elle a suscitées?

Sans doute celle-ci sera-t-elle d'abord interprétée par le non-spécialiste comme digne d'intérêt, du fait de l'effort accompli par son auteur pour sortir ses compatriotes de la léthargie et de l'aveuglement dans lesquels ils avaient été jusqu'alors confinés. Il est certain que *Griff nach der Weltmacht* a profondément remué la conscience politique des Allemands, qu'il a secoué de nombreux tabous et qu'il a ouvert à la recherche des sentiers nouveaux dans lesquels s'engagent résolument de jeunes historiens allemands. Fischer a contribué à renverser cette conception un peu trop simpliste, dans laquelle de nombreux intellectuels allemands avaient tendance à s'enfermer, selon laquelle le phénomène hitlérien était une apparition exceptionnelle et contre nature dans l'histoire allemande. Sans doute Bethmann-Hollweg n'est-il pas le précurseur de Hitler, et jamais Fischer n'a voulu le présenter sous ce jour. Mais le succès de Hitler n'aurait sans doute pas été aussi facile, comme l'a fort bien montré l'historien autrichien Fritz

1. Cf. le jugement très nuancé de W. J. Mommsen, « Die deutsche Weltpolitik in dem ersten Weltkrieg », *Neue politische Literatur*, oct.-déc. 1971.

Fellner¹, si les historiens allemands n'avaient pas cherché pendant plusieurs décennies à tromper l'opinion sur les buts de guerre, et s'ils avaient pris leurs distances à l'égard d'une politique de puissance qui couvrait les aspirations de l'impérialisme wilhelmien. Ces historiens se furent-ils abstenus de fournir des preuves à la dénonciation démagogique du « *Diktat de Versailles* » un argument de poids aurait certes été retiré à la propagande hitlérienne. Ce fut le grand mérite de Fischer d'avoir secoué aux yeux des Allemands l'image flatteuse et confortable qu'ils se faisaient de leur passé de les avoir obligés à une révision déchirante; et c'est pour avoir assumé cette tâche, passagèrement impopulaire, mais nécessaire, qu'il a écrit un livre qui marque une date dans l'histoire de son pays : un livre, comme on l'a dit justement, qui n'est pas seulement un livre d'histoire, mais un livre qui fait l'histoire; un livre enfin dans lequel il a mis ce sens des responsabilités, cette soif du sacerdoce, cet esprit de vérité qui sont l'expression de sa nature à la fois inquiète et impérieuse, et qu'explique sa formation de théologien. Le sociologue Dahrendorf² n'a pas eu tort d'écrire que la violence des réactions suscitées par ce livre provient de la volonté de Fischer « de mettre en échec une idéologie d'auto-justification ». Ce que vient confirmer la tentative du gouvernement de Bonn, alors aux mains du CDU, pour désamorcer, par la plume de Eugen Gerstenmaier³, les thèses de Fischer, et divulguer au maximum les écrits de ses adversaires.

1. F. Fellner, « Zur Kontroverse über Fritz Fischers Buch *Griff nach der Weltmacht* », *Mitteilungen des Instituts für Geschichtsforschung*, 1964.

2. R. Dahrendorf, *Gesellschaft und Demokratie in Deutschland*, Munich, 1965.

3. *Christ und Welt*, 2 septembre 1964.

L'on peut aller beaucoup plus loin encore, et constater que les ouvrages de Fischer vont porter profondément la contradiction au cœur même de l'histoire allemande traditionnelle. Et c'est là sans doute ce que la famille des historiens allemands lui a le moins pardonné.

S'il est un concept qui échappe à la discussion, c'est celui du « primat de la politique extérieure », maintes et maintes fois affirmé par les historiens allemands. Il est admis depuis Ranke que ce sont les exigences de la politique de puissance qui déterminent, en fin de compte, les structures politiques et sociales des États : les institutions doivent converger vers l'indépendance et la force de l'État, dont dépend sa situation dans le monde. Le primat de la politique extérieure a pour conséquences la spiritualisation de la notion d'autorité, le rejet du régime parlementaire — les décisions ne peuvent évidemment dépendre de minorités changeantes —, la concentration des pouvoirs entre les mains d'une monarchie héréditaire, la réduction de la liberté à une acceptation consentie de l'obéissance, la tolérance des droits individuels et des garanties écrites dans le cadre des limites étroites de la raison d'État. Pratiquement les vues de Ranke n'avaient jamais été mises en question; et même avant 1914, l'on avait vu se développer une école néo-rankéenne qui, rompant avec le libéralisme des historiens du XIX^e siècle, avaient mis l'accent, avec Max Lenz et Erich Marcks, sur les conséquences conservatrices de la pensée du maître. Bien souvent l'héritage de Ranke avait été rappelé pendant la Première Guerre mondiale. Cependant, à l'époque de la répu-

blique de Weimar, un jeune historien, Eckart Kehr, qui avait publié en 1930 une étude sur « La construction de la flotte de guerre allemande et les partis politiques (1894-1901) », avait cherché à renverser la problématique rankéenne, en montrant comment les aspirations « navalistes » étaient en rapport avec certains groupes de pression économique et en affirmant de façon audacieuse « le primat de la politique intérieure ». Il importait, selon lui, de cesser de regarder l'État comme un organisme qui se développe selon ses propres lois et ses propres exigences, dans lequel s'exprimerait toute l'énergie nationale, et à qui toutes les branches de la vie culturelle et économique devraient être soumises, mais comme un simple instrument dont se servent les classes dominantes pour asseoir leur domination. Comme Hallgarten, Kehr cherchait à mettre à nu les « bases sociologiques » de la politique étrangère de l'impérialisme, et de l'impérialisme allemand en particulier. Il montrait également que, précisément parce qu'elle ne met pas au centre de ses préoccupations l'État, le pouvoir, l'histoire économique et sociale ne peut avoir aucune place en Allemagne, ce dont Lamprecht avait fait l'expérience, et que l'on s'y résignait à la plate « *Ideengeschichte* », incapable de rendre compte des faits essentiels de l'histoire. Mais cette argumentation de Kehr avait été étouffée, il ne lui avait pas été possible de faire carrière dans une université allemande ; il était mort aux États-Unis en 1933 et ce n'est que tout récemment que Hans-Ulrich Wehler a assuré la publication de ses divers écrits¹. Or Fischer reconnaissait lui aussi dans son *Griff nach der Welt*

1. E. Kehr, *Der Primat der Innenpolitik. Gesammelte Aufsätze zur preussisch-deutschen Sozialgeschichte im 19 und 20 Jahrhundert*, édité et préfacé par H.-U. Wehler, Berlin, 1965.

macht le primat de la politique intérieure : la politique allemande n'exprime pas, comme l'ont prétendu certains en 1914, les impératifs d'une nation qui passe de l'état de grande puissance à l'état de puissance mondiale selon sa dialectique propre ; mais elle ne peut être étudiée que comme la manifestation des intérêts égoïstes ou du souci de préservation des classes dirigeantes. L'école que Fischer a créée à Hambourg a d'ailleurs dans d'autres domaines apporté une semblable interprétation de l'histoire. C'est ainsi que son élève, Kurt Boehme, dans son livre *Deutschlands Weg zur Grossmacht*¹ (1966) a cherché également à affirmer dans la politique allemande de l'époque bismarckienne le primat de la politique intérieure : l'œuvre unitaire n'apparaît plus comme déterminée par les impératifs de la raison d'État, mais par le souci de servir certains secteurs déterminés de l'économie : la fondation du Reich, tel qu'il ressort des guerres de 1866 et de 1870, apparaît moins comme le triomphe d'un génie politique que comme la satisfaction d'une coalition groupant sous le signe des intérêts matériels, les grands propriétaires de l'Est et une fraction de la bourgeoisie d'affaires. D'une façon plus générale, les travaux les plus récents de Hans-Ulrich Wehler² sur l'ère bismarckienne veulent prouver que l'impérialisme, dont l'apparition remonte aux années 80, est lié à la volonté du chancelier de s'opposer à la démocratisation de la société et de l'État, en fondant le Reich sur le « rassemblement » (*Sammlung*) des forces

1. K. Boehme, *Deutschlands Weg zur Grossmacht*, Cologne et Berlin, 1966.

2. H.-U. Wehler, *Bismarck und der Imperialismus*, Cologne et Berlin, 1969 ; du même auteur, *Imperialismus*, Cologne et Berlin, 1970. Les thèses de Wehler ont donné lieu à des controverses. Cf. en particulier le compte rendu de G. Hallgarten, dans *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, mai 1971.

conservatrices — junkers et grands industriels —, alliance que le tarif douanier de 1879 a permis d'établir et que vient consolider l'appui apporté par l'État à la politique d'implantation coloniale à partir de 1882 : mesures qui permettent non seulement de lutter contre la dépression économique et les crises qui se succèdent entre 1873 et 1895, mais encore de « détourner » (*ablenken*) les esprits des réformes intérieures et procéder à l'intégration des masses. Il s'agit donc, selon Wehler, d'un « social-impérialisme » qui, dans la vie politique allemande de l'époque, joue un rôle comparable à l'antisémitisme et à l'anglophobie, et qui est lié au développement tardif d'une révolution industrielle d'une exceptionnelle ampleur dans le cadre d'un État aristocratique et féodal cherchant avec l'appui de la bureaucratie et de l'armée à se survivre à lui-même. Wehler a montré, en se référant aux travaux de Fischer et de son école, la persistance de ce « social-impérialisme » qui s'est d'abord manifesté sous Bismarck, qui explique la politique de prestige et de risque menée par les hommes d'État wilhelmiens, les buts de guerre poursuivis entre 1914 et 1918 et enfin l'aspiration à la domination universelle qui a été celle de Hitler. Dans la même ligne historique, un élève de l'école de Hambourg, D. Stegmann, a apporté des précisions sur le « cartel des classes productrices », qu'avait évoqué F. Fischer dans *Krieg der Illusionen*, montrant le caractère éminemment social de cette conjonction des forces conservatrices, industrielles et agraires, dans un but de politique intérieure, la destruction de la social-démocratie¹. Ces auteurs voient dans l'appel passionnel que suscite l'impéria-

1. D. Stegmann, *Die Erben Bismarcks. Parteien und Verbände in der Spätphase des Wilhelminischen Deutschlands. Sammlungspolitik 1897-1918*, Cologne et Berlin, 1970.

lisme un dérivatif pour les couches sociales de la moyenne et de la petite bourgeoisie qui se sentent menacées par l'industrialisation, donc la première apparition d'un « fascisme » auquel manque cependant, et pour de longues années encore, l'appui des masses organisées¹.

C'est également l'historisme, en tant que méthode traditionnelle d'interprétation du passé, qui se trouve ébranlé par la critique de Fritz Fischer. Si en effet une conviction profonde s'était installée parmi les historiens allemands, et dont Friedrich Meinecke avait montré les origines et l'évolution², c'était celle de l'individualité irréductible de chaque nation, qui découvre en elle-même ses propres normes de vie, en dehors de toute loi universelle. Issue de Herder et de Justus Möser, développée par les romantiques, cette conception de la nation, assimilée à un organisme naturel qui se développe selon ses lois propres, aboutit à la négation de toute valeur universelle, et en particulier du droit naturel, et substitue à cette interprétation « généralisante » du monde, issue de la Révolution française, une interprétation concrète et « individualisante ». Dans son souci de comprendre et de réhabiliter le passé, sous sa forme historique individuelle, l'historisme s'avancait jusqu'au bord du relativisme, de la dissolution sceptique de tout principe de droit et de justice, d'un certain nihilisme, qui permettait de justifier le nationalisme, la volonté de puissance, voire le racisme. Meinecke d'ailleurs n'avait pas été, dans les dernières années de sa vie, sans ressentir à quelles fâcheuses extrémités pouvait conduire cette philosophie

1. Cf. V. R. Berghahn, « Das Kaiserreich in der Sackgasse », *Neue Politische Literatur*, oct.-déc. 1971.

2. F. Meinecke, *Die Entstehung des Historismus*, Munich, 1959, 2^e éd.

de l'histoire. De même le théologien Ernst Troeltsch qui avait consacré un ouvrage à *l'Historisme et ses Problèmes*¹ (1922), où il reconnaissait que si l'on voulait apprêhender celui-ci de façon absolue, il conduisait à la négation de la liberté. Or précisément, le livre de Fritz Fischer faisait la preuve qu'une nation ne peut soustraire son action aux normes universelles, et que la condamnation des valeurs morales devait nécessairement se retourner contre elle-même. En dévoilant ce qu'avait de morbide cet ensemble de doctrines connues sous le nom d'« idées de 1914 », qui aboutissaient à la glorification du génie allemand et à l'apologie de sa volonté de domination, Fischer montrait quelle responsabilité était celle de tant d'intellectuels que l'historisme avait conduits à la destruction de la raison².

Parfaitemen t conscient des dangers que comportait pour l'Allemagne l'orientation de ses études historiques, Fischer a contribué à combler le fossé qui séparait de ce point de vue la culture allemande de celle des États occidentaux.

Pour ce qui est de l'argumentation de Fischer quant à l'étendue de la responsabilité allemande, quelles conclusions adopter?

Il n'est pas question de reprendre contre Fischer le reproche de n'avoir pas cherché à écrire une histoire générale des origines de la guerre et des buts poursuivis

1. E. Troeltsch, *Der Historismus und seine Probleme*, Munich, 1922
 2. Sur l'ensemble des problèmes de l'historisme, cf. C. Antoni *l'Historisme*, Genève, 1963; G. G. Iggers, *The German Conception of History. The national Tradition of historical Thought from Herder to the Present*, Middletown, 1967. Du même auteur, *Deutsche Geschichtswissenschaft*, Munich, 1971.

par les grandes puissances. Il a lui-même expliqué quels étaient ses objectifs précis, pourquoi il n'avait pas tenté d'exploiter les dépôts d'archives étrangers, partiellement fermés à l'époque de l'élaboration de son œuvre, comment il n'a pas voulu s'appuyer sur des ouvrages de seconde main. Il n'en reste pas moins que ses travaux, du fait qu'ils ne concernent que l'Allemagne, aboutissent à une condamnation unilatérale de ce pays et risquent par là de fausser la perspective historique. Les ambitions et les tares qui sont dénoncées si violemment en Allemagne ne se retrouvent-elles pas chez les autres belligérants?

Il est d'abord assez remarquable que Fischer se soit montré très réservé sur les responsabilités du gouvernement autrichien, s'efforçant de faire la preuve que dans la crise issue de Sarajevo, c'est l'Allemagne qui a constamment détenu l'initiative diplomatique, en signant à l'Autriche un « chèque en blanc » et en l'invitant ensuite à hâter la déclaration d'une guerre qui risquait d'avoir des proportions internationales. Certes, il n'existe aujourd'hui pour l'Autriche aucun travail comparable à ceux de Ritter et de Fischer pour l'Allemagne, le vaste ouvrage consacré par Hugo Hantsch au chancelier Berchtold ayant un caractère trop apologétique et ne cherchant pas à se détacher d'une explication purement fataliste¹. Il apparaît cependant à travers l'ouvrage de Fritz Fellner, *Der Dreibund*², que les blocs d'alliances étaient loin d'être aussi stables et aussi solides que l'on pouvait le penser et qu'il y avait entre les deux puissances centrales de nombreuses rivalités, économiques et politiques, au point que l'on

1. H. Hantsch, *Leopold Graf Berchtold*, 2 vol., Vienne, 1963.
 2. F. Fellner, *Der Dreibund*, Vienne, 1960.

pouvait se demander, dans les milieux politiques allemands, si l'alliance avec l'Autriche avait encore un sens; ce qui apparaît le plus nettement, c'est que l'Allemagne, qui souffrait de la concurrence autrichienne dans les Balkans, poussait la Double Monarchie à une politique d'oppression des nationalités. L'Autriche compensait dangereusement son immobilisme politique par son activisme guerrier, et il n'était inconnu de personne que Conrad von Hötzendorff envisageait depuis longtemps une guerre préventive contre la Serbie, et même contre l'Italie. Au cours de la crise de juillet 1914, il n'a pas cessé de préconiser la concentration des forces autrichiennes contre Belgrade, sans se préoccuper de savoir quelles conséquences les opérations contre la Serbie pourraient avoir sur l'ensemble du front, au cas où la Russie entrerait elle aussi dans la guerre. A ces impératifs des militaires s'oppose, du côté du pouvoir civil, un manque total de souplesse : le gouvernement de Vienne, qui craint un ébranlement de l'équilibre des nationalités, se refuse trop longtemps à toute concession vis-à-vis de l'Italie¹, malgré les appels de l'Allemagne, qui envisage même, pour décider l'Autriche à négocier sur le Trentin, à lui laisser une partie de la Silésie². Ce sont d'abord les ministres hongrois, Tisza et Burian, qui bloquent la négociation; si l'Italie obtenait satisfaction, comment refuser aux Roumains des concessions en Transylvanie? Plus tard, les Hongrois ayant compris que l'entrée en guerre de l'Italie entraî-

1. L. Valiani, « Italian-Austro-Hungarian Negotiations 1914-1915 », *Journal of contemporary History*, Londres, 1966; du même auteur, *La Dissoluzione dell'Austria Hungaria*, Milan, 1966.

2. E. Zechlin, « Das 'schlesische Angebot' und die italienische Kriegsgefahr 1915 », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, t. 14, 1963.

nerait celle de la Roumanie, ce sont les hommes d'État autrichiens qui font valoir que le Tyrol constituerait pour la Double Monarchie une perte territoriale que, par suite de la résistance des Magyars à toute annexion de populations slaves, il serait impossible de compenser. D'où la proposition, inacceptable pour les Italiens, de ne leur céder le Trentin qu'après la guerre. Le moins qu'on puisse dire, en s'appuyant sur les études de Léo Valiani sur *la Dissolution de la monarchie austro-hongroise*, c'est qu'oscillant entre la dureté et l'irrésolution, elle a abordé la guerre dans un esprit de criminelle insouciance. Les travaux récents de l'historien américain R. A. Kann, reposant sur les témoignages du ministre des Finances de la Double Monarchie, Bilinski, montrent la responsabilité personnelle de François-Joseph qui, plus que l'on ne le pensait jusqu'alors, a accepté l'éventualité d'une guerre, que semblait au contraire redouter l'archiduc héritier¹.

Sans doute aussi, à étudier les traits des hommes d'État qui se trouvaient alors présider aux destinées des grandes puissances, serait-on peut-être enclin à ne pas charger les seuls Allemands, comme l'a fait Fischer. Et si le reproche qui lui a été adressé de n'avoir pas mis en regard de Bethmann-Hollweg les hommes d'État de l'Entente n'est pas entièrement justifié, il n'en reste pas moins que l'historien est autorisé à établir des comparaisons entre eux, ne serait-ce que pour mieux comprendre leurs mobiles et leurs objectifs. Or par leur origine sociale qui les rattachait à l'aristocratie ou à la bourgeoisie d'affaires, en tout cas aux classes dirigeantes, par l'éducation reçue, par le milieu

1. R. A. Kann, *Kaiser Joseph und der Ausbruch des Weltkrieges*, Vienne, 1971.

dans lequel ils avaient vécu et leurs relations avec le monde bancaire et industriel, par le jeu de leurs intérêts et de leurs ambitions, par leur hostilité à l'égard du socialisme, qu'ils craignaient de voir s'installer soit sous une forme légale, soit par la violence révolutionnaire, ils avaient pris l'habitude de considérer la guerre comme un moyen légitime, sinon souhaitable, pour régler les affaires européennes; formés dans l'âge de l'impérialisme, ils ne reculaient pas devant les conséquences que pouvait avoir l'affrontement des puissances. Avaient-ils vraiment conscience, dans leur ignorance des problèmes militaires techniques, de ce que pouvait devenir cette guerre, qu'ils entrevoyaient courte et limitée? L'historien anglo-saxon, L. Lafore¹, n'a pas eu de peine à faire un catalogue de leurs propos vantards et inéptes; mais utilisant tous le même vocabulaire, ils savaient faire appel au patriotisme des masses et à l'« Union sacrée » pour assurer la défense des valeurs nationales, menacées par un « sauvage » adversaire. Si l'on voit dans Bethmann-Hollweg l'homme qui a signé le « chèque en blanc » à l'Autriche et qui a pris le « risque calculé » de la guerre, ne conviendrait-il pas de rappeler que Poincaré et ses collaborateurs estimaient, puisque l'entraînement à la guerre était « fatal », qu'il fallait engager celle-ci dans les conditions les plus favorables, même si les mesures d'ordre diplomatique ou militaire devaient confirmer les Allemands dans leur sentiment d'encerclement, que les risques que comportait le « resserrement » de l'alliance russe étaient donc moins graves qu'une détente des liens diplomatiques entre les deux pays, et qu'il importait en tout état de cause obtenir l'arrivée aussi rapide que

1. L. Lafore, *The Long Fuse*, Londres, 1966.

possible des troupes russes aux frontières orientales de l'Allemagne : déployant donc une activité qui avait bien moins pour but la conservation de la paix que l'efficacité stratégique, au moment où les hostilités se déclencheront¹. A coup sûr, l'interprétation « large » donnée par la diplomatie française à l'alliance franco-russe comportait un risque élevé, qui pesa lourdement sur la paix. Du côté italien, il importera de souligner les conséquences qu'a pu comporter pour l'Europe la transmission des Affaires étrangères de di San Giuliano à Salandra qui fait intervenir dans son action diplomatique des préoccupations de politique intérieure et qui pratique cyniquement l'« égoïsme sacré », avec le plus profond mépris de toutes les valeurs morales². Sans pouvoir entrer ici dans une étude du monde politique au pouvoir en 1914, l'on ne peut être que frappé par l'extraordinaire homogénéité des réactions diplomatiques, du vocabulaire employé, des démarches préconisées, et en fin de compte de la même impuissance devant un problème qui dépassait évidemment ces hommes d'État. N'est-on pas alors en droit de penser, comme le faisait Lénine dès les années de guerre, qu'il est vain de rechercher les responsabilités de telle ou telle personnalité, plus ou moins malhable ou malfaisante, mais que les hommes au pouvoir n'ont fait que continuer par le moyen de la guerre cette politique de rivalité économique dont les classes dirigeantes avaient pris depuis plusieurs années déjà la responsabilité?

1. J. Droz, « La France et l'Europe », dans *l'Europe du XIX^e et du XX^e siècles. Problèmes et interprétations historiques 1870-1914* I, Milan, 1962.

2. B. Vigezzi, « Die Politik der Pfänder », dans *Erster Weltkrieg. Ursachen, Entstehung und Kriegsziel*, édité par W. Schieder, Cologne et Berlin, 1969.

L'impuissance des hommes d'État est d'autant plus naturelle, que se développent en Europe, à un degré différent dans les diverses nations, mais de façon universelle, le culte de la violence, l'apologie de la notion de guerre. Cet état d'esprit, que Ritter et Fischer sont d'accord pour dénoncer en Allemagne, se retrouve en Autriche dans des milieux proches du Ballhaus, en Russie dans l'entourage de la cour au sein de ce qui est convenu d'appeler le « Cercle de Copenhague », en Italie dans les milieux irrédentistes, en France autour de l'*Action française*, en Angleterre même au sein de la Ligue navale et dans la rédaction du journal *The Times*. Il faut ajouter à cela que les méthodes de violence étaient largement préconisées dans les milieux syndicalistes, que les mouvements nationalistes en faisaient un usage de plus en plus généralisé, tant en Europe centrale qu'en Irlande, qu'il n'y avait pas jusqu'au mouvement féministe de Miss Pankhurst qui n'y fit référence. Sans doute conviendrait-il, comme le suggérait Élie Halévy dans une conférence prononcée en 1929, d'établir un lien plus étroit entre les troubles intérieurs profonds que traversaient alors la plupart des États européens, le fatalisme avec lequel les hommes d'État, puis l'opinion publique ont envisagé la guerre, la capitulation de tous devant les exigences militaires. Dans la conscience nationale s'étaient constitués une série de mythes, en vertu desquels chaque nation transférait sur la rivale un certain nombre de ses propres soupçons et de ses propres ambitions.

Si ces observations semblent interdire de faire reposer sur les hommes d'État allemands seuls la responsabilité de la Première Guerre mondiale, il apparaît comme plus inique encore de les considérer comme préfigurant l'hitlérisme. Sur ce point certes, il convient de ne pas

forcer la pensée de Fischer : il se refuse à voir chez Bethmann-Hollweg les mêmes mobiles que chez Hitler. Mais il laisse entendre qu'il y a conformité entre les buts de guerre poursuivis en 1914 et en 1939 et que l'on peut parler d'une « continuité » de la politique allemande entre les deux guerres mondiales. Qu'une telle continuité ait existé, que la notion vulgaire d'*Obrigkeit* (autorité), héritée du luthérianisme, ait servi aux destructeurs de la République de Weimar comme aux théoriciens du national-socialisme; qu'il y ait eu dans la bureaucratie allemande, telle qu'elle est sortie des mains de Bismarck, des traditions puissantes qui se sont opposées au développement de la démocratie; que les chefs d'industrie qui ont lutté pour l'interdiction de la social-démocratie soient les mêmes qui plus tard feront le lit de l'hitlérisme; que la culture universitaire soit demeurée farouchement hostile entre 1871 et 1933, à toute tentative pour libérer l'enseignement de la tutelle du nationalisme : c'est l'œuvre d'une jeune génération d'historiens allemands, et en particulier de Hans-Ulrich Wehler, de l'avoir démontré. Est-il possible aujourd'hui de ne pas voir dans le national-socialisme l'héritier de ce « bonapartisme » dont Bismarck avait fait sa philosophie politique et de ce pseudo-constitutionnalisme dont Guillaume II couvrait l'arbitraire de son régime? Révéler cette « continuité », c'est montrer le poids de la tradition qui pèse sur la politique allemande, jusqu'au-delà de la Seconde Guerre mondiale¹. Cependant, toute excessive simplification doit être exclue de la réflexion historique. Quelque jugement que l'on porte sur Bethmann-

1. Cf. en particulier H.-U. Wehler, en dehors des ouvrages cités p. 169, *Krisenherde des Kaiserreichs 1871-1918*, Göttingen, 1970.

Hollweg, il apparaît malgré tout comme un homme appartenant pleinement à la civilisation occidentale de son temps, animé par le sens de ses responsabilités et de ses devoirs vis-à-vis de sa conscience, de son peuple et de son empereur, soucieux de soumettre ses actes au contrôle de sa raison, entièrement étranger à tout irrationalisme. De même qu'il paraît impossible de juger Bismarck en dehors des préoccupations et des idéaux de son temps, de même Bethmann-Hollweg doit être interprété dans l'héritage du fondateur de l'unité allemande, comme témoin d'un monde où apparaissent des symptômes inquiétants de recul des valeurs morales, mais qui demeure malgré tout attaché aux idéaux politiques du XIX^e siècle¹. Voir dans ces personnalités qui ont eu dans leurs mains les destinées du Reich les prédecesseurs de Hitler, c'est succomber à cette paresseuse explication selon laquelle un peuple est enchaîné à une certaine destinée en vertu d'un caractère particulier, immuable. Non, l'histoire ne devait pas nécessairement aboutir à l'hitlérisme, dont le passé de l'Allemagne explique certaines continuités de pensée, mais non la sinistre réalité.

Sans doute est-ce sur ce thème de la continuité que se poursuivra le débat². Débat qui, malgré un certain apaisement, est sans doute loin d'être achevé, si l'on en juge par les livres antagonistes qui continuent à

1. Il y a malheureusement peu à tirer en ce sens de la dernière biographie, très apologétique, du chancelier par E. V. Vietsch, *Bethmann-Hollweg. Staatsmann zwischen Macht und Ethos* (« *Schriften des Bundesarchiv, XVIII* », Boppard, 1969), qui insiste sur la passivité de cet homme d'État pendant la crise de 1914.

2. Cf. J.C.G. Röhl, *From Bismarck to Hitler. The Problem of Continuity in German History*, Londres, 1970, proche des vues de Fischer.

paraître, celui de l'historien australien J. A. Moses¹, qui reprend l'essentiel des conclusions de Fischer, et celui de l'Anglais L. C. F. Turner², qui attribue la politique allemande non pas à une volonté de puissance mondiale, mais à des fautes de calcul. Si aujourd'hui la responsabilité majeure des hommes d'État allemands, qui ont couru sciemment le risque d'une guerre générale, ne peut être mise en doute, la volonté d'agression délibérée et prémeditée, que Fischer croit discerner chez eux dans ses derniers ouvrages, posera toujours un problème, parce qu'aucun document n'en fournira jamais la preuve et que tout est ici affaire d'interprétation³. L'historien objectif demeurera sceptique devant une thèse qui affirme plus qu'elle ne peut prouver et qui, si elle ne peut être réfutée, demeure malgré tout fort invraisemblable. Mais que précisément un citoyen allemand, malgré les illusions et les préjugés dont la nation avait été nourrie, ait eu le courage de mettre en cause tout un pan de son passé : c'est là un événement qui ne marquera pas seulement l'historiographie allemande, mais le destin même du peuple allemand, éclairé sur ceux qui lui ont menti et appelé à repenser librement son histoire.

1. J. A. Moses, *The War Aims of Imperial Germany. Professor Fritz Fischer and his Critics*, Université de Queensland, 1968.

2. L. C. F. Turner, *Origins of the First World War*, Londres, 1970.

3. Cf. les conclusions nuancées de J. Remak, *The First World War : Causes, Conduct, Consequences*, New York, 1971.

Bibliographie générale

Ne sont indiqués dans cette bibliographie, qui est sélective, que les ouvrages généraux sur le rôle de l'Allemagne dans les origines de la guerre de 1914 et sa politique des buts de guerre. Tous les ouvrages et articles suscités par la polémique autour des thèses de Fritz Fischer sont signalés en note, dans le cours de l'ouvrage.

Pour une bibliographie générale de cette polémique

J. Joll, « The 1914 Debate continues », *Past and Present*, 34, 1966.

W. Mommsen, « Die deutsche Kriegszielpolitik 1914-1918. Bemerkungen zum Stand der Diskussion », dans *Kriegsausbruch 1914*, Deutsche Herausgabe du *Journal of Contemporary History*, 1967.

W. Schieder, *Erster Weltkrieg. Ursachen, Entstehung und Kriegsziele*, Cologne et Berlin, 1969, avec de nombreux extraits d'historiens ayant traité ces questions.

J. Marczewski, « L'historiographie allemande et le problème de la responsabilité de l'Allemagne pour le déclenchement de la Première Guerre Mondiale », *la Pologne et les Affaires occidentales*, 1971.

I. Geiss, *Studien über Geschichte und Geschichtswissenschaft*, Francfort, 1971.

Ouvrages généraux sur l'Allemagne avant et pendant la guerre

- W. Hubatsch, *Der Weltkrieg 1914-1918, Handbuch der deutschen Geschichte*, Stuttgart, 1955.
- Gebhardt, *Handbuch der deutschen Geschichte III. Von der französischen Revolution bis zum Ersten Weltkrieg*, Stuttgart, 9^e éd., 1970. Les chapitres concernant les origines de la Première Guerre mondiale sont dus à Erich Born.
- M. Goehring, *Bismarks Erben. Deutschlands Weg von Wilhelm I bis Hitler*, Wiesbaden, 2^e éd., 1959.
- G. Mann, *Deutsche Geschichte der XIX. und XXsten Jahrhunderts*, Francfort, 1960.
- W. Conze, *Die Zeit Wilhelms II und die Weimarer Republik*, dans *Deutsche Geschichte Überblick*, Tübingen, 1964.
- H. Herzfeld, *Der Erste Weltkrieg*, Munich, 1968.
- F. Klein, *Deutschland im ersten Weltkrieg*, 3 vol. (ouvrage collectif), Berlin-Est, 1968-1970.
- *Deutschland 1897/98-1917*, Berlin-Est, 1972.
- P. Guillen, *L'Empire allemand 1871-1918*, Paris, 1970.

Ouvrages sur l'impérialisme allemand

- A. J. P. Taylor, *The Struggle for Mastery in Europe 1848-1918*, Oxford, 1954.
- L. Dehio, *Deutschland und die Weltpolitik im XX. Jahrhundert*, Munich, 1955.
- G. W. F. Hallgarten, *Imperialismus vor 1914*, 2 vol., Munich, éd. remaniée, 1963.
- A. Jerussalimski, *L'Impérialisme allemand. Passé et présent*, Moscou, en français, 1970.

Ouvrages sur le militarisme allemand

- C. A. Craig, *The Politics of the Prussian Army*, Oxford, 1955.
- K. Demeter, *Das deutsche Offizierskorps in Gesellschaft und Staat 1650-1945*, Francfort, 1962.

M. Kitchen, *The German Officer Corps 1890-1914*, Oxford, 1968.

G. Ritter, *Staatskunst und Kriegshandwerk*, 4 vol., Munich, 1954-1968.

Ouvrages sur les origines de la guerre

P. Renouvin, *Les Origines immédiates de la guerre 28 juin-4 août 1914*, Paris, 1925.

— *L'Époque contemporaine II. La paix armée et la Grande Guerre 1871-1919*, « Clio », Paris, 1939.

— *La Crise européenne et la Grande Guerre*, Paris, 3^e éd., 1962.

H. E. Barnes, *The Genesis of the World War. An Introduction to the Problem of War Guilt*, New York, 1927.

S. B. Fay, *The Origins of the World War*, 2 vol., New York, 1929.

H. Lutz, *Die europäische Politik der Julikrisis 1914*, Berlin, 1930.

Bernadotte Schmitt, *The Coming of the War*, 2 vol., New York, 1930.

J. Isaac, *Un débat historique. Le problème des origines de la guerre*, Paris, 1933.

A. von Wegerer, *Des Ausbruch des Krieges*, 2 vol., Berlin, 1939.

L. Albertini, *Le Origini della guerra del 1914*, 3 vol., Milan, 1942-1943.

I. Geiss, *Julikrise und Kriegsausbruch 1914. Eine Dokumentensammlung*, 2 vol., Hanovre, 1963-1964.

L. Lafore, *The Long Fuse. An Interpretation of World War I*, Londres, 1966.

F. Fischer, *Krieg der Illusionen*, Düsseldorf, 1969.

Ouvrages sur les buts de guerre de l'Allemagne

H. W. Gatzke, *Germany's Drive to the West. A study of German War Aims during the first World War*, Baltimore, 1950.

- F. Fischer, *Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschlands 1914-1918*, Düsseldorf, 1961, 3^e éd., 1964.
- K. H. Janssen, *Machi und Verblendung. Die Kriegszielpolitik der deutschen Bundesstaaten 1914-1918*, Göttingen, 1962.
- W. Steglich, *Die Friedenspolitik des Mittelmächte 1917-1918*, I, Wiesbaden, 1964.
- A. Scherer et J. Grunewald, *L'Allemagne et les Problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale*, 2 vol. parus, Paris, 1962-1966.

Ouvrages sur les relations internationales

- P. Renouvin, *Histoire des relations internationales VI et VII*, Paris, 1955-1957.
- P. Renouvin et J.-B. Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales. Forces profondes et hommes d'État*, Paris, 1964.
- J.-B. Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours : vie politique et relations internationales*, « Nouvelle Clio », Paris, 1960.
- M. Beloff, P. Renouvin, F. Schnabel, et F. Valsecchi, *L'Europe du XIX^e et XX^e siècles 1870-1914*, 2 vol., Milan, 1964.
- J. Droz, *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*, Paris, 1959, 3^e éd., 1972.
- The New Cambridge History XI, *The Era of Violence*, Cambridge 1960.
- M. Toscano, *Pagine di Storia diplomatica I. Origini e Vicende della Prima Guerra Mondiale*, Milan, 1963.
- P. Milza, *Les Relations internationales de 1871 à 1914*, Paris, 1968.
- G. Pedroncini, *Les Négociations secrètes pendant la Grande Guerre*, Paris, 1969.

Table

<i>Introduction</i>	7
1. Le problème des responsabilités allemandes entre les deux guerres	11
L'établissement de la thèse allemande de la « Kriegsschuld-lüge », 11. — L'établissement de la thèse française sur les responsabilités allemandes, 22. — Les débats en France sur la responsabilité allemande, 26. — La littérature américaine sur les origines de la guerre, 32. — Les thèses de Jules Isaac, 35. — L'interprétation marxiste des origines de la guerre, 42.	
2. Les études historiques au cours des années cinquante	53
3. « Griff nach der Weltmacht »	69
4. Les polémiques contre Fischer	89
Gerhard Ritter, 94. — Egmont Zechlin, 106. — Karl Dietrich Erdmann, 111.	
5. Les thèses de Fischer à la lumière de l'historiographie des années soixante	121
6. La guerre des illusions	145
<i>Conclusion</i>	165
<i>Bibliographie</i>	183